



Nº 61-205-XIF au catalogue

# Investissements privés et publics au Canada, perspectives



2006



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des dépenses en immobilisations, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 345-2294; télécopieur : 1 800 606-5393; courriel : [Invest@statcan.ca](mailto:Invest@statcan.ca)).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca)

Site Web [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-205-XIF au catalogue est publié de façon annuelle sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 38 \$CAN l'exemplaire (PDF) et de 38 \$CAN pour un abonnement annuel (HTML). Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous la rubrique Produits et services.

## Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital

Section des dépenses en immobilisations

# Investissements privés et publics au Canada, perspectives

2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Mars 2006

N° 61-205-XIF au catalogue

ISSN 1718-3812

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-205-XIE).

---

## **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

# Informations pour l'utilisateur

---

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Remerciements

Cette publication a été réalisée à la Division des Investissements et du stock de capital sous la direction de Peter Koumanakos, directeur, John Foley, chef de la Section des Dépenses en immobilisations, Gilbert Paquette, Les Shinder, chefs d'unités et Monique Lavigne, chef d'unité, production .

Les analystes suivants ont contribué d'une façon particulière : Denis Rooney; Marc Germaine; Suzanne Martin; Saroj Prihar, Marie-Claude Asselin et Joanne Bureau.

Yvon Cormier et Thérèse Bergeron ont prêté leur assistance technique. Les personnes suivantes ont participé à la collecte et à la préparation des données : Normand Mongeon; Marc Viau; Darlene Thompson; Normand Boivin; Debbie Hill et Thérèse Bergeron.

Division des Méthodes d'enquêtes-entreprises : Marie-Claude Duval et Leon Jang.

L'enquête sur les Dépenses d'immobilisations et de réparations pour les administrations provinciales au Québec est l'oeuvre conjointe de Statistique Canada et de L'institut de la statistique du Québec. Leur collaboration mérite notre reconnaissance.

### Note concernant CANSIM

Pour la plupart des tableaux de cette publication, les chiffres sont disponibles sur CANSIM (Système canadien d'information socio-économique). Les numéros de références CANSIM apparaissent au bas de chaque tableau. Ceux-ci comprennent maintenant les perspectives pour 2006, les chiffres réels provisoires de 2005 et les dépenses réelles de 2004.

# Table des matières

---

<b>Faits saillants</b>	<b>6</b>
<b>Note aux lecteurs</b>	<b>7</b>
<b>Analyse</b>	<b>8</b>
Le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel alimente l'investissement	8
Hausse très marquée des investissements prévus dans les services publics	8
Investissements sans précédent dans les transports en commun municipaux	9
Hausse modeste des investissements prévus par les fabricants	9
Administrations publiques : les investissements fédéraux demeurent stables	9
Hausses des investissements dans 10 provinces et territoires	9
<b>Produits connexes</b>	<b>13</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
<b>1</b> Résumé par secteur, Canada	<b>17</b>
<b>2 Immobilisations et réparations, Canada</b>	<b>19</b>
2-1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse, secteur [11]	19
2-2 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]	20
2-3 Services publics, secteur [22]	22
2-4 Fabrication, secteur [31-33]	23
2-5 Commerce de gros, secteur [41]	25
2-6 Commerce de détail, secteur [44-45]	26
2-7 Transport et entreposage, secteur [48-49]	27
2-8 Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]	28
2-9 Finance et assurances, secteur [52]	29
2-10 Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]	30
2-11 Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]	31
2-12 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]	32
2-13 Services d'enseignement, secteur [61]	33
2-14 Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]	34

**Table des matières – suite**

2-15	Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]	34
2-16	Hébergement et services de restauration, secteur [72]	35
2-17	Autres services, sauf les administrations publiques, secteur [81]	35
2-18	Administrations publiques, secteur [91]	36
<b>3</b>	<b>Résumé par provinces et territoire</b>	<b>37</b>
<b>4</b>	<b>Immobilisations et réparations, provinces et territoires</b>	<b>38</b>
4-1	Terre-Neuve-et-Labrador	38
4-2	Île-du-Prince-Édouard	41
4-3	Nouvelle-Écosse	44
4-4	Nouveau-Brunswick	47
4-5	Québec	50
4-6	Ontario	54
4-7	Manitoba	58
4-8	Saskatchewan	61
4-9	Alberta	64
4-10	Colombie-Britannique	68
4-11	Territoire du Yukon	72
4-12	Territoires du Nord-Ouest	75
4-13	Nunavut	78
<b>5</b>	<b>Investissements publics, résumé par secteur</b>	<b>81</b>
5-1	Canada	81
5-2	Provinces et territoires	83
<b>6</b>	<b>Investissements privés, résumé par secteur</b>	<b>84</b>
6-1	Canada	84
6-2	Provinces et territoires	86
<b>Qualité des données, concepts et méthodologie</b>		
	Introduction	87
	Concepts	88
	Sources	93
	Assurance de la qualité	96
	Méthodologie	98
	Utilisateurs et utilisations	113
	Chronologie de la série des dépenses en immobilisations	114
	Mesures de la qualité	116

## Table des matières – suite

### Appendice

I. Glossaire	119
II. Références	123

### Graphiques

1. Investissement à la hausse	10
2. Manitoba va surpasser les autres régions quant à l'augmentation de leurs dépenses	10

## Faits saillants

---

- L'investissement en usines et en matériel devrait demeurer vigoureux cette année, considérant les excellentes perspectives dans le secteur du pétrole et du gaz naturel, qui est en pleine expansion, et dans celui des services publics. Les entreprises, les administrations publiques et les institutions devraient investir 207 milliards de dollars au cours de 2006, soit un chiffre en hausse de 8,2 % par rapport à l'année précédente.



## Note aux lecteurs

---

Les perspectives d'investissement sont fondées sur une enquête-échantillon menée auprès de 29 000 entreprises, administrations publiques et institutions. Effectuée d'octobre 2005 à janvier 2006, l'enquête a obtenu un taux de réponse de 71 %, ce qui représente 82 % du poids de l'échantillon visé.

Le coefficient de variation, qui permet de mesurer la précision des données estimatives, est de 0,4 % à l'échelle nationale. Les données publiées dans le présent communiqué sont annualisées en fonction de l'année civile et sont exprimées en dollars courants.

## Analyse

---

Ainsi, les entreprises, les administrations publiques et les institutions devraient investir 207 milliards de dollars en usines et en matériel au cours de 2006, chiffre en hausse de 8,2 % par rapport à l'année précédente. C'est légèrement plus que le taux de croissance enregistré en 2005 (+7,6 %).

Parallèlement, l'investissement sur le marché canadien du logement devrait pour sa part demeurer assez stable, le total prévu pour l'année étant de 74,6 milliards de dollars, comparativement à 74,2 milliards en 2005.

Cela représente une augmentation de 16,0 milliards de dollars (+6,1 %) des dépenses en immobilisations, qui totaliseraient ainsi 281,6 milliards de dollars.

Les cours élevés du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, conjugués aux bénéfices substantiels enregistrés par les entreprises, devraient faire bondir l'investissement dans les projets d'exploration de nouvelles sources d'énergie ainsi que dans la modernisation et l'expansion des activités d'exploitation existantes.

Outre ceux du pétrole et du gaz naturel ainsi que des services publics, les secteurs qui se classeront en tête au chapitre de l'investissement sont ceux du transport public et des administrations publiques.

### **Le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel alimente l'investissement**

L'investissement des entreprises dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel devrait atteindre 39,2 milliards de dollars en 2006, en hausse de 2,5 milliards par rapport à 2005.

Grâce à un ensemble de nouveaux projets d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, l'investissement dans le secteur de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques devrait augmenter de 10,6 % en 2006 pour atteindre 10,8 milliards de dollars.

La hausse de l'investissement sera moins forte dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel par des méthodes classiques, à 5,5 %, mais l'investissement total y atteint 28,4 milliards de dollars, soit près de trois fois plus que dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel par des méthodes non classiques.

### **Hausse très marquée des investissements prévus dans les services publics**

On s'attend à une très forte hausse de l'investissement total du secteur canadien des services publics cette année; ce secteur comprend les sous-secteurs de l'électricité, de la distribution de gaz naturel ainsi que des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres.

L'investissement de ce secteur devrait s'élever à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 27,8 % (3,8 milliards de dollars) par rapport à 2005.

Dans le sous-secteur de l'électricité, l'investissement des entreprises publiques et privées augmentera de 2,5 milliards de dollars (+24,5 %) pour se chiffrer à 12,9 milliards, afin de répondre à l'accroissement de la demande.

L'investissement dans le domaine de la distribution de gaz naturel connaîtra un gain substantiel de 39,4 % (461 millions de dollars), ce qui le portera à 1,6 milliard de dollars.

Les services municipaux d'aqueduc connaîtront des investissements importants dans les infrastructures d'aqueduc et d'égout. Les dépenses effectuées dans le sous-secteur des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres devraient croître de 37,2 % (802,6 millions de dollars) pour totaliser 3,0 milliards de dollars.

## Investissements sans précédent dans les transports en commun municipaux

L'investissement dans le secteur du transport et de l'entreposage en 2006 sera de 14,4 milliards de dollars, en hausse de 23,7 % par rapport à l'année précédente. La progression devrait être particulièrement marquée dans les secteurs des transports en commun, du transport terrestre de passagers et du transport par pipeline.

Les résultats de l'enquête montrent clairement que l'investissement dans le secteur du transport public augmentera à un rythme sans précédent. Les dépenses totales dans les transports en commun et le transport terrestre de passagers devraient atteindre 3,3 milliards de dollars, soit une hausse de 50,3 % (1,1 milliard de dollars) par rapport à l'année précédente.

Les dépenses dans le secteur du transport par pipeline devraient s'élever à 2,0 milliards de dollars en 2006, soit 83,0 % (903,8 millions de dollars) de plus qu'en 2005.

## Hausse modeste des investissements prévus par les fabricants

D'après l'enquête, la hausse anticipée de l'investissement des fabricants cette année sera peu prononcée (+3,4 %).

L'investissement dans ce secteur augmentera de 687,2 millions de dollars pour atteindre le montant estimatif de 20,6 milliards de dollars. La quasi-totalité de cette hausse est liée à la construction d'usines, ce qui signifie que l'investissement en machines et en matériel se maintiendra à son niveau de 2005.

On prévoit une hausse de l'investissement dans 15 des 20 sous-secteurs de la fabrication et une baisse dans les 5 autres. Exprimées en dollars, les augmentations les plus fortes sont observées dans les sous-secteurs de la fabrication d'aliments, de produits chimiques et de matériel de transport.

Les baisses ont été constatées surtout dans les sous-secteurs de la fabrication de produits du pétrole et du charbon ainsi que de produits en bois.

## Administrations publiques : les investissements fédéraux demeurent stables

Les investissements des administrations provinciales et municipales dans l'administration publique progresseront à un rythme similaire en 2006, à 7,1 % et à 6,9 % respectivement.

Par contre, les investissements de l'administration fédérale dans l'administration publique demeureront à peu près inchangés (+0,2 %).

En 2006, l'investissement total dans l'administration publique sera de 24,1 milliards de dollars, en hausse de 5,9 % par rapport à 2005.

## Hausse des investissements dans 10 provinces et territoires

Selon les résultats de l'enquête, les investissements devraient augmenter dans 10 provinces et territoires, les exceptions étant le Nunavut, le Yukon et Terre-Neuve-et-Labrador, où l'on anticipe plutôt une baisse.

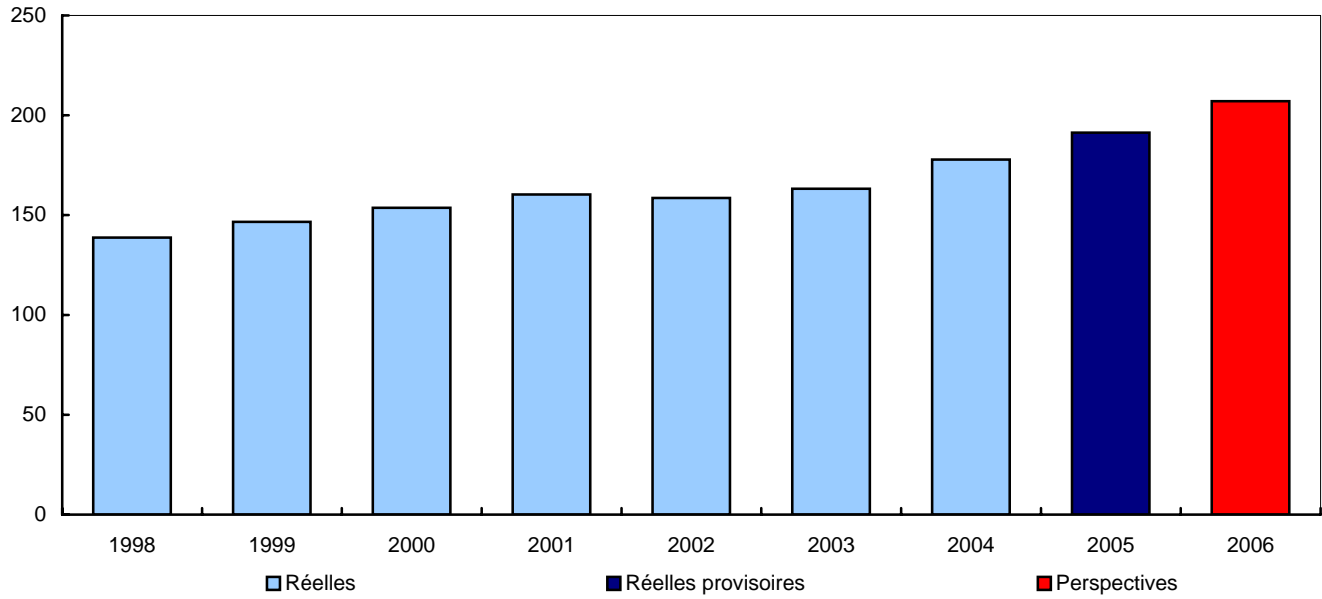
Les principales hausses sont prévues au Manitoba (+14,6 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (+10,9 %), en Nouvelle-Écosse (+10,2 %) et en Alberta (+9,5 %).

La progression devrait se chiffrer à 5,8 milliards de dollars en Ontario, pour un investissement total de 95,5 milliards de dollars, l'Alberta suivant de près, enregistrant 5,7 milliards de dollars (60,6 milliards de dollars). Au Québec, l'investissement demeurera stable, à 50,7 milliards de dollars.

Graphique 1

Investissement à la hausse

milliards de dollars



Graphique 2

Manitoba va surpasser les autres régions quant à l'augmentation de leurs dépenses

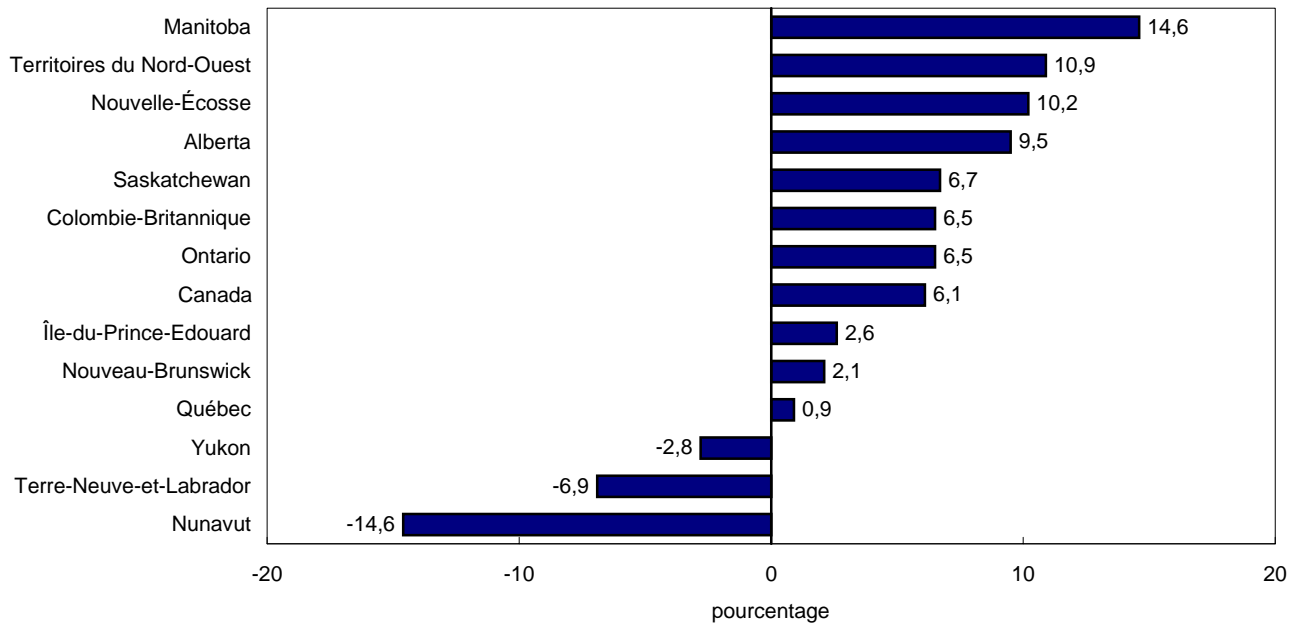


Tableau explicatif 1

## Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques selon le secteur

	Dépenses réelles 2004	Dépenses réelles provisoires 2005	Perspectives 2006	Dépenses réelles provisoires 2005 à perspectives 2006	Dépenses réelles 2004 à réelles provisoires 2005
	millions de dollars			variation en pourcentage	
<b>Total</b>	<b>247 881,7</b>	<b>265 511,7</b>	<b>281 633,2</b>	<b>6,1</b>	<b>7,1</b>
Installations et équipement	177 821,5	191 325,6	207 032,8	8,2	7,6
Logement	70 060,2	74 186,1	74 600,4	0,6	5,9
<b>Secteur SCIAN</b>					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 679,8	4 683,8	4 684,8	0,0	0,1
Extraction minière, de pétrole et de gaz	36 944,3	43 372,7	45 954,7	6,0	17,4
Services publics	12 829,3	13 686,5	17 486,4	27,8	6,7
Construction	4 056,1	4 293,0	4 766,8	11,0	5,8
Fabrication	18 694,1	19 949,2	20 636,4	3,4	6,7
Commerce de gros	4 223,0	4 391,6	4 763,9	8,5	4,0
Commerce de détail	8 171,8	7 198,2	8 183,9	13,7	-11,9
Transport et entreposage	10 020,5	11 627,7	14 378,7	23,7	16,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 026,8	9 313,7	9 704,6	4,2	3,2
Finance et assurances	14 871,1	15 120,1	16 434,7	8,7	1,7
Services immobiliers et services de location et location à bail	11 985,3	12 486,3	13 040,0	4,4	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 325,2	3 446,0	3 474,5	0,8	3,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	204,4	193,1	166,0	-14,0	-5,6
Services administratifs, soutien, gestion déchets	1 109,4	1 084,6	1 111,3	2,5	-2,2
Services d'enseignement	6 335,2	6 580,1	6 700,7	1,8	3,9
Soins de santé et assistance sociale	5 506,3	5 737,3	6 000,2	4,6	4,2
Arts, spectacles et loisirs	1 650,0	1 709,5	1 662,7	-2,7	3,6
Hébergement et services de restauration	2 359,7	2 245,3	2 340,4	4,2	-4,8
Autres services, sauf les administrations publiques	1 579,0	1 442,3	1 441,2	-0,1	-8,7
Administrations publiques	20 250,1	22 764,8	24 101,1	5,9	12,4

**Nota :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 2

## Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques selon la province ou le territoire

	Construction	Machines et matériel	Total	Dépenses réelles provisoires de 2005 par rapport aux prévisions de 2006	Dépenses réelles de 2004 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2005
	millions de dollars			variation en pourcentage	
<b>Canada <sup>1</sup></b>					
<b>2004</b>	<b>154 125,2</b>	<b>93 696,5</b>	<b>247 821,7</b>		
<b>2005</b>	<b>167 838,4</b>	<b>97 673,2</b>	<b>265 511,7</b>		
<b>2006</b>	<b>179 590,5</b>	<b>102 042,7</b>	<b>281 633,2</b>	<b>6,1</b>	<b>7,1</b>
<b>Terre-Neuve et Labrador</b>					
2004	2 872,0	1 371,2	4 243,2	...	...
2005	3 164,1	1 153,7	4 317,9	...	...
2006	2 923,8	1 094,5	4 018,3	-6,9	1,8
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004	436,4	287,1	723,6	...	...
2005	461,6	306,7	768,3	...	...
2006	485,8	302,9	788,6	2,6	6,2
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004	3 662,0	2 034,8	5 696,9	...	...
2005	3 699,5	2 223,1	5 922,5	...	...
2006	4 176,8	2 347,8	6 524,7	10,2	4,0
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004	2 571,5	1 833,1	4 404,7	...	...
2005	2 715,4	1 932,7	4 648,1	...	...
2006	2 935,0	1 808,8	4 743,9	2,1	5,5
<b>Québec</b>					
2004	30 821,9	18 945,3	49 767,2	...	...
2005	31 399,5	18 875,5	50 275,0	...	...
2006	31 428,4	19 300,0	50 728,4	0,9	1,0
<b>Ontario</b>					
2004	48 992,2	37 286,0	86 278,2	...	...
2005	50 884,2	38 834,0	89 718,2	...	...
2006	53 518,4	42 025,7	95 544,1	6,5	4,0
<b>Manitoba</b>					
2004	3 629,9	3 069,0	6 698,9	...	...
2005	3 824,0	3 138,8	6 962,8	...	...
2006	4 746,8	3 234,8	7 981,6	14,6	3,9
<b>Saskatchewan</b>					
2004	4 788,9	2 678,0	7 466,9	...	...
2005	5 008,2	2 799,1	7 807,3	...	...
2006	5 213,0	3 120,3	8 333,3	6,7	4,6
<b>Alberta</b>					
2004	33 991,7	16 816,0	50 807,7	...	...
2005	42 161,7	18 155,2	60 316,9	...	...
2006	47 879,9	18 143,7	66 023,6	9,5	18,7
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004	20 741,9	8 922,8	29 664,7	...	...
2005	22 551,7	9 705,1	32 256,7	...	...
2006	24 194,9	10 149,2	34 344,1	6,5	8,7
<b>Yukon</b>					
2004	304,8	114,4	419,2	...	...
2005	395,9	118,1	514,0	...	...
2006	391,1	108,7	499,8	-2,8	22,6
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004	918,3	270,0	1 188,2	...	...
2005	1 184,1	350,5	1 534,5	...	...
2006	1 379,8	321,9	1 701,7	10,9	29,1
<b>Nunavut</b>					
2004	393,7	68,7	462,4	...	...
2005	388,8	80,6	469,3	...	...
2006	316,7	84,4	401,1	-14,6	1,5

1. Dépenses réelles de 2004, suivies des dépenses réelles provisoires de 2005 et ensuite des perspectives pour 2006.

**Nota :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

## Produits connexes

---

### Choisis parmi les publications de Statistique Canada

---

13-568-X	Flux et stocks de capital fixe, 1961-1994, historique
61-206-X	Investissements privés et publics au Canada, perspectives révisées
61-223-X	Dépenses en immobilisations par type d'actif
64-001-X	Permis de bâtir
64-203-X	Permis de bâtir, sommaire annuel

---

## Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

---

029-0005	Immobilisations et réparations, selon le secteur et la province
029-0007	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 21, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
029-0008	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 22, services publics
029-0009	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 31-33, fabrication
029-0010	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 41, commerce de gros
029-0011	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 44-45, commerce de détail
029-0012	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 48-49, transport et entreposage
029-0013	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 51, industrie de l'information et industrie culturelle
029-0014	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 52, finance et assurances
029-0015	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 53, services immobiliers et services de location et de location à bail
029-0016	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 54, services professionnels, scientifiques et techniques
029-0017	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 56, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
029-0018	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 61, services d'enseignement
029-0019	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 62, soins de santé et assistance sociale
029-0020	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 71, art, spectacles et loisirs
029-0021	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 72, hébergement et services de restauration
029-0022	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 81, autres services (sauf les administrations publiques)
029-0024	Immobilisations et réparations, résumé selon la province et le territoire
029-0039	Dépenses d'immobilisations en construction, par type d'actif et secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
029-0040	Dépenses d'immobilisations en construction, selon le type d'actif
032-0001	Investissements publics et privés, résumé selon le secteur
032-0002	Investissements publics et privés, résumé selon la province et le territoire

---



### Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

---

2803 Dépenses en immobilisations et réparations - Réelles, provisoires, perspectives

---

### Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

---

- *Dépenses en immobilisations pour la construction par secteur, par province et territoire*
- *Dépenses en immobilisations pour machine et matériel par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations privées et publiques*

## **Tableaux statistiques**

---

---

Tableau 1

## Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel <sup>1</sup>	Total
en millions de dollars									
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]</b>									
2004	1 476,2	3 203,6	4 679,8	849,1	2 813,5	3 662,6	2 325,3	6 017,1	8 342,3
2005	1 449,4	3 234,4	4 683,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 464,0	3 220,8	4 684,8	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]</b>									
2004	29 942,4	7 001,9	36 944,3	980,1	3 075,1	4 055,1	30 922,5	10 077,0	40 999,4
2005	36 084,6	7 288,1	43 372,7	..	..	..	..	..	..
2006	39 938,7	6 016,0	45 954,7	..	..	..	..	..	..
<b>Services publics [22]</b>									
2004	8 843,5	3 985,7	12 829,3	1 323,8	1 413,1	2 736,9	10 167,3	5 398,8	15 566,2
2005	9 690,3	3 996,2	13 686,5	..	..	..	..	..	..
2006	12 087,0	5 399,4	17 486,4	..	..	..	..	..	..
<b>Construction [23]</b>									
2004	500,5	3 555,6	4 056,1	95,6	1 576,8	1 672,4	596,1	5 132,4	5 728,5
2005	533,3	3 759,6	4 293,0	..	..	..	..	..	..
2006	598,6	4 168,3	4 766,8	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication [31-33]</b>									
2004	2 611,6	16 082,5	18 694,1	1 194,0	9 651,2	10 845,2	3 805,6	25 733,7	29 539,3
2005	2 125,9	17 823,3	19 949,2	..	..	..	..	..	..
2006	2 794,3	17 842,1	20 636,4	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de gros [41]</b>									
2004	900,8	3 322,2	4 223,0	209,7	651,4	861,1	1 110,5	3 973,6	5 084,1
2005	1 211,9	3 179,7	4 391,6	..	..	..	..	..	..
2006	1 280,3	3 483,5	4 763,9	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de détail [44-45]</b>									
2004	4 063,5	4 108,2	8 171,8	383,0	604,6	987,6	4 446,5	4 712,8	9 159,3
2005	3 466,2	3 732,0	7 198,2	..	..	..	..	..	..
2006	4 292,5	3 891,4	8 183,9	..	..	..	..	..	..
<b>Transport et entreposage [48-49]</b>									
2004	3 510,7	6 509,8	10 020,5	1 543,4	4 408,1	5 951,5	5 054,1	10 917,9	15 972,0
2005	3 817,0	7 810,7	11 627,7	..	..	..	..	..	..
2006	5 842,7	8 536,0	14 378,7	..	..	..	..	..	..
<b>Industrie de l'information et industrie culturelle [51]</b>									
2004	2 411,1	6 615,7	9 026,8	275,0	910,0	1 184,9	2 686,1	7 525,7	10 211,8
2005	2 687,6	6 626,1	9 313,7	..	..	..	..	..	..
2006	2 410,0	7 294,6	9 704,6	..	..	..	..	..	..
<b>Finance et assurances [52]</b>									
2004	525,9	14 345,3	14 871,1	370,0	442,4	812,4	895,9	14 787,7	15 683,6
2005	697,8	14 422,3	15 120,1	..	..	..	..	..	..
2006	797,1	15 637,6	16 434,7	..	..	..	..	..	..
<b>Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]</b>									
2004	3 308,3	8 677,0	11 985,3	716,8	753,9	1 470,8	4 025,1	9 430,9	13 456,1
2005	3 686,7	8 799,6	12 486,3	..	..	..	..	..	..
2006	3 848,6	9 191,4	13 040,0	..	..	..	..	..	..
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques [54]</b>									
2004	358,2	2 967,0	3 325,2	107,5	339,3	446,8	465,7	3 306,3	3 772,0
2005	404,2	3 041,8	3 446,0	..	..	..	..	..	..
2006	343,3	3 131,2	3 474,5	..	..	..	..	..	..
<b>Gestion de sociétés et d'entreprises [55]</b>									
2004	43,4	161,1	204,4	13,4	44,8	58,2	56,8	205,9	262,7
2005	41,4	151,7	193,1	..	..	..	..	..	..
2006	23,8	142,2	166,0	..	..	..	..	..	..
<b>Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]</b>									
2004	214,2	895,2	1 109,4	55,0	426,0	481,1	269,2	1 321,2	1 590,5
2005	244,8	839,7	1 084,6	..	..	..	..	..	..
2006	292,1	819,1	1 111,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1 – suite

## Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2004	4 355,1	1 980,1	6 335,2	1 267,2	292,5	1 559,7	5 622,3	2 272,6	7 894,9
2005	4 662,4	1 917,7	6 580,1	..	..	..	..	..	..
2006	4 794,3	1 906,4	6 700,7	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	3 061,0	2 445,3	5 506,3	808,3	1 106,3	1 914,6	3 869,3	3 551,6	7 420,9
2005	3 114,8	2 622,6	5 737,3	..	..	..	..	..	..
2006	3 525,9	2 474,3	6 000,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	901,7	748,3	1 650,0	171,9	204,3	376,2	1 073,6	952,6	2 026,2
2005	720,0	989,5	1 709,5	..	..	..	..	..	..
2006	520,4	1 142,3	1 662,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	1 231,5	1 128,1	2 359,7	228,4	362,1	590,5	1 459,9	1 490,2	2 950,2
2005	1 169,5	1 075,8	2 245,3	..	..	..	..	..	..
2006	1 246,4	1 094,0	2 340,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	489,1	1 089,9	1 579,0	200,9	301,4	502,3	690,0	1 391,3	2 081,3
2005	405,5	1 036,8	1 442,3	..	..	..	..	..	..
2006	450,2	991,0	1 441,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	15 316,1	4 934,0	20 250,1	2 762,0	983,9	3 745,9	18 078,1	5 917,9	23 996,1
2005	17 439,2	5 325,6	22 764,8	..	..	..	..	..	..
2006	18 440,1	5 661,0	24 101,1	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	70 060,2	0,0	70 060,2	9 565,0	0,0	9 565,0	79 625,2	0,0	79 625,2
2005	74 186,1	0,0	74 186,1	..	..	..	..	..	..
2006	74 600,4	0,0	74 600,4	..	..	..	..	..	..
<b>Total des dépenses</b>									
<b>2004</b>	<b>154 125,2</b>	<b>93 756,5</b>	<b>247 881,7</b>	<b>23 120,1</b>	<b>30 360,7</b>	<b>53 480,8</b>	<b>177 245,3</b>	<b>124 117,2</b>	<b>301 362,5</b>
<b>2005</b>	<b>167 838,4</b>	<b>97 673,2</b>	<b>265 511,7</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>179 590,5</b>	<b>102 042,7</b>	<b>281 633,2</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.  
**Source :** Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-1

Immobilisations et réparations, Canada — Agriculture, foresterie, pêche et chasse<sup>1</sup>, secteur [11]

	Immobilisations			Réparations <sup>2</sup>		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Cultures agricoles [111]</b>									
2004	493,7	1 564,3	2 058,0	379,1	1 739,4	2 118,5	872,8	3 303,7	4 176,5
2005	493,7	1 564,5	2 058,3	..	..	..	..	..	..
2006	493,7	1 564,8	2 058,6	..	..	..	..	..	..
<b>Élevage [112]</b>									
2004	765,9	1 269,0	2 034,9	331,6	420,9	752,5	1 097,5	1 689,9	2 787,4
2005	765,9	1 269,4	2 035,3	..	..	..	..	..	..
2006	765,9	1 270,2	2 036,1	..	..	..	..	..	..
<b>Foresterie et exploitation forestière [113]</b>									
2004	137,7	225,1	362,8	81,7	418,8	500,5	219,4	643,9	863,2
2005	113,4	243,9	357,3	..	..	..	..	..	..
2006	125,9	236,4	362,3	..	..	..	..	..	..
<b>Pêche, chasse et piégeage [114]</b>									
2004	66,2	82,8	149,0	54,3	174,8	229,1	120,5	257,6	378,1
2005	69,5	86,3	155,8	..	..	..	..	..	..
2006	71,2	88,2	159,4	..	..	..	..	..	..
<b>Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]</b>									
2004	12,6	62,5	75,1	2,5	59,5	62,0	15,1	122,0	137,1
2005	6,9	70,2	77,1	..	..	..	..	..	..
2006	7,2	61,3	68,4	..	..	..	..	..	..
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]</b>									
2004	1 476,2	3 203,6	4 679,8	849,1	2 813,5	3 662,6	2 325,3	6 017,1	8 342,3
2005	1 449,4	3 234,4	4 683,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 464,0	3 220,8	4 684,8	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour la chasse et le piégeage sont exclues du total pour cette catégorie.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-2

Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz<sup>1</sup>, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations <sup>2</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	26 628,3	4 928,8	31 557,1	686,0	837,1	1 523,1	27 314,3	5 765,9	33 080,2
2005	32 146,2	4 573,9	36 720,1	..	..	..	..	..	..
2006	35 902,8	3 336,3	39 239,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques [211113]									
2004	24 603,6	632,1	25 235,7	686,0	41,3	727,3	25 289,6	673,4	25 963,0
2005	26 502,3	452,0	26 954,3	..	..	..	..	..	..
2006	27 997,2	445,5	28 442,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole par des méthodes non classiques [211114]									
2004	2 024,7	4 296,7	6 321,4	0,0	795,8	795,8	2 024,7	5 092,5	7 117,2
2005	5 643,9	4 121,9	9 765,8	..	..	..	..	..	..
2006	7 905,6	2 890,8	10 796,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	2 418,6	1 107,2	3 525,8	261,9	1 730,5	1 992,4	2 680,5	2 837,7	5 518,2
2005	2 855,2	1 378,6	4 233,8	..	..	..	..	..	..
2006	2 807,6	1 260,2	4 067,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon [2121]									
2004	118,2	131,8	249,9	x	x	x	x	x	x
2005	167,7	360,3	528,0	..	..	..	..	..	..
2006	92,0	132,6	224,6	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon bitumineux [212114]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon subbitumineux [212115]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon de lignite [212116]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais métalliques [2122]									
2004	1 863,7	537,6	2 401,4	x	x	x	x	x	x
2005	1 957,8	473,8	2 431,6	..	..	..	..	..	..
2006	1 694,0	636,1	2 330,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de fer [21221]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'or et d'argent [21222]									
2004	499,1	118,6	617,7	17,1	217,6	234,7	516,2	336,2	852,4
2005	578,5	86,5	665,0	..	..	..	..	..	..
2006	724,2	85,4	809,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de plomb-zinc [212231]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de nickel-cuivre [212232]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de cuivre-zinc [212233]									
2004	264,2	33,9	298,1	28,4	168,1	196,5	292,6	202,0	494,7
2005	249,9	106,4	356,3	..	..	..	..	..	..
2006	170,9	147,3	318,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-2 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz<sup>1</sup>, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations <sup>2</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Extraction de minerais d'uranium [212291]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de tous les autres minerais métalliques [212299]</b>									
2004	17,5	52,9	70,5	5,4	55,9	61,3	22,9	108,8	131,8
2005	43,5	20,9	64,4	..	..	..	..	..	..
2006	43,4	12,6	56,1	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de minerais non métalliques [2123]</b>									
2004	436,7	437,8	874,5	87,8	527,3	615,1	524,5	965,1	1 489,6
2005	729,7	544,4	1 274,2	..	..	..	..	..	..
2006	1 021,7	491,5	1 513,2	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de pierre [21231]</b>									
2004	9,5	60,6	70,2	9,4	73,0	82,4	18,9	133,6	152,5
2005	42,6	65,0	107,6	..	..	..	..	..	..
2006	27,5	63,3	90,8	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de sable, de gravier, d'argile, de céramique et de minerais réfractaires [21232]</b>									
2004	22,4	91,2	113,6	3,4	132,2	135,7	25,8	223,4	249,2
2005	16,2	113,8	130,0	..	..	..	..	..	..
2006	6,4	111,6	118,1	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction d'amiante [212394]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de gypse [212395]</b>									
2004	15,7	4,8	20,5	2,1	16,5	18,6	17,8	21,3	39,1
2005	9,0	4,1	13,1	..	..	..	..	..	..
2006	12,7	9,6	22,3	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de potasse [212396]</b>									
2004	56,6	146,0	202,7	36,6	131,1	167,8	93,2	277,1	370,5
2005	62,4	214,6	277,0	..	..	..	..	..	..
2006	90,4	203,7	294,1	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de tourbe [212397]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction de tous les autres minerais non métalliques [212398]</b>									
2004	330,4	121,1	451,5	30,7	160,4	191,1	361,1	281,5	642,6
2005	588,6	123,5	712,1	..	..	..	..	..	..
2006	882,9	83,9	966,8	..	..	..	..	..	..
<b>Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]</b>									
2004	895,6	965,9	1 861,4	32,2	507,4	539,6	927,8	1 473,3	2 401,0
2005	1 083,2	1 335,6	2 418,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 228,3	1 419,5	2 647,8	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]</b>									
2004	29 942,4	7 001,9	36 944,3	980,1	3 075,1	4 055,1	30 922,5	10 077,0	40 999,4
2005	36 084,6	7 288,1	43 372,7	..	..	..	..	..	..
2006	39 938,7	6 016,0	45 954,7	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour la classe nationale 213119 « Autres activités de soutien à l'extraction minière » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0007.

Tableau 2-3

## Immobilisations et réparations, Canada — Services publics, secteur [22]

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Production, transport et distribution d'électricité [2211]									
2004	6 263,1	3 562,0	9 825,0	1 212,5	1 383,7	2 596,3	7 475,6	4 945,7	12 421,3
2005	6 899,2	3 459,5	10 358,7	..	..	..	..	..	..
2006	8 144,7	4 749,8	12 894,5	..	..	..	..	..	..
Distribution de gaz naturel [2212]									
2004	708,6	305,8	1 014,5	108,6	18,1	126,7	817,2	323,9	1 141,2
2005	781,0	390,4	1 171,4	..	..	..	..	..	..
2006	1 145,0	488,0	1 633,0	..	..	..	..	..	..
Réseaux d'aqueduc et d'égout et autres [2213]									
2004	1 871,8	117,9	1 989,8	2,7	11,2	13,9	1 874,5	129,1	2 003,7
2005	2 010,1	146,3	2 156,4	..	..	..	..	..	..
2006	2 797,3	161,6	2 958,9	..	..	..	..	..	..
<b>Services publics [22]</b>									
2004	8 843,5	3 985,7	12 829,3	1 323,8	1 413,1	2 736,9	10 167,3	5 398,8	15 566,2
2005	9 690,3	3 996,2	13 686,5	..	..	..	..	..	..
2006	12 087,0	5 399,4	17 486,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0008.



Tableau 2-4

## Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
	en millions de dollars								
<b>Fabrication d'aliments [311]</b>									
2004	297,9	1 248,1	1 546,0	114,5	716,9	831,4	412,4	1 965,0	2 377,4
2005	212,6	1 245,0	1 457,6	..	..	..	..	..	..
2006	343,3	1 404,3	1 747,6	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de boissons et de produits du tabac [312]</b>									
2004	41,6	352,1	393,7	7,5	98,5	105,9	49,1	450,6	499,6
2005	77,1	399,0	476,1	..	..	..	..	..	..
2006	66,6	423,5	490,1	..	..	..	..	..	..
<b>Usines de textiles [313]</b>									
2004	5,5	65,8	71,4	3,4	62,7	66,1	8,9	128,5	137,5
2005	10,4	79,0	89,4	..	..	..	..	..	..
2006	2,8	87,0	89,8	..	..	..	..	..	..
<b>Usines de produits textiles [314]</b>									
2004	6,1	77,6	83,7	1,1	23,4	24,6	7,2	101,0	108,3
2005	7,4	54,2	61,6	..	..	..	..	..	..
2006	5,4	74,9	80,2	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de vêtements [315]</b>									
2004	15,4	60,7	76,1	14,4	25,9	40,2	29,8	86,6	116,3
2005	13,7	46,2	59,9	..	..	..	..	..	..
2006	8,7	48,0	56,7	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits en bois [321]</b>									
2004	248,7	1 101,8	1 350,5	62,1	1 405,6	1 467,7	310,8	2 507,4	2 818,2
2005	279,5	1 484,9	1 764,4	..	..	..	..	..	..
2006	269,7	1 325,3	1 595,0	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication du papier [322]</b>									
2004	272,1	1 123,5	1 395,5	127,9	1 799,4	1 927,3	400,0	2 922,9	3 322,9
2005	95,4	1 290,7	1 386,1	..	..	..	..	..	..
2006	115,5	1 306,4	1 421,9	..	..	..	..	..	..
<b>Impression et activités connexes de soutien [323]</b>									
2004	36,8	297,8	334,7	28,6	140,8	169,4	65,4	438,6	504,1
2005	17,4	340,1	357,5	..	..	..	..	..	..
2006	20,5	347,1	367,6	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]</b>									
2004	167,3	1 715,3	1 882,6	64,0	383,4	447,3	231,3	2 098,7	2 329,9
2005	98,3	2 719,3	2 817,6	..	..	..	..	..	..
2006	54,1	2 218,6	2 272,7	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits chimiques [325]</b>									
2004	579,0	1 093,1	1 672,1	112,3	682,6	794,9	691,3	1 775,7	2 467,0
2005	504,2	1 257,9	1 762,0	..	..	..	..	..	..
2006	696,8	1 338,4	2 035,2	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]</b>									
2004	80,1	852,4	932,5	24,7	504,7	529,4	104,8	1 357,1	1 461,8
2005	42,3	862,4	904,7	..	..	..	..	..	..
2006	99,7	914,7	1 014,4	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]</b>									
2004	118,2	521,0	639,2	39,3	518,8	558,2	157,5	1 039,8	1 197,3
2005	53,3	696,2	749,5	..	..	..	..	..	..
2006	59,2	658,5	717,7	..	..	..	..	..	..
<b>Première transformation des métaux [331]</b>									
2004	243,2	2 011,2	2 254,3	180,5	1 503,6	1 684,1	423,7	3 514,8	3 938,5
2005	171,8	1 511,1	1 682,9	..	..	..	..	..	..
2006	192,7	1 641,4	1 834,1	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits métalliques [332]</b>									
2004	91,7	668,3	760,0	45,5	370,3	415,9	137,2	1 038,6	1 175,9
2005	125,1	640,4	765,5	..	..	..	..	..	..
2006	211,5	702,2	913,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-4 – suite

## Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Fabrication de machines [333]</b>									
2004	73,6	538,5	612,1	79,4	221,6	301,0	153,0	760,1	913,1
2005	106,2	590,5	696,6	..	..	..	..	..	..
2006	76,1	605,3	681,4	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]</b>									
2004	47,5	446,9	494,4	34,5	66,4	100,9	82,0	513,3	595,3
2005	82,9	476,5	559,4	..	..	..	..	..	..
2006	88,1	531,2	619,3	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]</b>									
2004	11,5	177,6	189,1	19,5	85,3	104,8	31,0	262,9	293,8
2005	12,7	127,8	140,5	..	..	..	..	..	..
2006	9,8	198,1	207,9	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de matériel de transport [336]</b>									
2004	169,2	3 387,8	3 557,0	216,4	890,2	1 106,7	385,6	4 278,0	4 663,6
2005	146,2	3 591,0	3 737,2	..	..	..	..	..	..
2006	383,4	3 596,2	3 979,6	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de meubles et de produits connexes [337]</b>									
2004	65,0	178,4	243,3	7,7	97,6	105,3	72,7	276,0	348,6
2005	18,5	203,5	222,1	..	..	..	..	..	..
2006	39,9	206,5	246,5	..	..	..	..	..	..
<b>Activités diverses de fabrication [339]</b>									
2004	40,4	150,7	191,0	10,1	47,2	57,3	50,5	197,9	248,4
2005	47,8	197,2	245,0	..	..	..	..	..	..
2006	49,9	200,8	250,7	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication [31-33]</b>									
2004	2 611,6	16 082,5	18 694,1	1 194,0	9 651,2	10 845,2	3 805,6	25 733,7	29 539,3
2005	2 125,9	17 823,3	19 949,2	..	..	..	..	..	..
2006	2 794,3	17 842,1	20 636,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0009.

Tableau 2-5

## Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de gros, secteur [41]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Grossistes-distributeurs de produits agricoles [411]									
2004	7,8	76,4	84,2	12,7	18,6	31,4	20,5	95,0	115,6
2005	7,2	61,6	68,8	..	..	..	..	..	..
2006	9,0	66,3	75,4	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits pétroliers [412]									
2004	38,8	169,5	208,3	13,5	69,1	82,6	52,3	238,6	291,0
2005	98,0	171,0	269,0	..	..	..	..	..	..
2006	115,5	180,7	296,2	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac [413]									
2004	346,1	623,0	969,1	26,6	89,6	116,2	372,7	712,6	1 085,3
2005	460,7	535,2	995,9	..	..	..	..	..	..
2006	362,7	527,2	889,9	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs d'articles personnels et ménagers [414]									
2004	62,8	267,0	329,8	21,0	37,2	58,2	83,8	304,2	388,1
2005	49,9	275,8	325,7	..	..	..	..	..	..
2006	62,7	305,0	367,7	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et de leurs pièces [415]									
2004	39,9	283,4	323,3	25,3	52,4	77,7	65,2	335,8	400,9
2005	67,2	313,5	380,7	..	..	..	..	..	..
2006	92,1	360,0	452,1	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction [416]									
2004	94,2	439,4	533,6	29,0	108,9	137,8	123,2	548,3	671,5
2005	93,6	420,7	514,3	..	..	..	..	..	..
2006	71,2	462,4	533,6	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de machines, de matériel et de fournitures [417]									
2004	134,0	861,1	995,2	45,2	163,9	209,1	179,2	1 025,0	1 204,2
2005	153,0	838,6	991,6	..	..	..	..	..	..
2006	189,6	900,1	1 089,7	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits divers [418]									
2004	159,2	443,6	602,8	26,4	90,4	116,8	185,6	534,0	719,6
2005	264,2	412,0	676,2	..	..	..	..	..	..
2006	363,4	527,4	890,9	..	..	..	..	..	..
Agents et courtiers du commerce de gros [419]									
2004	18,0	158,7	176,7	10,0	21,3	31,3	28,0	180,0	207,9
2005	18,0	151,4	169,3	..	..	..	..	..	..
2006	14,1	154,4	168,4	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de gros [41]</b>									
<b>2004</b>	<b>900,8</b>	<b>3 322,2</b>	<b>4 223,0</b>	<b>209,7</b>	<b>651,4</b>	<b>861,1</b>	<b>1 110,5</b>	<b>3 973,6</b>	<b>5 084,1</b>
<b>2005</b>	<b>1 211,9</b>	<b>3 179,7</b>	<b>4 391,6</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>1 280,3</b>	<b>3 483,5</b>	<b>4 763,9</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0010.

Tableau 2-6

## Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de détail, secteur [44-45]

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces [441]									
2004	272,4	363,2	635,6	51,3	74,5	125,8	323,7	437,7	761,4
2005	207,5	318,9	526,3	..	..	..	..	..	..
2006	201,0	320,8	521,8	..	..	..	..	..	..
Magasins de meubles et d'accessoires de maison [442]									
2004	101,7	135,8	237,5	24,8	12,4	37,2	126,5	148,2	274,7
2005	91,2	156,4	247,6	..	..	..	..	..	..
2006	76,2	147,8	224,0	..	..	..	..	..	..
Magasins d'appareils électroniques et ménagers [443]									
2004	109,3	194,3	303,6	14,6	9,7	24,3	123,9	204,0	327,9
2005	123,7	189,0	312,7	..	..	..	..	..	..
2006	112,0	189,0	301,0	..	..	..	..	..	..
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage [444]									
2004	222,4	278,7	501,1	35,0	37,8	72,8	257,4	316,5	573,9
2005	278,8	243,7	522,5	..	..	..	..	..	..
2006	324,4	206,5	530,9	..	..	..	..	..	..
Magasins d'alimentation [445]									
2004	1 348,8	1 194,6	2 543,3	72,9	166,5	239,4	1 421,7	1 361,1	2 782,7
2005	1 364,1	936,8	2 300,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 367,4	1 007,8	2 375,2	..	..	..	..	..	..
Magasins de produits de santé et de soins personnels [446]									
2004	58,2	98,8	157,0	18,6	26,0	44,7	76,8	124,8	201,7
2005	42,6	107,1	149,7	..	..	..	..	..	..
2006	46,1	103,3	149,4	..	..	..	..	..	..
Stations-service [447]									
2004	387,5	495,4	883,0	49,8	117,9	167,7	437,3	613,3	1 050,7
2005	343,4	436,4	779,8	..	..	..	..	..	..
2006	330,6	429,1	759,7	..	..	..	..	..	..
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires [448]									
2004	440,5	332,8	773,3	39,7	24,4	64,1	480,2	357,2	837,4
2005	273,7	273,9	547,6	..	..	..	..	..	..
2006	300,2	268,5	568,8	..	..	..	..	..	..
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres [451]									
2004	77,1	125,1	202,3	9,0	8,8	17,7	86,1	133,9	220,0
2005	102,4	137,0	239,5	..	..	..	..	..	..
2006	118,8	135,8	254,7	..	..	..	..	..	..
Magasins de fournitures de tout genre [452]									
2004	893,4	456,3	1 349,7	18,1	63,4	81,6	911,5	519,7	1 431,3
2005	486,1	554,4	1 040,5	..	..	..	..	..	..
2006	1 261,1	654,5	1 915,5	..	..	..	..	..	..
Magasins de détail divers [453]									
2004	75,3	156,3	231,6	25,1	25,8	50,8	100,4	182,1	282,4
2005	106,3	108,0	214,3	..	..	..	..	..	..
2006	116,9	113,3	230,2	..	..	..	..	..	..
Détailants hors magasin [454]									
2004	76,9	277,0	353,9	24,0	37,4	61,4	100,9	314,4	415,4
2005	46,6	270,3	316,8	..	..	..	..	..	..
2006	37,6	315,1	352,7	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de détail [44-45]</b>									
<b>2004</b>	<b>4 063,5</b>	<b>4 108,2</b>	<b>8 171,8</b>	<b>383,0</b>	<b>604,6</b>	<b>987,6</b>	<b>4 446,5</b>	<b>4 712,8</b>	<b>9 159,3</b>
<b>2005</b>	<b>3 466,2</b>	<b>3 732,0</b>	<b>7 198,2</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>4 292,5</b>	<b>3 891,4</b>	<b>8 183,9</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0011.

Tableau 2-7

## Immobilisations et réparations, Canada — Transport et entreposage, secteur [48-49]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Transport aérien [481]</b>									
2004	53,1	1 953,8	2 006,9	4,7	529,4	534,1	57,8	2 483,2	2 541,0
2005	63,2	2 254,3	2 317,6	..	..	..	..	..	..
2006	60,1	2 500,0	2 560,2	..	..	..	..	..	..
<b>Transport ferroviaire [482]</b>									
2004	814,3	432,3	1 246,6	746,0	923,0	1 669,0	1 560,3	1 355,3	2 915,6
2005	1 110,6	384,2	1 494,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 225,8	391,2	1 617,0	..	..	..	..	..	..
<b>Transport par eau [483]</b>									
2004	34,7	239,1	273,8	30,5	195,3	225,8	65,2	434,4	499,7
2005	128,7	354,5	483,2	..	..	..	..	..	..
2006	154,8	332,7	487,5	..	..	..	..	..	..
<b>Transport par camion [484]</b>									
2004	95,7	1 452,2	1 547,9	51,8	1 297,5	1 349,2	147,5	2 749,7	2 897,1
2005	75,4	1 667,6	1 742,9	..	..	..	..	..	..
2006	106,6	1 645,5	1 752,1	..	..	..	..	..	..
<b>Transport en commun et transport terrestre de voyageurs [485]</b>									
2004	536,0	1 112,4	1 648,4	289,6	772,8	1 062,4	825,6	1 885,2	2 710,9
2005	857,0	1 358,7	2 215,7	..	..	..	..	..	..
2006	1 575,3	1 755,8	3 331,1	..	..	..	..	..	..
<b>Transport par pipeline [486]</b>									
2004	506,6	362,0	868,6	217,9	238,7	456,6	724,5	600,7	1 325,2
2005	523,0	565,8	1 088,7	..	..	..	..	..	..
2006	1 244,3	748,2	1 992,5	..	..	..	..	..	..
<b>Transport de tourisme et d'agrément [487]</b>									
2004	2,8	41,2	44,0	0,8	3,1	3,9	3,6	44,3	47,9
2005	1,2	36,1	37,3	..	..	..	..	..	..
2006	2,6	41,3	43,9	..	..	..	..	..	..
<b>Activités de soutien au transport [488]</b>									
2004	1 345,2	478,7	1 824,0	158,2	230,3	388,5	1 503,4	709,0	2 212,4
2005	888,0	746,4	1 634,5	..	..	..	..	..	..
2006	1 294,3	687,3	1 981,5	..	..	..	..	..	..
<b>Services postaux [491]</b>									
2004	65,8	159,8	225,6	14,0	76,1	90,1	79,8	235,9	315,7
2005	112,1	180,7	292,8	..	..	..	..	..	..
2006	114,6	179,6	294,2	..	..	..	..	..	..
<b>Messageries et services de messagers [492]</b>									
2004	7,9	96,2	104,1	5,2	46,2	51,4	13,1	142,4	155,5
2005	2,1	66,1	68,2	..	..	..	..	..	..
2006	6,7	81,8	88,5	..	..	..	..	..	..
<b>Entreposage [493]</b>									
2004	48,5	181,9	230,5	24,7	95,8	120,5	73,2	277,7	351,0
2005	55,7	196,3	252,0	..	..	..	..	..	..
2006	57,6	172,5	230,1	..	..	..	..	..	..
<b>Transport et entreposage [48-49]</b>									
2004	3 510,7	6 509,8	10 020,5	1 543,4	4 408,1	5 951,5	5 054,1	10 917,9	15 972,0
2005	3 817,0	7 810,7	11 627,7	..	..	..	..	..	..
2006	5 842,7	8 536,0	14 378,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0012.

Tableau 2-8

## Immobilisations et réparations, Canada — Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Édition (sauf par Internet) [511]</b>									
2004	68,8	274,8	343,6	15,8	53,1	68,9	84,6	327,9	412,5
2005	119,3	291,2	410,5	..	..	..	..	..	..
2006	63,0	295,9	359,0	..	..	..	..	..	..
<b>Industries du film et de l'enregistrement sonore [512]</b>									
2004	58,3	228,2	286,6	10,5	23,0	33,5	68,8	251,2	320,1
2005	47,2	284,8	332,0	..	..	..	..	..	..
2006	77,8	299,9	377,7	..	..	..	..	..	..
<b>Radiotélévision (sauf par Internet) [515]</b>									
2004	44,5	334,7	379,2	17,7	24,0	41,6	62,2	358,7	420,8
2005	46,0	375,6	421,6	..	..	..	..	..	..
2006	70,8	383,7	454,5	..	..	..	..	..	..
<b>Édition, radiodiffusion et télédiffusion par Internet [516]</b>									
2004	0,5	4,4	4,9	0,0	0,3	0,3	0,5	4,7	5,2
2005	x	x	12,5	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	4,9	5,4	..	..	..	..	..	..
<b>Télécommunications [517]</b>									
2004	1 968,3	5 265,7	7 234,1	229,4	791,9	1 021,3	2 197,7	6 057,6	8 255,4
2005	2 187,4	5 124,3	7 311,6	..	..	..	..	..	..
2006	1 734,2	5 596,5	7 330,7	..	..	..	..	..	..
<b>Fournisseurs de services Internet, sites portails de recherche et services de traitement de données [518]</b>									
2004	265,4	490,6	756,0	0,3	15,9	16,1	265,7	506,5	772,1
2005	285,6	528,0	813,6	..	..	..	..	..	..
2006	458,8	703,5	1 162,3	..	..	..	..	..	..
<b>Autres services d'information [519]</b>									
2004	5,3	17,2	22,4	1,3	1,8	3,2	6,6	19,0	25,6
2005	x	x	11,8	..	..	..	..	..	..
2006	4,8	10,3	15,1	..	..	..	..	..	..
<b>Industrie de l'information et industrie culturelle [51]</b>									
2004	2 411,1	6 615,7	9 026,8	275,0	910,0	1 184,9	2 686,1	7 525,7	10 211,8
2005	2 687,6	6 626,1	9 313,7	..	..	..	..	..	..
2006	2 410,0	7 294,6	9 704,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0013.

Tableau 2-9

## Immobilisations et réparations, Canada — Finance et assurances, secteur [52]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Autorités monétaires - banque centrale [521]									
2004	6,2	14,3	20,5	7,0	1,9	8,9	13,2	16,2	29,4
2005	14,7	16,2	30,9	..	..	..	..	..	..
2006	4,1	18,8	23,0	..	..	..	..	..	..
Intermédiation financière et activités connexes [522]									
2004	258,1	13 578,4	13 836,6	290,7	279,9	570,6	548,8	13 858,3	14 407,1
2005	426,0	13 629,4	14 055,4	..	..	..	..	..	..
2006	573,8	14 871,7	15 445,5	..	..	..	..	..	..
Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes [523]									
2004	50,1	242,0	292,1	8,3	49,2	57,5	58,4	291,2	349,7
2005	40,6	267,1	307,7	..	..	..	..	..	..
2006	35,4	255,4	290,8	..	..	..	..	..	..
Sociétés d'assurance et activités connexes [524]									
2004	154,3	492,4	646,7	62,6	110,3	172,9	216,9	602,7	819,7
2005	163,6	490,9	654,5	..	..	..	..	..	..
2006	121,2	472,3	593,5	..	..	..	..	..	..
Fonds et autres instruments financiers [526]									
2004	57,1	18,0	75,2	1,3	1,2	2,5	58,4	19,2	77,6
2005	52,8	18,8	71,6	..	..	..	..	..	..
2006	62,5	19,3	81,9	..	..	..	..	..	..
<b>Finance et assurances [52]</b>									
<b>2004</b>	<b>525,9</b>	<b>14 345,3</b>	<b>14 871,1</b>	<b>370,0</b>	<b>442,4</b>	<b>812,4</b>	<b>895,9</b>	<b>14 787,7</b>	<b>15 683,6</b>
<b>2005</b>	<b>697,8</b>	<b>14 422,3</b>	<b>15 120,1</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>797,1</b>	<b>15 637,6</b>	<b>16 434,7</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0014.

Tableau 2-10

## Immobilisations et réparations, Canada — Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	
en millions de dollars									
<b>Bailleurs de biens immobiliers [5311]</b>									
2004	2 811,0	602,1	3 413,0	576,4	55,0	631,3	3 387,4	657,1	4 044,4
2005	3 013,2	680,0	3 693,2	..	..	..	..	..	..
2006	3 140,3	721,0	3 861,3	..	..	..	..	..	..
<b>Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers [5312]</b>									
2004	51,4	125,9	177,3	7,6	4,7	12,4	59,0	130,6	189,7
2005	36,0	123,5	159,5	..	..	..	..	..	..
2006	35,8	127,0	162,9	..	..	..	..	..	..
<b>Activités liées à l'immobilier [5313]</b>									
2004	176,2	167,4	343,6	97,4	38,7	136,1	273,6	206,1	479,7
2005	314,6	148,7	463,3	..	..	..	..	..	..
2006	323,0	161,3	484,3	..	..	..	..	..	..
<b>Location et location à bail de matériel automobile [5321]</b>									
2004	65,3	4 624,5	4 689,8	15,9	349,6	365,4	81,2	4 974,1	5 055,2
2005	64,2	4 739,5	4 803,7	..	..	..	..	..	..
2006	74,3	4 807,5	4 881,8	..	..	..	..	..	..
<b>Location de biens de consommation [5322]</b>									
2004	40,5	308,7	349,2	8,4	18,8	27,2	48,9	327,5	376,4
2005	28,2	328,5	356,7	..	..	..	..	..	..
2006	22,2	299,0	321,2	..	..	..	..	..	..
<b>Centres de location d'articles divers [5323]</b>									
2004	8,2	112,3	120,5	1,0	12,0	13,0	9,2	124,3	133,5
2005	4,5	133,5	138,0	..	..	..	..	..	..
2006	3,7	170,7	174,4	..	..	..	..	..	..
<b>Location et location à bail de machines et matériel d'usage commercial et industriel [5324]</b>									
2004	75,8	2 641,3	2 717,1	6,3	270,8	277,1	82,1	2 912,1	2 994,2
2005	129,8	2 560,2	2 689,9	..	..	..	..	..	..
2006	135,9	2 773,9	2 909,9	..	..	..	..	..	..
<b>Bailleurs de biens incorporels non financiers, sauf les oeuvres protégées par le droit d'auteur [5331]</b>									
2004	80,1	94,8	174,9	3,9	4,3	8,2	84,0	99,1	183,0
2005	96,2	85,8	182,0	..	..	..	..	..	..
2006	113,4	130,9	244,3	..	..	..	..	..	..
<b>Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]</b>									
2004	3 308,3	8 677,0	11 985,3	716,8	753,9	1 470,8	4 025,1	9 430,9	13 456,1
2005	3 686,7	8 799,6	12 486,3	..	..	..	..	..	..
2006	3 848,6	9 191,4	13 040,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0015.



Tableau 2-11

## Immobilisations et réparations, Canada — Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Services juridiques [5411]									
2004	12,8	241,8	254,5	6,4	15,3	21,7	19,2	257,1	276,2
2005	36,9	247,9	284,8	..	..	..	..	..	..
2006	13,7	242,2	256,0	..	..	..	..	..	..
Services de comptabilité, de préparation des déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye [5412]									
2004	17,6	288,3	305,9	7,0	16,3	23,2	24,6	304,6	329,1
2005	28,0	297,9	325,9	..	..	..	..	..	..
2006	53,4	308,8	362,2	..	..	..	..	..	..
Architecture, génie et services connexes [5413]									
2004	71,0	481,9	552,9	19,3	55,1	74,4	90,3	537,0	627,3
2005	86,6	482,9	569,6	..	..	..	..	..	..
2006	47,2	501,5	548,7	..	..	..	..	..	..
Services spécialisés de design [5414]									
2004	5,1	70,5	75,6	1,9	9,2	11,2	7,0	79,7	86,7
2005	4,1	69,1	73,2	..	..	..	..	..	..
2006	3,3	75,0	78,3	..	..	..	..	..	..
Conception de systèmes informatiques et services connexes [5415]									
2004	53,2	1 002,9	1 056,1	11,1	135,2	146,2	64,3	1 138,1	1 202,3
2005	58,5	972,9	1 031,4	..	..	..	..	..	..
2006	45,2	958,6	1 003,8	..	..	..	..	..	..
Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques [5416]									
2004	49,9	374,0	424,0	24,8	50,8	75,5	74,7	424,8	499,5
2005	57,2	404,3	461,5	..	..	..	..	..	..
2006	65,5	392,1	457,7	..	..	..	..	..	..
Services de recherche et de développement scientifiques [5417]									
2004	93,9	273,4	367,3	11,7	26,4	38,2	105,6	299,8	405,5
2005	98,9	308,7	407,6	..	..	..	..	..	..
2006	79,1	385,5	464,6	..	..	..	..	..	..
Publicité et services connexes [5418]									
2004	31,9	115,9	147,8	11,8	14,3	26,2	43,7	130,2	174,0
2005	15,3	130,3	145,6	..	..	..	..	..	..
2006	18,3	131,7	150,0	..	..	..	..	..	..
Autres services professionnels, scientifiques et techniques [5419]									
2004	22,8	118,4	141,2	13,5	16,7	30,2	36,3	135,1	171,4
2005	18,5	127,8	146,3	..	..	..	..	..	..
2006	17,6	135,7	153,3	..	..	..	..	..	..
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques [54]</b>									
<b>2004</b>	<b>358,2</b>	<b>2 967,0</b>	<b>3 325,2</b>	<b>107,5</b>	<b>339,3</b>	<b>446,8</b>	<b>465,7</b>	<b>3 306,3</b>	<b>3 772,0</b>
<b>2005</b>	<b>404,2</b>	<b>3 041,8</b>	<b>3 446,0</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>343,3</b>	<b>3 131,2</b>	<b>3 474,5</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0016.

Tableau 2-12

**Immobilisations et réparations, Canada — Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]**

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Services administratifs et services de soutien [561]</b>									
2004	129,3	658,4	787,7	34,1	231,5	265,6	163,4	889,9	1 053,3
2005	122,6	639,2	761,8	..	..	..	..	..	..
2006	182,1	607,5	789,6	..	..	..	..	..	..
<b>Services de gestion des déchets et d'assainissement [562]</b>									
2004	84,9	236,8	321,7	21,0	194,6	215,5	105,9	431,4	537,2
2005	122,2	200,5	322,7	..	..	..	..	..	..
2006	110,0	211,6	321,7	..	..	..	..	..	..
<b>Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]</b>									
2004	214,2	895,2	1 109,4	55,0	426,0	481,1	269,2	1 321,2	1 590,5
2005	244,8	839,7	1 084,6	..	..	..	..	..	..
2006	292,1	819,1	1 111,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0017.

Tableau 2-13

## Immobilisations et réparations, Canada — Services d'enseignement, secteur [61]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Écoles primaires et secondaires [6111]</b>									
2004	1 943,8	443,2	2 387,0	984,2	88,3	1 072,5	2 928,0	531,5	3 459,5
2005	2 423,4	477,7	2 901,1	..	..	..	..	..	..
2006	2 624,0	482,8	3 106,8	..	..	..	..	..	..
<b>Collèges communautaires et cégeps [6112]</b>									
2004	341,9	288,5	630,4	55,8	37,7	93,5	397,7	326,2	723,9
2005	249,7	282,6	532,4	..	..	..	..	..	..
2006	361,7	286,0	647,8	..	..	..	..	..	..
<b>Universités [6113]</b>									
2004	2 039,3	1 183,1	3 222,5	216,2	152,0	368,2	2 255,5	1 335,1	3 590,6
2005	1 965,9	1 094,6	3 060,5	..	..	..	..	..	..
2006	1 788,8	1 087,1	2 875,9	..	..	..	..	..	..
<b>Écoles de commerce et de formation en informatique et en gestion [6114]</b>									
2004	2,7	8,7	11,4	0,4	1,4	1,8	3,1	10,1	13,2
2005	1,5	11,3	12,9	..	..	..	..	..	..
2006	1,2	11,7	12,8	..	..	..	..	..	..
<b>Écoles techniques et écoles de métiers [6115]</b>									
2004	4,7	18,8	23,5	2,1	8,5	10,6	6,8	27,3	34,1
2005	5,3	17,4	22,7	..	..	..	..	..	..
2006	7,9	9,8	17,7	..	..	..	..	..	..
<b>Autres établissements d'enseignement et de formation [6116]</b>									
2004	18,8	30,5	49,3	6,7	4,1	10,8	25,5	34,6	60,1
2005	15,0	29,3	44,3	..	..	..	..	..	..
2006	8,8	25,6	34,4	..	..	..	..	..	..
<b>Services de soutien à l'enseignement [6117]</b>									
2004	3,9	7,2	11,1	1,7	0,6	2,4	5,6	7,8	13,4
2005	1,5	4,8	6,3	..	..	..	..	..	..
2006	2,0	3,3	5,3	..	..	..	..	..	..
<b>Services d'enseignement [61]</b>									
2004	4 355,1	1 980,1	6 335,2	1 267,2	292,5	1 559,7	5 622,3	2 272,6	7 894,9
2005	4 662,4	1 917,7	6 580,1	..	..	..	..	..	..
2006	4 794,3	1 906,4	6 700,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0018.

Tableau 2-14

## Immobilisations et réparations, Canada — Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Services de soins ambulatoires [621]									
2004	101,6	276,1	377,7	46,1	94,8	140,9	147,7	370,9	518,6
2005	83,9	280,7	364,7	..	..	..	..	..	..
2006	75,1	266,1	341,2	..	..	..	..	..	..
Hôpitaux [622]									
2004	1 943,3	1 972,8	3 916,1	517,4	783,3	1 300,7	2 460,7	2 756,1	5 216,9
2005	2 171,1	2 082,2	4 253,3	..	..	..	..	..	..
2006	2 665,2	1 960,7	4 625,9	..	..	..	..	..	..
Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes [623]									
2004	978,9	159,9	1 138,8	211,7	213,0	424,7	1 190,6	372,9	1 563,6
2005	786,8	209,6	996,3	..	..	..	..	..	..
2006	701,5	195,2	896,7	..	..	..	..	..	..
Assistance sociale [624]									
2004	37,1	36,5	73,6	33,1	15,1	48,2	70,2	51,6	121,8
2005	73,0	50,1	123,1	..	..	..	..	..	..
2006	84,1	52,3	136,4	..	..	..	..	..	..
<b>Soins de santé et assistance sociale [62]</b>									
<b>2004</b>	<b>3 061,0</b>	<b>2 445,3</b>	<b>5 506,3</b>	<b>808,3</b>	<b>1 106,3</b>	<b>1 914,6</b>	<b>3 869,3</b>	<b>3 551,6</b>	<b>7 420,9</b>
<b>2005</b>	<b>3 114,8</b>	<b>2 622,6</b>	<b>5 737,3</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>3 525,9</b>	<b>2 474,3</b>	<b>6 000,2</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0019.

Tableau 2-15

## Immobilisations et réparations, Canada — Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes [711]									
2004	225,7	102,0	327,8	17,0	11,8	28,7	242,7	113,8	356,5
2005	126,2	91,5	217,7	..	..	..	..	..	..
2006	135,3	85,8	221,1	..	..	..	..	..	..
Établissements du patrimoine [712]									
2004	144,8	31,6	176,4	20,9	6,0	26,9	165,7	37,6	203,2
2005	100,1	31,4	131,5	..	..	..	..	..	..
2006	70,0	31,0	101,0	..	..	..	..	..	..
Divertissement, loisirs et jeux de hasard et loteries [713]									
2004	531,3	614,6	1 145,9	134,1	186,5	320,6	665,4	801,1	1 466,5
2005	493,6	866,7	1 360,3	..	..	..	..	..	..
2006	315,0	1 025,5	1 340,5	..	..	..	..	..	..
<b>Arts, spectacles et loisirs [71]</b>									
<b>2004</b>	<b>901,7</b>	<b>748,3</b>	<b>1 650,0</b>	<b>171,9</b>	<b>204,3</b>	<b>376,2</b>	<b>1 073,6</b>	<b>952,6</b>	<b>2 026,2</b>
<b>2005</b>	<b>720,0</b>	<b>989,5</b>	<b>1 709,5</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>520,4</b>	<b>1 142,3</b>	<b>1 662,7</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0020.

Tableau 2-16

## Immobilisations et réparations, Canada — Hébergement et services de restauration, secteur [72]

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Services d'hébergement [721]									
2004	568,7	379,6	948,2	142,5	136,7	279,3	711,2	516,3	1 227,5
2005	541,8	375,9	917,7	..	..	..	..	..	..
2006	588,8	446,9	1 035,7	..	..	..	..	..	..
Services de restauration et débits de boissons [722]									
2004	662,9	748,6	1 411,4	85,9	225,4	311,3	748,8	974,0	1 722,7
2005	627,7	699,9	1 327,6	..	..	..	..	..	..
2006	657,6	647,1	1 304,7	..	..	..	..	..	..
<b>Hébergement et services de restauration [72]</b>									
<b>2004</b>	<b>1 231,5</b>	<b>1 128,1</b>	<b>2 359,7</b>	<b>228,4</b>	<b>362,1</b>	<b>590,5</b>	<b>1 459,9</b>	<b>1 490,2</b>	<b>2 950,2</b>
<b>2005</b>	<b>1 169,5</b>	<b>1 075,8</b>	<b>2 245,3</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>1 246,4</b>	<b>1 094,0</b>	<b>2 340,4</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0021.

Tableau 2-17

Immobilisations et réparations, Canada — Autres services, sauf les administrations publiques<sup>1</sup>, secteur [81]

	Immobilisations			Réparations <sup>2</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Réparation et entretien [811]									
2004	128,1	547,3	675,4	27,9	175,7	203,6	156,0	723,0	879,0
2005	81,6	452,3	533,9	..	..	..	..	..	..
2006	89,3	435,8	525,1	..	..	..	..	..	..
Services personnels et services de blanchissage [812]									
2004	93,2	249,9	343,1	42,4	69,0	111,4	135,6	318,9	454,5
2005	65,4	244,8	310,3	..	..	..	..	..	..
2006	100,0	218,6	318,6	..	..	..	..	..	..
Organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires [813]									
2004	267,8	292,7	560,5	130,6	56,6	187,3	398,4	349,3	747,8
2005	258,5	339,7	598,1	..	..	..	..	..	..
2006	260,9	336,6	597,5	..	..	..	..	..	..
<b>Autres services, sauf les administrations publiques [81]</b>									
<b>2004</b>	<b>489,1</b>	<b>1 089,9</b>	<b>1 579,0</b>	<b>200,9</b>	<b>301,4</b>	<b>502,3</b>	<b>690,0</b>	<b>1 391,3</b>	<b>2 081,3</b>
<b>2005</b>	<b>405,5</b>	<b>1 036,8</b>	<b>1 442,3</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>450,2</b>	<b>991,0</b>	<b>1 441,2</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 814 « Ménages privés » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0022.

Tableau 2-18

Immobilisations et réparations, Canada — Administrations publiques<sup>1</sup>, secteur [91]

	Immobilisations			Réparations <sup>2</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2004	1 511,1	2 043,8	3 554,9	476,6	291,8	768,4	1 987,7	2 335,6	4 323,2
2005	1 720,2	2 029,6	3 749,7	..	..	..	..	..	..
2006	1 752,9	2 002,7	3 755,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	4 244,3	1 383,8	5 628,0	1 473,4	360,2	1 833,6	5 717,7	1 744,0	7 461,6
2005	5 285,1	1 546,9	6 832,0	..	..	..	..	..	..
2006	5 720,1	1 599,5	7 319,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	9 560,8	1 506,5	11 067,3	812,1	331,9	1 144,0	10 372,9	1 838,4	12 211,3
2005	10 433,9	1 749,1	12 183,1	..	..	..	..	..	..
2006	10 967,1	2 058,9	13 026,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
<b>2004</b>	<b>15 316,1</b>	<b>4 934,0</b>	<b>20 250,1</b>	<b>2 762,0</b>	<b>983,9</b>	<b>3 745,9</b>	<b>18 078,1</b>	<b>5 917,9</b>	<b>23 996,1</b>
<b>2005</b>	<b>17 439,2</b>	<b>5 325,6</b>	<b>22 764,8</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>18 440,1</b>	<b>5 661,0</b>	<b>24 101,1</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 919 « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 3

## Résumé par provinces et territoire

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2004	2 872,0	1 371,2	4 243,2	343,8	435,3	779,1	3 215,8	1 806,5	5 022,3
2005	3 164,1	1 153,7	4 317,9	..	..	..	..	..	..
2006	2 923,8	1 094,5	4 018,3	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2004	436,4	287,1	723,6	78,2	112,1	190,4	514,6	399,2	913,9
2005	461,6	306,7	768,3	..	..	..	..	..	..
2006	485,8	302,9	788,6	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2004	3 662,0	2 034,8	5 696,9	691,2	775,9	1 467,1	4 353,2	2 810,7	7 164,0
2005	3 699,5	2 223,1	5 922,5	..	..	..	..	..	..
2006	4 176,8	2 347,8	6 524,7	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2004	2 571,5	1 833,1	4 404,7	464,4	726,7	1 191,2	3 035,9	2 559,8	5 595,9
2005	2 715,4	1 932,7	4 648,1	..	..	..	..	..	..
2006	2 935,0	1 808,8	4 743,9	..	..	..	..	..	..
Québec									
2004	30 821,9	18 945,3	49 767,2	5 303,3	6 189,2	11 492,5	36 125,2	25 134,5	61 259,7
2005	31 399,5	18 875,5	50 275,0	..	..	..	..	..	..
2006	31 428,4	19 300,0	50 728,4	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2004	48 992,2	37 286,0	86 278,2	8 099,6	10 340,4	18 440,0	57 091,8	47 626,4	104 718,3
2005	50 884,2	38 834,0	89 718,2	..	..	..	..	..	..
2006	53 518,4	42 025,7	95 544,1	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2004	3 629,9	3 069,0	6 698,9	909,2	1 163,0	2 072,2	4 539,1	4 232,0	8 771,1
2005	3 824,0	3 138,8	6 962,8	..	..	..	..	..	..
2006	4 746,8	3 234,8	7 981,6	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2004	4 788,9	2 678,0	7 466,9	934,2	1 472,4	2 406,7	5 723,1	4 150,4	9 873,6
2005	5 008,2	2 799,1	7 807,3	..	..	..	..	..	..
2006	5 213,0	3 120,3	8 333,3	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2004	33 991,7	16 816,0	50 807,7	2 836,1	4 477,6	7 313,7	36 827,8	21 293,6	58 121,4
2005	42 161,7	18 155,2	60 316,9	..	..	..	..	..	..
2006	47 879,9	18 143,7	66 023,6	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2004	20 741,9	8 922,8	29 664,7	3 336,8	4 423,4	7 760,2	24 078,7	13 346,2	37 424,9
2005	22 551,7	9 705,1	32 256,7	..	..	..	..	..	..
2006	24 194,9	10 149,2	34 344,1	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2004	304,8	114,4	419,2	40,8	28,1	68,9	345,6	142,5	488,2
2005	395,9	118,1	514,0	..	..	..	..	..	..
2006	391,1	108,7	499,8	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest									
2004	918,3	330,0	1 248,2	65,1	200,3	265,4	983,4	530,3	1 513,6
2005	1 184,1	350,5	1 534,5	..	..	..	..	..	..
2006	1 379,8	321,9	1 701,7	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2004	393,7	68,7	462,4	17,3	16,1	33,4	411,0	84,8	495,8
2005	388,8	80,6	469,3	..	..	..	..	..	..
2006	316,7	84,4	401,1	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
2004	154 125,2	93 756,5	247 881,7	23 120,1	30 360,7	53 480,8	177 245,3	124 117,2	301 362,5
2005	167 838,4	97 673,2	265 511,7	..	..	..	..	..	..
2006	179 590,5	102 042,7	281 633,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM029-0024.

Tableau 4-1

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	22,9	30,8	53,7	27,4	38,2	65,6	50,3	69,0	119,3
2005	22,8	31,6	54,4	..	..	..	..	..	..
2006	22,4	31,2	53,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	0,8	1,2	1,9	0,5	2,0	2,5	1,3	3,2	4,4
2005	0,8	1,2	1,9	..	..	..	..	..	..
2006	0,8	1,2	1,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	3,3	5,7	8,9	1,1	0,8	1,9	4,4	6,5	10,8
2005	3,3	5,7	9,0	..	..	..	..	..	..
2006	3,3	5,7	9,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	13,8	20,3	34,1	21,9	29,2	51,1	35,7	49,5	85,2
2005	13,9	20,6	34,5	..	..	..	..	..	..
2006	14,2	20,9	35,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	x	0,3	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	1 347,4	517,7	1 865,1	2,6	71,0	73,6	1 350,0	588,7	1 938,7
2005	1 587,8	239,9	1 827,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 300,4	204,0	1 504,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	x	x	1 248,1	x	x	16,6	x	x	1 264,7
2005	x	x	1 296,3	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	1 217,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	x	x	588,7	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	485,3	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	218,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2004	19,3	9,0	28,3	x	x	x	x	x	x
2005	36,3	10,0	46,2	..	..	..	..	..	..
2006	46,1	21,7	67,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	79,2	47,5	126,7	x	x	x	x	x	x
2005	86,8	58,4	145,3	..	..	..	..	..	..
2006	88,6	63,2	151,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	6,9	47,7	54,6	2,5	45,8	48,4	9,4	93,5	102,9
2005	6,8	47,0	53,8	..	..	..	..	..	..
2006	5,6	38,3	43,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	45,1	129,9	175,0	18,2	102,8	121,0	63,3	232,7	296,0
2005	8,5	107,8	116,3	..	..	..	..	..	..
2006	10,2	124,0	134,2	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	15,7	17,3	33,0	2,4	7,1	9,5	18,1	24,4	42,5
2005	12,5	14,6	27,1	..	..	..	..	..	..
2006	10,1	16,9	27,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 4-1 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2004	52,2	60,1	112,3	3,4	7,8	11,2	55,6	67,9	123,6
2005	54,1	49,5	103,6	..	..	..	..	..	..
2006	67,0	47,9	114,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	10,9	94,4	105,3	6,0	66,8	72,8	16,9	161,2	178,1
2005	14,0	195,4	209,4	..	..	..	..	..	..
2006	20,6	149,6	170,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	44,0	94,8	138,8	2,1	1,8	3,9	46,1	96,6	142,7
2005	41,6	106,2	147,8	..	..	..	..	..	..
2006	41,5	108,8	150,2	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	3,4	120,6	123,9	2,5	2,0	4,5	5,9	122,6	128,4
2005	3,8	112,5	116,3	..	..	..	..	..	..
2006	9,1	118,7	127,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	11,9	66,2	78,1	4,6	11,1	15,6	16,5	77,3	93,8
2005	11,1	46,7	57,8	..	..	..	..	..	..
2006	11,5	53,7	65,3	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	9,3	22,0	31,3	0,4	1,5	1,9	9,7	23,5	33,2
2005	x	x	33,6	..	..	..	..	..	..
2006	7,8	23,5	31,3	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	5,7	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	4,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	0,8	7,2	8,0	0,2	13,0	13,2	1,0	20,2	21,3
2005	0,4	4,4	4,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,5	3,7	4,2	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	23,5	17,4	40,9	7,2	2,4	9,6	30,7	19,8	50,5
2005	44,2	20,5	64,7	..	..	..	..	..	..
2006	26,3	18,0	44,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	25,3	27,2	52,5	15,0	16,9	31,9	40,3	44,1	84,4
2005	35,9	25,1	61,0	..	..	..	..	..	..
2006	37,1	20,9	58,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	22,2	12,1	34,3	4,7	6,4	11,1	26,9	18,5	45,3
2005	25,7	9,8	35,5	..	..	..	..	..	..
2006	28,0	10,9	38,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	3,8	6,5	10,3	2,3	1,9	4,1	6,1	8,4	14,4
2005	3,2	4,7	7,9	..	..	..	..	..	..
2006	6,0	5,6	11,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	168,7	44,0	212,7	68,1	23,5	91,6	236,8	67,5	304,3
2005	200,3	44,5	244,7	..	..	..	..	..	..
2006	242,1	48,7	290,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2004	19,1	19,4	38,5	4,0	6,4	10,3	23,1	25,8	48,9
2005	19,9	14,3	34,2	..	..	..	..	..	..
2006	31,3	13,2	44,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	65,4	15,1	80,5	31,6	5,9	37,5	97,0	21,0	118,0
2005	107,0	20,0	127,0	..	..	..	..	..	..
2006	133,4	25,3	158,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	84,2	9,5	93,6	32,5	11,3	43,8	116,7	20,8	137,5
2005	73,3	10,2	83,5	..	..	..	..	..	..
2006	77,4	10,3	87,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	961,8	0,0	961,8	165,0	0,0	165,0	1 126,8	0,0	1 126,8
2005	991,9	0,0	991,9	..	..	..	..	..	..
2006	983,7	0,0	983,7	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>2 872,0</b>	<b>1 371,2</b>	<b>4 243,2</b>	<b>343,8</b>	<b>435,3</b>	<b>779,1</b>	<b>3 215,8</b>	<b>1 806,5</b>	<b>5 022,3</b>
<b>2005</b>	<b>3 164,1</b>	<b>1 153,7</b>	<b>4 317,9</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>2 923,8</b>	<b>1 094,5</b>	<b>4 018,3</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-2

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	11,0	36,7	47,7	9,7	38,0	47,7	20,7	74,7	95,4
2005	11,1	37,6	48,8	..	..	..	..	..	..
2006	11,1	36,9	47,9	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	3,7	17,2	20,9	4,0	21,1	25,0	7,7	38,3	45,9
2005	3,7	17,2	20,9	..	..	..	..	..	..
2006	3,7	17,2	20,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	3,5	16,5	20,0	2,9	3,1	6,1	6,4	19,6	26,1
2005	3,5	16,5	20,0	..	..	..	..	..	..
2006	3,5	16,5	20,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	3,6	2,2	5,8	2,7	12,7	15,4	6,3	14,9	x
2005	3,7	2,2	5,9	..	..	..	..	..	..
2006	3,6	2,2	5,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	15,2	10,5	25,7	x	x	4,8	x	x	30,6
2005	16,9	31,1	48,0	..	..	..	..	..	..
2006	17,6	9,5	27,0	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	2,4	17,8	20,2	0,4	6,0	6,4	2,8	23,8	26,5
2005	2,6	19,1	21,7	..	..	..	..	..	..
2006	3,2	22,8	26,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	24,4	49,8	74,3	2,5	22,5	25,1	26,9	72,3	99,3
2005	7,8	46,7	54,6	..	..	..	..	..	..
2006	7,7	65,0	72,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	2,7	5,9	8,6	0,5	1,9	2,3	3,2	7,8	10,9
2005	3,1	5,3	8,5	..	..	..	..	..	..
2006	1,4	5,8	7,2	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	24,4	25,7	50,1	3,1	5,3	8,3	27,5	31,0	58,4
2005	20,8	19,7	40,5	..	..	..	..	..	..
2006	20,2	19,0	39,2	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	3,2	13,9	17,0	1,5	7,3	8,8	4,7	21,2	25,8
2005	1,9	11,4	13,4	..	..	..	..	..	..
2006	3,3	8,7	12,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	8,7	11,0	19,6	0,1	0,5	0,6	8,8	11,5	20,3
2005	6,7	13,3	20,0	..	..	..	..	..	..
2006	6,8	13,1	19,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	1,1	35,8	37,0	0,8	1,1	1,9	1,9	36,9	38,8
2005	0,9	37,0	37,9	..	..	..	..	..	..
2006	1,8	35,8	37,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	19,4	17,8	37,1	2,2	0,7	2,9	21,6	18,5	40,0
2005	23,1	22,7	45,8	..	..	..	..	..	..
2006	10,1	15,7	25,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	0,5	4,8	5,2	0,1	0,6	0,7	0,6	5,4	6,0
2005	x	x	4,9	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	5,1	5,5	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,0	1,1	1,1	0,8	2,3	3,1	0,8	3,4	4,2
2005	0,0	0,8	0,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,9	0,9	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	16,0	8,9	24,9	9,2	3,2	12,4	25,2	12,1	37,3
2005	36,8	8,4	45,1	..	..	..	..	..	..
2006	43,7	8,2	51,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	2,0	4,9	6,9	2,8	5,8	8,6	4,8	10,7	15,5
2005	x	x	10,4	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	11,4	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	1,8	1,1	2,9	1,1	0,8	1,9	2,9	1,9	4,8
2005	1,7	1,3	3,0	..	..	..	..	..	..
2006	1,8	0,8	2,5	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	6,4	6,1	12,5	1,0	2,5	3,6	7,4	8,6	16,0
2005	4,4	5,8	10,2	..	..	..	..	..	..
2006	5,3	6,2	11,5	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	1,2	7,2	8,4	1,6	0,8	2,4	2,8	8,0	10,7
2005	2,6	7,2	9,8	..	..	..	..	..	..
2006	2,8	7,9	10,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	49,4	22,8	72,3	7,0	6,1	13,1	56,4	28,9	85,4
2005	60,1	23,1	83,2	..	..	..	..	..	..
2006	86,9	27,6	114,5	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	4,2	17,9	22,1	3,6	5,2	8,8	7,8	23,1	30,9
2005	14,8	16,3	31,1	..	..	..	..	..	..
2006	25,5	15,9	41,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	25,9	4,0	29,9	0,0	0,0	0,0	25,9	4,0	29,9
2005	26,6	3,9	30,5	..	..	..	..	..	..
2006	42,8	9,2	52,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	19,3	0,9	20,2	3,4	1,0	4,3	22,7	1,9	24,5
2005	18,7	2,8	21,6	..	..	..	..	..	..
2006	18,5	2,6	21,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	243,5	0,0	243,5	33,0	0,0	33,0	276,5	0,0	276,5
2005	255,8	0,0	255,8	..	..	..	..	..	..
2006	257,8	0,0	257,8	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>436,4</b>	<b>287,1</b>	<b>723,6</b>	<b>78,2</b>	<b>112,1</b>	<b>190,4</b>	<b>514,6</b>	<b>399,2</b>	<b>913,9</b>
<b>2005</b>	<b>461,6</b>	<b>306,7</b>	<b>768,3</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>485,8</b>	<b>302,9</b>	<b>788,6</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-3

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	56,5	70,9	127,4	33,5	124,7	158,2	90,0	195,6	285,6
2005	57,6	71,6	129,2	..	..	..	..	..	..
2006	58,6	69,5	128,1	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	5,7	12,2	17,9	2,2	15,7	17,9	7,9	27,9	35,8
2005	5,7	12,2	17,9	..	..	..	..	..	..
2006	5,7	12,2	17,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	15,8	24,8	40,6	6,8	7,1	14,0	22,6	31,9	54,5
2005	15,8	24,8	40,6	..	..	..	..	..	..
2006	15,8	24,8	40,6	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	1,8	7,9	9,8	0,7	10,5	11,3	2,5	18,4	21,0
2005	0,4	7,4	7,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	4,6	5,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	33,1	24,2	57,3	23,7	90,4	114,1	56,8	114,6	171,4
2005	35,5	25,9	61,5	..	..	..	..	..	..
2006	36,6	26,7	63,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,1	1,8	1,9	0,0	0,9	0,9	0,1	2,7	2,8
2005	0,2	1,3	1,5	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	1,1	1,3	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	668,5	32,3	700,8	3,1	47,9	51,0	671,6	80,2	751,9
2005	557,1	50,7	607,9	..	..	..	..	..	..
2006	524,0	66,1	590,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	x	x	636,4	0,0	x	x	x	x	x
2005	x	x	533,9	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	464,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	x	x	39,3	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	49,4	..	..	..	..	..	..
2006	15,4	23,3	38,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2004	10,1	15,1	25,2	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	24,5	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	86,9	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	x	x	203,0	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	197,6	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	443,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	11,5	85,0	96,5	2,5	46,6	49,1	14,0	131,6	145,5
2005	12,3	90,0	102,3	..	..	..	..	..	..
2006	15,8	114,4	130,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	67,5	320,8	388,3	29,6	274,3	303,9	97,1	595,1	692,2
2005	27,5	383,9	411,4	..	..	..	..	..	..
2006	194,4	410,1	604,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	35,8	68,1	103,9	5,2	14,3	19,5	41,0	82,4	123,4
2005	33,9	67,5	101,5	..	..	..	..	..	..
2006	29,9	71,0	100,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
	en millions de dollars								
Commerce de détail [44-45]									
2004	128,8	152,8	281,6	10,2	15,9	26,0	139,0	168,7	307,6
2005	151,1	120,7	271,7	..	..	..	..	..	..
2006	184,4	127,2	311,5	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	37,0	152,5	189,5	22,0	76,4	98,4	59,0	228,9	287,9
2005	96,3	195,8	292,0	..	..	..	..	..	..
2006	194,4	245,8	440,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	46,7	135,1	181,9	1,2	4,3	5,5	47,9	139,4	187,3
2005	59,1	193,1	252,2	..	..	..	..	..	..
2006	58,4	186,7	245,1	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	6,7	339,2	345,9	7,2	5,1	12,2	13,9	344,3	358,2
2005	5,2	323,6	328,8	..	..	..	..	..	..
2006	12,1	350,9	363,0	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	34,3	296,4	330,7	11,1	27,4	38,6	45,4	323,8	369,3
2005	86,1	298,4	384,5	..	..	..	..	..	..
2006	40,3	286,9	327,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	4,9	40,9	45,8	1,1	5,1	6,1	6,0	46,0	51,9
2005	4,0	53,3	57,3	..	..	..	..	..	..
2006	4,9	49,8	54,7	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,3	0,5	0,8	x	x	x	x	x	x
2005	0,7	0,8	1,5	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	0,4	0,7	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	7,7	35,6	43,3	1,8	17,5	19,3	9,5	53,1	62,6
2005	7,5	32,4	39,8	..	..	..	..	..	..
2006	6,3	30,7	36,9	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	148,6	53,6	202,2	21,3	5,6	26,9	169,9	59,2	229,1
2005	130,5	46,8	177,3	..	..	..	..	..	..
2006	108,1	49,9	158,0	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	51,4	34,7	86,1	14,9	16,4	31,3	66,3	51,1	117,4
2005	44,0	35,9	79,9	..	..	..	..	..	..
2006	48,5	26,0	74,4	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	13,1	16,4	29,5	2,0	2,3	4,3	15,1	18,7	33,8
2005	6,6	11,0	17,6	..	..	..	..	..	..
2006	8,7	7,6	16,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	33,8	27,0	60,9	6,9	9,2	16,1	40,7	36,2	77,0
2005	26,8	23,0	49,8	..	..	..	..	..	..
2006	27,2	28,6	55,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	7,5	12,3	19,8	4,1	4,1	8,2	11,6	16,4	28,0
2005	11,3	16,8	28,1	..	..	..	..	..	..
2006	12,3	14,9	27,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	438,1	136,1	574,2	173,9	7,2	181,1	612,0	143,3	755,3
2005	481,8	153,4	635,2	..	..	..	..	..	..
2006	433,1	156,2	589,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2004	78,8	74,8	153,6	11,7	5,5	17,2	90,5	80,3	170,8
2005	77,7	77,5	155,2	..	..	..	..	..	..
2006	77,0	72,1	149,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	125,7	30,7	156,5	160,0	0,0	160,0	285,7	30,7	316,5
2005	160,1	28,0	188,2	..	..	..	..	..	..
2006	159,7	28,9	188,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	233,6	30,5	264,1	2,2	1,7	3,9	235,8	32,2	268,1
2005	243,9	47,9	291,9	..	..	..	..	..	..
2006	196,4	55,3	251,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	1 684,8	0,0	1 684,8	339,0	0,0	339,0	2 023,8	0,0	2 023,8
2005	1 757,0	0,0	1 757,0	..	..	..	..	..	..
2006	1 826,8	0,0	1 826,8	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>3 662,0</b>	<b>2 034,8</b>	<b>5 696,9</b>	<b>691,2</b>	<b>775,9</b>	<b>1 467,1</b>	<b>4 353,2</b>	<b>2 810,7</b>	<b>7 164,0</b>
<b>2005</b>	<b>3 699,5</b>	<b>2 223,1</b>	<b>5 922,5</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>4 176,8</b>	<b>2 347,8</b>	<b>6 524,7</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.



Tableau 4-4

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	26,2	75,9	102,1	21,9	76,9	98,8	48,1	152,8	200,9
2005	26,6	60,9	87,5	..	..	..	..	..	..
2006	26,6	55,2	81,9	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	7,2	17,1	24,3	3,1	21,5	24,6	10,3	38,6	48,9
2005	7,2	17,1	24,3	..	..	..	..	..	..
2006	7,2	17,1	24,3	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	7,6	17,9	25,5	4,8	5,5	10,3	12,4	23,4	35,8
2005	7,6	17,9	25,5	..	..	..	..	..	..
2006	7,6	17,9	25,5	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	2,3	31,8	34,1	12,8	46,4	59,3	15,1	78,2	93,4
2005	2,6	18,9	21,5	..	..	..	..	..	..
2006	2,3	13,2	15,5	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	8,9	5,3	14,1	0,9	1,6	2,5	9,8	6,9	16,7
2005	9,1	5,4	14,5	..	..	..	..	..	..
2006	9,3	5,6	14,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,2	3,8	4,0	0,3	1,8	2,1	0,5	5,6	6,1
2005	0,0	1,6	1,7	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	1,5	1,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	x	x	524,9	x	x	60,1	x	x	585,0
2005	x	x	393,7	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	377,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	10,4	76,9	87,3	2,7	42,3	45,0	13,1	119,2	132,3
2005	10,6	78,2	88,8	..	..	..	..	..	..
2006	11,4	82,9	94,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	93,3	379,1	472,4	20,1	293,3	313,5	113,4	672,4	785,9
2005	70,8	537,6	608,4	..	..	..	..	..	..
2006	58,4	406,9	465,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	17,7	45,8	63,4	5,1	15,0	20,1	22,8	60,8	83,5
2005	12,0	39,6	51,6	..	..	..	..	..	..
2006	9,8	33,3	43,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	159,3	120,7	280,0	10,1	17,6	27,7	169,4	138,3	307,8
2005	143,1	91,9	235,0	..	..	..	..	..	..
2006	204,8	98,2	303,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	21,6	78,8	100,5	14,8	53,6	68,5	36,4	132,4	168,9
2005	163,8	98,7	262,5	..	..	..	..	..	..
2006	265,4	107,8	373,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	38,4	151,7	190,2	2,9	7,2	10,1	41,3	158,9	200,3
2005	x	x	243,1	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	5,2	218,6	223,8	4,0	5,7	9,7	9,2	224,3	233,5
2005	5,2	217,6	222,8	..	..	..	..	..	..
2006	5,8	227,5	233,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	24,1	113,5	137,5	5,7	9,2	14,9	29,8	122,7	152,4
2005	30,3	120,8	151,1	..	..	..	..	..	..
2006	33,2	117,8	150,9	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	2,5	42,0	44,5	1,0	3,5	4,5	3,5	45,5	49,0
2005	2,3	39,7	42,0	..	..	..	..	..	..
2006	7,1	44,0	51,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	3,5	20,1	23,6	1,6	13,0	14,6	5,1	33,1	38,2
2005	7,4	23,6	31,0	..	..	..	..	..	..
2006	6,2	20,4	26,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	70,6	28,9	99,5	21,5	8,2	29,7	92,1	37,1	129,1
2005	64,4	24,4	88,8	..	..	..	..	..	..
2006	74,1	26,9	101,0	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	48,4	51,4	99,9	10,3	7,9	18,2	58,7	59,3	118,1
2005	49,4	53,4	102,8	..	..	..	..	..	..
2006	57,8	42,2	100,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	4,0	12,2	16,3	1,7	3,1	4,7	5,7	15,3	21,0
2005	1,7	7,4	9,1	..	..	..	..	..	..
2006	2,2	10,1	12,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	21,8	11,9	33,6	3,7	6,6	10,3	25,5	18,5	43,9
2005	27,9	14,6	42,5	..	..	..	..	..	..
2006	32,7	15,2	47,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	4,5	10,8	15,3	5,1	7,9	12,9	9,6	18,7	28,3
2005	6,7	13,5	20,2	..	..	..	..	..	..
2006	5,1	14,4	19,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	402,8	126,6	529,5	34,8	36,6	71,4	437,6	163,2	600,9
2005	455,5	115,6	571,1	..	..	..	..	..	..
2006	456,1	110,0	566,1	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	40,9	31,0	72,0	20,9	10,7	31,7	61,8	41,7	103,6
2005	65,4	27,7	93,1	..	..	..	..	..	..
2006	71,6	25,5	97,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	226,1	80,5	306,6	5,1	20,6	25,7	231,2	101,1	332,3
2005	237,3	71,6	308,9	..	..	..	..	..	..
2006	257,1	63,8	320,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	135,8	15,1	150,9	8,7	5,3	14,1	144,5	20,4	165,0
2005	152,9	16,3	169,1	..	..	..	..	..	..
2006	127,4	20,8	148,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	1 291,0	0,0	1 291,0	266,0	0,0	266,0	1 557,0	0,0	1 557,0
2005	1 320,1	0,0	1 320,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 369,4	0,0	1 369,4	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>2 571,5</b>	<b>1 833,1</b>	<b>4 404,7</b>	<b>464,4</b>	<b>726,7</b>	<b>1 191,2</b>	<b>3 035,9</b>	<b>2 559,8</b>	<b>5 595,9</b>
<b>2005</b>	<b>2 715,4</b>	<b>1 932,7</b>	<b>4 648,1</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>2 935,0</b>	<b>1 808,8</b>	<b>4 743,9</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-5

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	321,4	394,3	715,7	168,4	392,7	561,2	489,8	787,0	1 276,9
2005	333,7	413,3	747,0	..	..	..	..	..	..
2006	337,2	411,0	748,2	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	72,0	101,2	173,1	45,3	202,8	248,1	117,3	304,0	421,2
2005	72,0	101,2	173,2	..	..	..	..	..	..
2006	72,0	101,2	173,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	230,3	249,2	479,5	98,1	94,5	192,6	328,4	343,7	672,1
2005	230,3	249,3	479,5	..	..	..	..	..	..
2006	230,3	249,4	479,7	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	15,5	34,1	49,6	x	x	104,4	x	x	154,0
2005	28,0	52,0	80,1	..	..	..	..	..	..
2006	31,3	49,5	80,9	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	2,6	4,7	7,3	0,9	4,3	5,2	3,5	9,0	12,5
2005	2,8	5,0	7,8	..	..	..	..	..	..
2006	3,0	5,3	8,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	1,0	5,3	6,2	x	x	10,9	x	x	17,1
2005	0,6	5,8	6,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	5,6	6,1	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	527,7	107,1	634,9	33,5	354,7	388,3	561,2	461,8	1 023,1
2005	643,0	174,7	817,7	..	..	..	..	..	..
2006	805,9	190,8	996,7	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	3 561,0	748,3	4 309,3	x	x	x	x	x	x
2005	3 757,1	733,5	4 490,5	..	..	..	..	..	..
2006	3 944,3	860,0	4 804,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	133,9	951,8	1 085,7	21,4	360,9	382,3	155,3	1 312,7	1 467,9
2005	138,5	978,0	1 116,6	..	..	..	..	..	..
2006	136,6	954,1	1 090,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	790,0	3 923,1	4 713,1	254,0	2 171,7	2 425,6	1 044,0	6 094,8	7 138,7
2005	562,4	3 875,4	4 437,9	..	..	..	..	..	..
2006	654,3	3 769,8	4 424,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2004	82,9	201,5	284,4	15,2	115,5	130,7	98,1	317,0	415,1
2005	37,3	228,8	266,1	..	..	..	..	..	..
2006	39,2	278,2	317,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2004	5,6	60,4	66,0	1,7	20,6	22,4	7,3	81,0	88,4
2005	7,4	75,0	82,4	..	..	..	..	..	..
2006	15,4	76,7	92,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2004	2,0	29,5	31,5	2,3	39,7	42,0	4,3	69,2	73,6
2005	2,0	29,0	31,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,8	26,2	27,0	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2004	1,9	15,1	16,9	0,4	4,3	4,7	2,3	19,4	21,6
2005	1,4	12,4	13,8	..	..	..	..	..	..
2006	2,2	23,9	26,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2004	9,2	31,2	40,4	5,3	14,0	19,3	14,5	45,2	59,7
2005	6,2	26,3	32,4	..	..	..	..	..	..
2006	5,5	25,7	31,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2004	56,6	292,3	348,9	21,5	341,7	363,1	78,1	634,0	712,1
2005	63,4	307,1	370,6	..	..	..	..	..	..
2006	44,4	285,6	330,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2004	133,3	245,7	379,0	22,1	383,7	405,8	155,4	629,4	784,8
2005	17,7	351,8	369,5	..	..	..	..	..	..
2006	30,2	363,1	393,2	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2004	21,5	59,4	80,9	2,8	39,7	42,6	24,3	99,1	123,5
2005	3,0	112,6	115,6	..	..	..	..	..	..
2006	2,9	115,4	118,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2004	4,1	510,3	514,4	x	x	46,4	x	x	560,8
2005	14,2	710,7	725,0	..	..	..	..	..	..
2006	9,1	514,4	523,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2004	166,0	281,1	447,1	32,9	125,2	158,1	198,9	406,3	605,2
2005	106,7	235,9	342,6	..	..	..	..	..	..
2006	131,0	242,0	373,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2004	17,5	192,9	210,4	12,3	96,1	108,4	29,8	289,0	318,9
2005	20,6	167,1	187,6	..	..	..	..	..	..
2006	66,7	199,7	266,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2004	21,2	131,3	152,5	7,6	113,7	121,2	28,8	245,0	273,7
2005	4,3	190,1	194,5	..	..	..	..	..	..
2006	8,5	152,5	161,0	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2004	137,9	1 135,6	1 273,5	45,2	494,1	539,3	183,1	1 629,7	1 812,8
2005	89,4	589,4	678,8	..	..	..	..	..	..
2006	77,3	544,0	621,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2004	39,8	152,5	192,3	16,4	151,8	168,2	56,2	304,3	360,6
2005	41,3	120,8	162,0	..	..	..	..	..	..
2006	67,1	130,3	197,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2004	12,6	64,7	77,3	10,7	37,1	47,9	23,3	101,8	125,2
2005	32,7	84,5	117,2	..	..	..	..	..	..
2006	11,3	86,6	97,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2004	15,0	138,6	153,6	14,3	27,0	41,3	29,3	165,6	194,8
2005	x	x	222,8	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	247,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2004	3,1	67,5	70,6	6,2	21,8	28,0	9,3	89,3	98,6
2005	7,2	50,3	57,5	..	..	..	..	..	..
2006	5,3	86,5	91,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de matériel de transport [336]									
2004	25,6	175,8	201,4	15,7	56,0	71,7	41,3	231,8	273,1
2005	22,2	237,0	259,2	..	..	..	..	..	..
2006	60,8	231,4	292,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2004	16,1	53,7	69,9	2,3	37,5	39,9	18,4	91,2	109,7
2005	8,9	73,8	82,7	..	..	..	..	..	..
2006	20,4	62,7	83,2	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2004	15,9	48,1	64,0	4,3	10,7	14,9	20,2	58,8	78,9
2005	32,1	50,5	82,6	..	..	..	..	..	..
2006	18,8	54,3	73,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	171,0	688,1	859,1	48,4	140,3	188,7	219,4	828,4	1 047,8
2005	211,2	653,5	864,7	..	..	..	..	..	..
2006	197,9	668,1	866,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	670,5	821,3	1 491,8	86,8	148,9	235,7	757,3	970,2	1 727,5
2005	700,5	806,4	1 506,9	..	..	..	..	..	..
2006	765,1	798,8	1 563,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	745,1	1 075,6	1 820,7	286,1	902,5	1 188,5	1 031,2	1 978,1	3 009,2
2005	679,7	1 182,5	1 862,1	..	..	..	..	..	..
2006	805,4	1 209,5	2 015,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	361,8	1 306,4	1 668,2	90,1	251,8	341,9	451,9	1 558,2	2 010,2
2005	429,3	1 151,5	1 580,9	..	..	..	..	..	..
2006	280,2	1 311,2	1 591,4	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	151,9	3 456,2	3 608,1	65,6	65,2	130,8	217,5	3 521,4	3 738,9
2005	167,5	3 411,8	3 579,3	..	..	..	..	..	..
2006	120,5	3 494,6	3 615,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	907,8	1 654,1	2 561,9	107,2	193,4	300,5	1 015,0	1 847,5	2 862,4
2005	680,5	1 430,7	2 111,1	..	..	..	..	..	..
2006	686,3	1 453,9	2 140,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	116,0	720,4	836,4	24,8	82,9	107,7	140,8	803,3	944,1
2005	120,1	753,6	873,6	..	..	..	..	..	..
2006	86,2	791,5	877,7	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	2,0	10,5	12,5	2,5	12,1	14,6	4,5	22,6	27,1
2005	2,0	5,0	7,0	..	..	..	..	..	..
2006	6,3	8,9	15,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	26,0	196,6	222,6	x	x	x	x	x	x
2005	60,5	182,3	242,8	..	..	..	..	..	..
2006	57,1	192,7	249,8	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	861,0	657,8	1 518,8	209,8	31,6	241,5	1 070,8	689,4	1 760,3
2005	930,9	694,9	1 625,8	..	..	..	..	..	..
2006	783,5	706,1	1 489,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	380,6	616,7	997,3	398,3	616,0	1 014,4	778,9	1 232,7	2 011,7
2005	467,5	742,6	1 210,0	..	..	..	..	..	..
2006	524,1	697,8	1 221,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	56,2	159,4	215,7	46,9	61,1	108,0	103,1	220,5	323,7
2005	63,3	155,9	219,2	..	..	..	..	..	..
2006	86,9	179,6	266,4	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	267,9	211,4	479,3	95,3	73,2	168,5	363,2	284,6	647,8
2005	277,7	237,1	514,8	..	..	..	..	..	..
2006	280,7	255,5	536,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	125,4	211,5	336,9	65,4	57,6	123,0	190,8	269,1	459,9
2005	75,6	186,4	262,0	..	..	..	..	..	..
2006	116,9	200,2	317,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	3 408,2	1 034,5	4 442,6	709,9	148,8	858,7	4 118,1	1 183,3	5 301,4
2005	3 875,9	1 106,6	4 982,5	..	..	..	..	..	..
2006	4 067,7	1 145,9	5 213,6	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	206,9	344,5	551,4	90,7	27,3	118,0	297,6	371,8	669,4
2005	230,4	382,1	612,5	..	..	..	..	..	..
2006	240,4	392,9	633,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	1 250,9	422,0	1 673,0	361,1	77,8	438,9	1 612,0	499,8	2 111,9
2005	1 458,6	446,1	1 904,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 596,8	457,0	2 053,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	1 950,3	268,0	2 218,3	258,1	43,7	301,8	2 208,4	311,7	2 520,0
2005	2 186,9	278,3	2 465,3	..	..	..	..	..	..
2006	2 230,5	295,9	2 526,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	17 236,6	0,0	17 236,6	2 516,0	0,0	2 516,0	19 752,6	0,0	19 752,6
2005	17 222,6	0,0	17 222,6	..	..	..	..	..	..
2006	16 685,3	0,0	16 685,3	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>30 821,9</b>	<b>18 945,3</b>	<b>49 767,2</b>	<b>5 303,3</b>	<b>6 189,2</b>	<b>11 492,5</b>	<b>36 125,2</b>	<b>25 134,5</b>	<b>61 259,7</b>
<b>2005</b>	<b>31 399,5</b>	<b>18 875,5</b>	<b>50 275,0</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>31 428,4</b>	<b>19 300,0</b>	<b>50 728,4</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-6

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	442,8	648,5	1 091,3	206,6	535,3	741,9	649,4	1 183,8	1 833,2
2005	438,2	657,8	1 096,0	..	..	..	..	..	..
2006	439,2	662,8	1 102,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	186,0	286,1	472,1	94,5	350,6	445,1	280,5	636,7	917,1
2005	186,0	286,2	472,1	..	..	..	..	..	..
2006	186,0	286,2	472,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	241,5	327,3	568,8	104,8	100,1	204,9	346,3	427,4	773,7
2005	241,5	327,4	568,9	..	..	..	..	..	..
2006	241,5	327,6	569,1	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	10,7	16,4	27,1	6,3	71,4	77,7	17,0	87,8	104,8
2005	9,1	23,6	32,7	..	..	..	..	..	..
2006	10,1	29,9	39,9	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,5	2,2	2,7	0,4	1,1	1,5	0,9	3,3	4,2
2005	0,5	2,3	2,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,5	2,4	2,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	4,0	16,6	20,6	0,7	12,0	12,7	4,7	28,6	33,3
2005	1,1	18,4	19,5	..	..	..	..	..	..
2006	1,2	16,8	17,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	976,8	356,0	1 332,8	85,8	460,9	546,8	1 062,6	816,9	1 879,6
2005	1 035,3	218,6	1 253,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 222,3	314,8	1 537,1	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	2 178,7	1 601,5	3 780,2	621,4	853,6	1 474,9	2 800,1	2 455,1	5 255,1
2005	2 468,4	1 497,6	3 966,1	..	..	..	..	..	..
2006	3 646,4	2 525,1	6 171,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	241,0	1 684,6	1 925,7	33,1	548,4	581,5	274,1	2 233,0	2 507,2
2005	255,5	1 772,5	2 028,0	..	..	..	..	..	..
2006	287,7	1 970,6	2 258,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	914,2	8 037,3	8 951,5	631,5	3 979,5	4 611,0	1 545,7	12 016,8	13 562,5
2005	792,9	8 628,9	9 421,8	..	..	..	..	..	..
2006	942,7	8 656,1	9 598,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2004	59,0	603,9	662,9	32,5	291,0	323,5	91,5	894,9	986,4
2005	60,6	604,9	665,5	..	..	..	..	..	..
2006	63,8	610,7	674,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2004	8,7	117,0	125,7	3,1	35,7	38,8	11,8	152,7	164,5
2005	30,5	143,2	173,7	..	..	..	..	..	..
2006	26,2	164,8	190,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2004	3,1	29,3	32,4	0,9	16,3	17,2	4,0	45,6	49,6
2005	7,3	34,5	41,8	..	..	..	..	..	..
2006	1,1	51,0	52,1	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2004	2,2	33,1	35,3	0,5	8,3	8,9	2,7	41,4	44,1
2005	3,7	24,1	27,9	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	31,7	32,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 4-6 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2004	4,1	19,9	24,0	6,6	8,7	15,3	10,7	28,6	39,3
2005	6,2	13,6	19,8	..	..	..	..	..	..
2006	1,5	15,0	16,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2004	38,2	147,7	186,0	16,0	161,7	177,8	54,2	309,4	363,7
2005	55,8	201,6	257,3	..	..	..	..	..	..
2006	35,9	155,6	191,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2004	37,2	328,9	366,1	70,3	341,2	411,5	107,5	670,1	777,6
2005	10,8	310,0	320,8	..	..	..	..	..	..
2006	21,0	294,2	315,2	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2004	12,7	143,3	156,0	9,1	67,3	76,4	21,8	210,6	232,4
2005	9,9	145,9	155,8	..	..	..	..	..	..
2006	13,8	125,9	139,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2004	19,7	290,7	310,4	23,2	162,1	185,2	42,9	452,8	495,7
2005	10,0	560,9	570,8	..	..	..	..	..	..
2006	12,4	373,3	385,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2004	294,5	520,3	814,8	49,2	339,5	388,8	343,7	859,8	1 203,6
2005	244,5	607,8	852,3	..	..	..	..	..	..
2006	152,8	652,8	805,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2004	33,0	492,4	525,5	8,6	268,5	277,1	41,6	760,9	802,6
2005	13,1	535,1	548,1	..	..	..	..	..	..
2006	13,8	525,2	539,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2004	56,7	239,7	296,4	20,6	226,8	247,3	77,3	466,5	543,7
2005	31,4	355,1	386,4	..	..	..	..	..	..
2006	36,3	308,3	344,6	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2004	73,9	734,8	808,7	105,8	821,3	927,1	179,7	1 556,1	1 735,8
2005	64,4	777,1	841,5	..	..	..	..	..	..
2006	86,3	887,0	973,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2004	31,0	372,6	403,6	19,2	156,2	175,4	50,2	528,8	579,0
2005	33,2	300,2	333,3	..	..	..	..	..	..
2006	66,5	356,7	423,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2004	25,4	333,8	359,2	41,8	115,1	156,9	67,2	448,9	516,1
2005	37,9	330,7	368,5	..	..	..	..	..	..
2006	34,6	338,6	373,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2004	26,2	240,4	266,6	15,8	30,1	46,0	42,0	270,5	312,6
2005	38,2	210,4	248,6	..	..	..	..	..	..
2006	41,0	242,1	283,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2004	6,6	82,3	88,9	11,9	57,9	69,9	18,5	140,2	158,8
2005	4,3	57,9	62,2	..	..	..	..	..	..
2006	3,9	92,0	95,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Fabrication de matériel de transport [336]</b>									
2004	129,8	3 115,7	3 245,5	189,5	797,5	986,9	319,3	3 913,2	4 232,4
2005	111,7	3 206,1	3 317,8	..	..	..	..	..	..
2006	307,1	3 212,4	3 519,5	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication de meubles et de produits connexes [337]</b>									
2004	36,5	88,2	124,7	2,3	38,1	40,5	38,8	126,3	165,2
2005	4,3	83,0	87,3	..	..	..	..	..	..
2006	9,0	85,6	94,6	..	..	..	..	..	..
<b>Activités diverses de fabrication [339]</b>									
2004	10,6	58,5	69,1	3,6	24,4	28,0	14,2	82,9	97,1
2005	9,4	84,2	93,7	..	..	..	..	..	..
2006	11,9	89,2	101,2	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de gros [41]</b>									
2004	380,8	1 614,7	1 995,5	73,7	237,3	310,9	454,5	1 852,0	2 306,4
2005	560,9	1 520,5	2 081,3	..	..	..	..	..	..
2006	601,8	1 690,1	2 291,8	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de détail [44-45]</b>									
2004	1 699,8	1 498,8	3 198,6	113,8	208,8	322,6	1 813,6	1 707,6	3 521,2
2005	1 303,7	1 367,1	2 670,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 638,2	1 519,8	3 158,0	..	..	..	..	..	..
<b>Transport et entreposage [48-49]</b>									
2004	1 465,0	1 849,4	3 314,4	472,2	1 175,1	1 647,3	1 937,2	3 024,5	4 961,6
2005	1 115,9	2 572,0	3 687,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 750,8	2 661,6	4 412,4	..	..	..	..	..	..
<b>Industrie de l'information et industrie culturelle [51]</b>									
2004	1 059,4	3 145,3	4 204,8	151,5	495,6	647,1	1 210,9	3 640,9	4 851,9
2005	1 380,1	3 040,5	4 420,6	..	..	..	..	..	..
2006	1 167,4	3 314,9	4 482,3	..	..	..	..	..	..
<b>Finance et assurances [52]</b>									
2004	200,9	6 624,1	6 825,0	215,5	286,7	502,2	416,4	6 910,8	7 327,3
2005	326,8	6 734,4	7 061,3	..	..	..	..	..	..
2006	401,2	7 483,0	7 884,2	..	..	..	..	..	..
<b>Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]</b>									
2004	1 264,2	3 658,4	4 922,6	285,3	267,5	552,8	1 549,5	3 925,9	5 475,4
2005	1 692,1	3 936,8	5 628,9	..	..	..	..	..	..
2006	1 763,9	4 236,6	6 000,5	..	..	..	..	..	..
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques [54]</b>									
2004	144,5	1 164,1	1 308,5	60,0	160,3	220,3	204,5	1 324,4	1 528,9
2005	148,1	1 206,6	1 354,6	..	..	..	..	..	..
2006	140,0	1 257,6	1 397,5	..	..	..	..	..	..
<b>Gestion de sociétés et d'entreprises [55]</b>									
2004	12,8	74,4	87,3	2,0	10,9	12,9	14,8	85,3	100,2
2005	x	x	95,4	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	84,5	..	..	..	..	..	..
<b>Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]</b>									
2004	110,1	395,0	505,2	18,0	137,2	155,2	128,1	532,2	660,4
2005	x	x	461,5	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	485,5	..	..	..	..	..	..
<b>Services d'enseignement [61]</b>									
2004	1 817,8	573,8	2 391,6	257,7	89,7	347,4	2 075,5	663,5	2 739,0
2005	2 054,2	525,5	2 579,8	..	..	..	..	..	..
2006	2 171,4	520,3	2 691,7	..	..	..	..	..	..
<b>Soins de santé et assistance sociale [62]</b>									
2004	1 527,2	965,9	2 493,2	154,6	251,2	405,8	1 681,8	1 217,1	2 898,9
2005	1 444,4	932,9	2 377,3	..	..	..	..	..	..
2006	1 687,8	958,7	2 646,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	628,7	209,6	838,2	79,3	57,8	137,1	708,0	267,4	975,3
2005	445,0	456,0	901,1	..	..	..	..	..	..
2006	177,3	450,7	628,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	354,2	443,9	798,1	54,1	125,0	179,1	408,3	568,9	977,1
2005	369,7	357,3	727,0	..	..	..	..	..	..
2006	424,7	334,9	759,6	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	188,4	396,7	585,1	56,5	117,0	173,5	244,9	513,7	758,6
2005	164,2	430,2	594,4	..	..	..	..	..	..
2006	178,1	408,2	586,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	5 914,1	2 344,1	8 258,1	783,0	342,7	1 125,7	6 697,1	2 686,8	9 383,9
2005	6 230,6	2 527,9	8 758,5	..	..	..	..	..	..
2006	6 493,4	2 622,5	9 116,0	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	537,5	1 255,4	1 792,9	265,0	157,8	422,8	802,5	1 413,2	2 215,7
2005	614,0	1 247,9	1 861,9	..	..	..	..	..	..
2006	587,3	1 247,4	1 834,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	1 128,4	386,4	1 514,8	342,3	53,1	395,4	1 470,7	439,5	1 910,2
2005	1 419,0	433,1	1 852,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 640,9	406,1	2 047,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	4 248,1	702,3	4 950,5	175,8	131,7	307,5	4 423,9	834,0	5 258,0
2005	4 197,6	846,8	5 044,5	..	..	..	..	..	..
2006	4 265,3	969,0	5 234,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	27 470,7	0,0	27 470,7	3 744,0	0,0	3 744,0	31 214,7	0,0	31 214,7
2005	28 552,1	0,0	28 552,1	..	..	..	..	..	..
2006	28 251,5	0,0	28 251,5	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
2004	48 992,2	37 286,0	86 278,2	8 099,6	10 340,4	18 440,0	57 091,8	47 626,4	104 718,3
2005	50 884,2	38 834,0	89 718,2	..	..	..	..	..	..
2006	53 518,4	42 025,7	95 544,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-7

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	80,5	300,7	381,2	61,1	260,9	322,0	141,6	561,6	703,2
2005	80,1	298,9	379,0	..	..	..	..	..	..
2006	80,4	297,9	378,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	35,8	181,9	217,8	32,0	199,7	231,7	67,8	381,6	449,5
2005	35,8	182,0	217,8	..	..	..	..	..	..
2006	35,8	181,9	217,7	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	41,4	110,2	151,6	26,6	46,5	73,1	68,0	156,7	224,6
2005	41,4	110,2	151,6	..	..	..	..	..	..
2006	41,4	110,2	151,6	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	1,8	4,2	6,0	1,9	10,4	12,2	3,7	14,6	18,2
2005	1,6	2,5	4,1	..	..	..	..	..	..
2006	2,0	1,4	3,4	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,9	1,4	2,3	0,6	0,7	1,4	1,5	2,1	3,6
2005	0,9	1,5	2,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,9	1,5	2,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,6	3,0	3,6	0,1	3,6	3,6	0,7	6,6	7,2
2005	0,4	2,7	3,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	2,9	3,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	219,4	31,5	250,9	0,2	97,0	97,2	219,6	128,5	348,1
2005	293,2	26,2	319,4	..	..	..	..	..	..
2006	313,7	52,2	365,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	338,0	236,1	574,1	55,6	61,8	117,5	393,6	297,9	691,6
2005	442,8	352,6	795,4	..	..	..	..	..	..
2006	689,0	282,2	971,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	18,5	149,3	167,8	3,0	45,8	48,8	21,5	195,1	216,6
2005	19,1	153,0	172,2	..	..	..	..	..	..
2006	24,8	195,5	220,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	115,7	333,4	449,1	32,9	223,6	256,6	148,6	557,0	705,6
2005	56,3	353,6	409,9	..	..	..	..	..	..
2006	287,9	371,2	659,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	36,0	131,9	167,9	7,4	32,0	39,4	43,4	163,9	207,2
2005	26,2	123,6	149,8	..	..	..	..	..	..
2006	26,0	122,4	148,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	152,8	153,6	306,4	19,0	25,8	44,8	171,8	179,4	351,2
2005	141,3	111,3	252,6	..	..	..	..	..	..
2006	189,3	116,7	306,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	107,3	268,2	375,5	87,3	230,2	317,5	194,6	498,4	693,0
2005	158,6	314,5	473,1	..	..	..	..	..	..
2006	247,3	343,7	591,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	68,6	229,6	298,2	1,3	20,3	21,6	69,9	249,9	319,8
2005	44,3	255,9	300,1	..	..	..	..	..	..
2006	42,1	234,7	276,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	60,2	458,1	518,3	6,7	6,8	13,5	66,9	464,9	531,8
2005	53,0	449,5	502,4	..	..	..	..	..	..
2006	68,8	480,2	549,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	23,4	216,0	239,4	26,8	14,8	41,6	50,2	230,8	281,0
2005	27,6	217,3	244,9	..	..	..	..	..	..
2006	28,2	213,2	241,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	15,1	94,5	109,6	4,3	8,0	12,2	19,4	102,5	121,9
2005	39,4	81,7	121,2	..	..	..	..	..	..
2006	13,2	95,3	108,5	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,9	4,2	5,1	0,8	2,6	3,4	1,7	6,8	8,5
2005	0,4	7,1	7,6	..	..	..	..	..	..
2006	1,5	4,9	6,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	7,3	33,1	40,4	2,3	19,7	22,1	9,6	52,8	62,5
2005	7,4	23,7	31,1	..	..	..	..	..	..
2006	8,3	24,1	32,5	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	111,0	52,9	163,9	183,3	27,0	210,3	294,3	79,9	374,2
2005	93,6	51,7	145,3	..	..	..	..	..	..
2006	142,9	57,0	199,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	123,1	80,8	203,8	13,7	21,3	35,0	136,8	102,1	238,9
2005	118,2	62,8	181,0	..	..	..	..	..	..
2006	85,9	59,5	145,4	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	46,0	78,1	124,0	6,4	8,7	15,1	52,4	86,8	139,1
2005	18,1	76,6	94,7	..	..	..	..	..	..
2006	19,8	71,3	91,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	39,3	45,0	84,3	4,5	16,4	21,0	43,8	61,4	105,3
2005	35,3	30,2	65,5	..	..	..	..	..	..
2006	33,7	28,4	62,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	32,5	41,1	73,6	5,4	6,2	11,6	37,9	47,3	85,3
2005	19,4	34,0	53,4	..	..	..	..	..	..
2006	13,5	31,1	44,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	516,7	130,9	647,6	92,0	34,1	126,1	608,7	165,0	773,7
2005	557,6	114,5	672,1	..	..	..	..	..	..
2006	729,5	153,1	882,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	201,5	46,2	247,7	7,1	9,8	16,8	208,6	56,0	264,5
2005	174,6	33,8	208,4	..	..	..	..	..	..
2006	143,4	30,8	174,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	129,7	39,4	169,1	58,7	1,7	60,4	188,4	41,1	229,5
2005	153,3	32,1	185,4	..	..	..	..	..	..
2006	183,2	36,2	219,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	185,5	45,3	230,8	26,2	22,6	48,8	211,7	67,9	279,6
2005	229,7	48,6	278,3	..	..	..	..	..	..
2006	403,0	86,1	489,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	1 517,6	0,0	1 517,6	295,0	0,0	295,0	1 812,6	0,0	1 812,6
2005	1 592,1	0,0	1 592,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 700,9	0,0	1 700,9	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>3 629,9</b>	<b>3 069,0</b>	<b>6 698,9</b>	<b>909,2</b>	<b>1 163,0</b>	<b>2 072,2</b>	<b>4 539,1</b>	<b>4 232,0</b>	<b>8 771,1</b>
<b>2005</b>	<b>3 824,0</b>	<b>3 138,8</b>	<b>6 962,8</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>4 746,8</b>	<b>3 234,8</b>	<b>7 981,6</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-8

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	70,6	620,3	690,9	86,7	506,5	593,2	157,3	1 126,8	1 284,1
2005	69,0	621,6	690,7	..	..	..	..	..	..
2006	69,3	618,7	688,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	46,8	474,6	521,4	70,8	462,0	532,8	117,6	936,6	1 054,3
2005	46,8	474,7	521,5	..	..	..	..	..	..
2006	46,8	474,8	521,6	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	20,8	126,8	147,7	14,2	26,3	40,5	35,0	153,1	188,2
2005	20,8	126,8	147,7	..	..	..	..	..	..
2006	20,8	126,9	147,7	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	0,3	11,6	11,9	0,8	10,1	10,9	1,1	21,7	22,8
2005	0,2	12,2	12,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	9,4	9,7	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,6	0,3	0,9	0,2	0,9	1,1	0,8	1,2	2,0
2005	0,6	0,3	0,9	..	..	..	..	..	..
2006	0,7	0,3	0,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	2,1	6,9	9,0	0,6	7,3	7,9	2,7	14,2	16,9
2005	0,6	7,6	8,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,7	7,3	8,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	2 092,9	266,2	2 359,1	162,3	217,2	379,5	2 255,2	483,4	2 738,6
2005	1 910,6	361,4	2 272,0	..	..	..	..	..	..
2006	2 288,3	393,4	2 681,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	1 884,6	44,8	1 929,4	81,5	4,4	86,0	1 966,1	49,2	2 015,3
2005	1 522,0	2,5	1 524,5	..	..	..	..	..	..
2006	1 822,5	2,3	1 824,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	155,6	178,3	333,9	80,5	186,4	267,0	236,1	364,7	600,9
2005	262,7	256,9	519,5	..	..	..	..	..	..
2006	299,3	270,3	569,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2004	52,6	43,1	95,8	0,3	26,3	26,6	52,9	69,4	122,4
2005	125,9	102,1	228,0	..	..	..	..	..	..
2006	166,5	120,8	287,3	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	306,9	70,7	377,6	57,6	106,3	163,9	364,5	177,0	541,5
2005	546,1	80,5	626,6	..	..	..	..	..	..
2006	327,7	84,7	412,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	8,5	63,1	71,6	3,1	51,7	54,8	11,6	114,8	126,4
2005	9,7	71,6	81,3	..	..	..	..	..	..
2006	10,8	78,6	89,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	78,9	177,1	256,1	8,6	182,7	191,3	87,5	359,8	447,4
2005	113,2	184,4	297,6	..	..	..	..	..	..
2006	93,3	283,5	376,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	20,4	101,1	121,5	7,4	21,6	29,0	27,8	122,7	150,5
2005	27,8	98,2	126,0	..	..	..	..	..	..
2006	32,9	117,2	150,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
	en millions de dollars								
Commerce de détail [44-45]									
2004	100,1	106,1	206,2	7,3	14,5	21,7	107,4	120,6	228,0
2005	67,7	82,7	150,3	..	..	..	..	..	..
2006	81,1	84,9	166,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	145,1	213,8	358,9	113,2	217,1	330,3	258,3	430,9	689,1
2005	196,4	242,6	439,0	..	..	..	..	..	..
2006	183,5	209,8	393,4	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	15,4	162,3	177,7	1,7	3,2	4,9	17,1	165,5	182,5
2005	20,5	205,2	225,7	..	..	..	..	..	..
2006	31,1	336,9	368,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	10,5	312,4	322,9	7,1	5,3	12,5	17,6	317,7	335,3
2005	5,0	311,5	316,4	..	..	..	..	..	..
2006	10,4	337,8	348,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	42,9	177,8	220,6	29,4	13,3	42,7	72,3	191,1	263,3
2005	37,1	177,6	214,7	..	..	..	..	..	..
2006	43,9	181,0	225,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	2,0	52,4	54,5	1,3	9,1	10,3	3,3	61,5	64,8
2005	3,7	48,4	52,1	..	..	..	..	..	..
2006	7,5	42,4	49,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,6	1,9	2,5	0,4	2,8	3,1	1,0	4,7	5,6
2005	0,5	2,1	2,6	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	2,2	2,8	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	3,2	13,6	16,8	0,8	15,3	16,1	4,0	28,9	32,9
2005	3,6	10,7	14,4	..	..	..	..	..	..
2006	3,2	13,9	17,1	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	128,1	79,0	207,0	8,8	3,3	12,1	136,9	82,3	219,2
2005	105,6	49,3	155,0	..	..	..	..	..	..
2006	118,8	45,7	164,5	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	52,2	53,1	105,3	22,1	28,3	50,4	74,3	81,4	155,7
2005	69,2	55,3	124,5	..	..	..	..	..	..
2006	59,1	61,9	121,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	11,0	14,1	25,0	4,5	5,0	9,5	15,5	19,1	34,5
2005	8,0	12,0	20,0	..	..	..	..	..	..
2006	7,2	27,1	34,2	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	34,3	18,7	53,1	3,7	9,2	13,0	38,0	27,9	66,1
2005	45,4	18,1	63,5	..	..	..	..	..	..
2006	44,8	17,9	62,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	5,1	28,7	33,8	12,2	14,6	26,8	17,3	43,3	60,6
2005	7,6	24,9	32,6	..	..	..	..	..	..
2006	8,4	27,8	36,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	437,0	145,7	582,7	131,8	45,7	177,5	568,8	191,4	760,2
2005	502,6	141,0	643,6	..	..	..	..	..	..
2006	504,2	154,8	658,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 4-8 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2004	89,1	48,6	137,7	12,5	18,9	31,4	101,6	67,5	169,1
2005	106,8	29,1	135,9	..	..	..	..	..	..
2006	104,9	20,1	125,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	78,2	31,7	109,9	69,7	1,9	71,6	147,9	33,6	181,6
2005	128,6	42,1	170,6	..	..	..	..	..	..
2006	127,3	41,6	168,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	269,6	65,5	335,1	49,6	24,9	74,4	319,2	90,4	409,5
2005	267,3	69,8	337,0	..	..	..	..	..	..
2006	272,0	93,1	365,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	1 223,2	0,0	1 223,2	264,0	0,0	264,0	1 487,2	0,0	1 487,2
2005	1 258,7	0,0	1 258,7	..	..	..	..	..	..
2006	1 286,9	0,0	1 286,9	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>4 788,9</b>	<b>2 678,0</b>	<b>7 466,9</b>	<b>934,2</b>	<b>1 472,4</b>	<b>2 406,7</b>	<b>5 723,1</b>	<b>4 150,4</b>	<b>9 873,6</b>
<b>2005</b>	<b>5 008,2</b>	<b>2 799,1</b>	<b>7 807,3</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>5 213,0</b>	<b>3 120,3</b>	<b>8 333,3</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-9

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	228,2	795,3	1 023,5	155,8	570,5	726,3	384,0	1 365,8	1 749,8
2005	228,4	801,3	1 029,7	..	..	..	..	..	..
2006	229,7	807,0	1 036,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	73,5	413,0	486,6	95,8	384,1	479,9	169,3	797,1	966,5
2005	73,5	413,1	486,6	..	..	..	..	..	..
2006	73,5	413,1	486,7	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	147,4	326,5	473,8	51,8	114,2	165,9	199,2	440,7	639,8
2005	147,4	326,5	473,9	..	..	..	..	..	..
2006	147,4	326,6	473,9	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	5,8	46,3	52,1	8,1	60,1	68,3	13,9	106,4	120,3
2005	4,1	45,5	49,5	..	..	..	..	..	..
2006	5,5	54,9	60,3	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,1	0,1	0,3	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4
2005	0,1	0,1	0,3	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	0,1	0,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	1,4	9,4	10,8	0,1	12,0	12,1	1,5	21,4	22,9
2005	3,3	16,1	19,4	..	..	..	..	..	..
2006	3,2	12,3	15,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	19 378,0	5 338,0	24 716,0	539,8	1 249,5	1 789,3	19 917,8	6 587,5	26 505,3
2005	24 993,9	5 752,1	30 745,9	..	..	..	..	..	..
2006	28 676,3	4 497,1	33 173,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	19 167,3	4 485,6	23 652,9	512,2	801,2	1 313,4	19 679,5	5 286,8	24 966,3
2005	24 807,0	4 363,6	29 170,5	..	..	..	..	..	..
2006	28 518,9	3 222,3	31 741,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	97,9	93,6	191,5	1,6	63,8	65,4	99,5	157,4	256,9
2005	131,1	284,3	415,4	..	..	..	..	..	..
2006	84,1	147,2	231,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2004	112,8	758,8	871,6	26,1	384,5	410,6	138,9	1 143,3	1 282,2
2005	55,8	1 104,2	1 160,0	..	..	..	..	..	..
2006	73,3	1 127,5	1 200,9	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	754,1	734,4	1 488,5	134,2	121,8	255,9	888,3	856,2	1 744,4
2005	708,3	657,8	1 366,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 041,0	798,8	1 839,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	21,9	160,3	182,2	8,5	142,4	150,9	30,4	302,7	333,1
2005	25,8	186,8	212,6	..	..	..	..	..	..
2006	34,4	245,2	279,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	185,9	1 559,6	1 745,5	103,8	838,9	942,6	289,7	2 398,5	2 688,2
2005	207,2	2 347,2	2 554,4	..	..	..	..	..	..
2006	309,5	2 462,7	2 772,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2004	27,0	110,7	137,7	7,9	65,3	73,2	34,9	176,0	210,9
2005	52,3	102,1	154,4	..	..	..	..	..	..
2006	68,4	142,1	210,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2004	3,7	32,7	36,3	0,6	8,7	9,4	4,3	41,4	45,7
2005	3,4	27,8	31,2	..	..	..	..	..	..
2006	1,8	17,0	18,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2004	0,0	0,4	0,4	0,0	x	x	0,0	x	x
2005	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2004	x	x	2,1	x	x	x	x	x	x
2005	0,1	0,8	1,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	0,9	1,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2004	19,5	173,3	192,8	9,7	164,3	174,0	29,2	337,6	366,8
2005	22,1	253,7	275,7	..	..	..	..	..	..
2006	65,1	368,4	433,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2004	18,8	62,6	81,4	2,2	127,8	130,0	21,0	190,4	211,4
2005	8,1	114,1	122,2	..	..	..	..	..	..
2006	16,1	157,0	173,1	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2004	0,5	18,4	18,9	13,4	8,9	22,3	13,9	27,3	41,2
2005	0,9	21,9	22,8	..	..	..	..	..	..
2006	1,1	37,8	38,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2004	x	x	647,3	x	x	102,7	x	x	750,0
2005	x	x	1 119,8	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	950,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2004	23,2	207,9	231,1	21,1	151,8	172,9	44,3	359,7	404,0
2005	25,9	321,4	347,3	..	..	..	..	..	..
2006	44,8	298,5	343,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2004	4,6	23,8	28,3	1,2	19,2	20,4	5,8	43,0	48,8
2005	1,4	23,9	25,3	..	..	..	..	..	..
2006	1,4	24,4	25,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2004	25,9	47,5	73,5	6,2	74,8	80,9	32,1	122,3	154,4
2005	2,9	56,8	59,7	..	..	..	..	..	..
2006	3,9	98,9	102,8	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2004	3,1	51,3	54,4	5,2	36,4	41,6	8,3	87,7	96,0
2005	2,5	44,5	47,0	..	..	..	..	..	..
2006	8,7	76,7	85,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2004	9,4	79,9	89,3	5,2	30,7	35,9	14,6	110,6	125,2
2005	41,4	147,3	188,8	..	..	..	..	..	..
2006	58,6	142,2	200,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2004	19,5	67,8	87,4	19,8	36,3	56,1	39,3	104,1	143,5
2005	8,7	84,1	92,7	..	..	..	..	..	..
2006	10,8	90,6	101,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2004	2,1	15,6	17,7	1,4	3,7	5,1	3,5	19,3	22,8
2005	x	x	23,0	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	21,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2004	x	x	4,8	x	x	0,7	x	x	5,5
2005	x	x	3,6	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	3,1	3,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2004	1,8	6,5	8,3	1,1	3,2	4,3	2,9	9,7	12,6
2005	0,9	8,8	9,7	..	..	..	..	..	..
2006	0,7	10,6	11,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2004	4,3	7,6	12,0	0,3	6,4	6,6	4,6	14,0	18,6
2005	0,3	10,1	10,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	11,5	12,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2004	5,0	15,9	20,9	0,3	4,8	5,1	5,3	20,7	26,0
2005	2,5	15,8	18,3	..	..	..	..	..	..
2006	12,1	24,5	36,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	124,7	346,7	471,4	28,9	108,3	137,2	153,6	455,0	608,6
2005	227,5	350,3	577,8	..	..	..	..	..	..
2006	266,9	392,7	659,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	553,4	556,5	1 109,9	58,3	66,2	124,5	611,7	622,7	1 234,4
2005	466,0	501,3	967,3	..	..	..	..	..	..
2006	571,5	507,3	1 078,8	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	545,4	1 743,7	2 289,1	242,0	770,9	1 012,9	787,4	2 514,6	3 302,0
2005	612,7	1 826,9	2 439,6	..	..	..	..	..	..
2006	1 138,1	2 207,8	3 345,9	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	403,8	722,9	1 126,7	10,5	53,9	64,4	414,3	776,8	1 191,2
2005	386,7	808,4	1 195,1	..	..	..	..	..	..
2006	480,9	942,2	1 423,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	38,8	1 522,0	1 560,9	24,3	21,8	46,1	63,1	1 543,8	1 607,0
2005	49,9	1 511,3	1 561,1	..	..	..	..	..	..
2006	65,0	1 644,9	1 709,9	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	488,3	1 372,4	1 860,7	101,4	139,6	241,0	589,7	1 512,0	2 101,7
2005	635,2	1 276,9	1 912,1	..	..	..	..	..	..
2006	712,5	1 374,1	2 086,5	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	38,7	477,1	515,9	8,3	49,5	57,8	47,0	526,6	573,7
2005	58,7	501,7	560,4	..	..	..	..	..	..
2006	58,2	482,4	540,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	3,6	22,3	25,9	1,0	1,0	2,1	4,6	23,3	28,0
2005	8,5	16,8	25,2	..	..	..	..	..	..
2006	3,8	17,1	21,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	33,1	101,1	134,2	3,9	78,5	82,4	37,0	179,6	216,7
2005	27,2	102,1	129,3	..	..	..	..	..	..
2006	29,0	100,5	129,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	547,2	231,0	778,2	64,8	11,9	76,7	612,0	242,9	854,9
2005	528,1	239,0	767,1	..	..	..	..	..	..
2006	566,2	250,0	816,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	408,4	271,6	680,0	94,6	53,0	147,6	503,0	324,6	827,7
2005	484,3	400,0	884,4	..	..	..	..	..	..
2006	558,6	314,9	873,4	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	51,8	108,4	160,2	17,7	31,0	48,7	69,5	139,4	208,9
2005	60,4	112,5	172,9	..	..	..	..	..	..
2006	60,1	260,7	320,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	149,9	166,9	316,7	30,3	47,5	77,9	180,2	214,4	394,6
2005	163,8	169,3	333,1	..	..	..	..	..	..
2006	165,2	158,9	324,0	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	72,4	212,6	285,0	19,4	55,2	74,6	91,8	267,8	359,7
2005	64,9	157,6	222,5	..	..	..	..	..	..
2006	64,9	167,9	232,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	1 844,7	373,1	2 217,8	341,5	66,2	407,6	2 186,2	439,3	2 625,5
2005	2 464,8	436,0	2 900,8	..	..	..	..	..	..
2006	2 678,2	511,5	3 189,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	77,0	62,0	139,0	4,5	5,6	10,1	81,5	67,6	149,1
2005	153,0	68,1	221,1	..	..	..	..	..	..
2006	177,3	66,8	244,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	573,8	107,4	681,2	188,8	2,1	190,9	762,6	109,5	872,1
2005	714,3	107,2	821,5	..	..	..	..	..	..
2006	735,6	105,6	841,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	1 194,0	203,7	1 397,6	148,2	58,5	206,7	1 342,2	262,2	1 604,3
2005	1 597,5	260,8	1 858,2	..	..	..	..	..	..
2006	1 765,4	339,1	2 104,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	8 119,2	0,0	8 119,2	847,0	0,0	847,0	8 966,2	0,0	8 966,2
2005	9 759,5	0,0	9 759,5	..	..	..	..	..	..
2006	10 169,8	0,0	10 169,8	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>33 991,7</b>	<b>16 816,0</b>	<b>50 807,7</b>	<b>2 836,1</b>	<b>4 477,6</b>	<b>7 313,7</b>	<b>36 827,8</b>	<b>21 293,6</b>	<b>58 121,4</b>
<b>2005</b>	<b>42 161,7</b>	<b>18 155,2</b>	<b>60 316,9</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>47 879,9</b>	<b>18 143,7</b>	<b>66 023,6</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-10

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	215,7	228,8	444,5	75,5	269,7	345,1	291,2	498,5	789,7
2005	181,3	238,5	419,8	..	..	..	..	..	..
2006	188,8	229,4	418,2	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	62,3	59,8	122,0	31,0	79,9	110,8	93,3	139,7	232,9
2005	62,3	59,8	122,1	..	..	..	..	..	..
2006	62,3	59,9	122,1	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	54,3	64,2	118,5	20,5	22,7	43,2	74,8	86,9	161,7
2005	54,3	64,4	118,7	..	..	..	..	..	..
2006	54,3	64,7	119,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	94,4	68,7	163,2	22,8	123,4	146,2	117,2	192,1	309,3
2005	62,6	76,9	139,4	..	..	..	..	..	..
2006	70,0	69,7	139,7	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	1,6	21,2	22,8	0,5	33,7	34,2	2,1	54,9	57,0
2005	1,7	22,0	23,6	..	..	..	..	..	..
2006	1,7	22,2	23,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	3,1	15,0	18,1	0,7	10,0	10,7	3,8	25,0	28,7
2005	0,5	15,5	16,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	13,0	13,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	3 812,8	165,7	3 978,6	112,6	393,0	505,7	3 925,4	558,7	4 484,2
2005	3 768,7	280,0	4 048,7	..	..	..	..	..	..
2006	3 387,2	151,7	3 538,9	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2004	3 587,1	26,3	3 613,4	90,5	6,0	96,6	3 677,6	32,3	3 710,0
2005	3 444,5	12,5	3 457,0	..	..	..	..	..	..
2006	3 180,8	14,0	3 194,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2004	107,1	100,4	207,5	21,5	366,4	387,9	128,6	466,8	595,5
2005	111,8	209,5	321,4	..	..	..	..	..	..
2006	51,5	92,6	144,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2004	118,6	39,0	157,6	0,6	20,6	21,2	119,2	59,6	178,7
2005	212,4	58,0	270,3	..	..	..	..	..	..
2006	154,9	45,1	200,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	1 138,9	235,9	1 374,8	364,1	98,8	463,0	1 503,0	334,7	1 837,7
2005	1 288,0	332,9	1 620,9	..	..	..	..	..	..
2006	1 721,6	526,9	2 248,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	44,8	310,8	355,6	17,4	273,9	291,3	62,2	584,7	646,8
2005	51,5	354,3	405,8	..	..	..	..	..	..
2006	67,2	455,3	522,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	296,4	1 170,5	1 466,9	92,8	1 560,8	1 653,5	389,2	2 731,3	3 120,5
2005	276,4	1 356,9	1 633,4	..	..	..	..	..	..
2006	234,9	1 290,8	1 525,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2004	38,2	101,2	139,4	12,7	92,8	105,5	50,9	194,0	244,9
2005	14,7	86,2	100,9	..	..	..	..	..	..
2006	19,5	111,3	130,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2004	6,7	37,9	44,6	0,9	7,2	8,1	7,6	45,1	52,7
2005	18,8	41,8	60,6	..	..	..	..	..	..
2006	8,9	31,2	40,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2004	0,0	0,3	0,3	0,0	x	x	0,0	x	x
2005	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2004	x	x	6,6	x	x	x	x	x	x
2005	0,9	3,8	4,7	..	..	..	..	..	..
2006	1,3	4,4	5,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2004	118,6	341,9	460,5	6,2	576,4	582,6	124,8	918,3	1 043,1
2005	124,2	526,7	650,9	..	..	..	..	..	..
2006	99,0	375,3	474,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2004	36,4	250,8	287,2	20,1	601,2	621,3	56,5	852,0	908,5
2005	25,3	236,8	262,1	..	..	..	..	..	..
2006	32,3	268,4	300,7	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2004	1,4	40,0	41,5	1,5	13,5	15,0	2,9	53,5	56,5
2005	0,9	28,5	29,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	39,7	40,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2004	x	x	96,1	x	x	20,9	x	x	117,0
2005	x	x	70,7	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	52,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2004	2,1	14,4	16,5	4,8	23,3	28,1	6,9	37,7	44,6
2005	4,4	22,2	26,7	..	..	..	..	..	..
2006	5,7	22,0	27,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2004	4,6	37,4	42,0	0,7	22,0	22,7	5,3	59,4	64,7
2005	1,4	28,4	29,7	..	..	..	..	..	..
2006	4,8	34,2	39,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2004	7,0	71,5	78,5	2,6	65,7	68,3	9,6	137,2	146,8
2005	11,2	64,6	75,8	..	..	..	..	..	..
2006	6,7	68,1	74,8	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2004	1,7	57,7	59,4	16,0	93,9	109,9	17,7	151,6	169,3
2005	9,7	66,9	76,7	..	..	..	..	..	..
2006	10,8	73,6	84,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2004	1,2	36,5	37,6	0,9	9,0	9,9	2,1	45,5	47,5
2005	5,7	32,3	38,0	..	..	..	..	..	..
2006	8,2	25,5	33,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2004	2,1	18,9	21,1	1,6	12,0	13,5	3,7	30,9	34,6
2005	9,0	25,3	34,3	..	..	..	..	..	..
2006	8,6	25,2	33,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2004	3,7	40,6	44,3	2,3	3,9	6,2	6,0	44,5	50,6
2005	5,7	46,8	52,4	..	..	..	..	..	..
2006	6,1	45,7	51,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2004	x	x	20,6	x	x	2,6	x	x	23,2
2005	x	x	10,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	8,0	8,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2004	2,0	36,4	38,4	6,0	13,9	19,9	8,0	50,3	58,3
2005	4,9	67,3	72,2	..	..	..	..	..	..
2006	6,4	75,9	82,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2004	3,4	11,2	14,5	0,6	8,3	8,8	4,0	19,5	23,4
2005	2,2	21,3	23,5	..	..	..	..	..	..
2006	2,8	24,5	27,2	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2004	5,4	8,8	14,3	0,7	3,0	3,7	6,1	11,8	17,9
2005	1,3	9,8	11,1	..	..	..	..	..	..
2006	2,4	10,6	13,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	93,5	299,1	392,5	30,5	72,8	103,3	124,0	371,9	495,9
2005	94,3	301,7	396,1	..	..	..	..	..	..
2006	97,3	359,4	456,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	483,1	582,5	1 065,6	68,0	89,2	157,2	551,1	671,7	1 222,8
2005	404,8	563,5	968,3	..	..	..	..	..	..
2006	550,2	547,3	1 097,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	423,4	936,1	1 359,5	293,5	830,6	1 124,2	716,9	1 766,7	2 483,6
2005	762,1	1 060,9	1 823,0	..	..	..	..	..	..
2006	1 223,7	1 276,8	2 500,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	325,3	622,3	947,5	12,2	68,4	80,6	337,5	690,7	1 028,2
2005	261,4	602,8	864,2	..	..	..	..	..	..
2006	243,4	613,6	857,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	46,8	1 245,2	1 292,0	35,9	42,4	78,3	82,7	1 287,6	1 370,3
2005	78,5	1 292,7	1 371,3	..	..	..	..	..	..
2006	101,8	1 441,6	1 543,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	487,4	1 070,2	1 557,6	139,3	73,4	212,7	626,7	1 143,6	1 770,3
2005	455,7	1 235,8	1 691,5	..	..	..	..	..	..
2006	510,4	1 223,0	1 733,3	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	21,1	341,8	362,8	5,9	18,2	24,1	27,0	360,0	387,0
2005	17,7	319,0	336,7	..	..	..	..	..	..
2006	17,7	331,7	349,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 4-10 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
	en millions de dollars								
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	16,8	40,8	57,6	4,9	8,6	13,6	21,7	49,4	71,2
2005	20,6	23,9	44,5	..	..	..	..	..	..
2006	8,3	19,1	27,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	21,0	86,6	107,7	9,7	47,2	56,9	30,7	133,8	164,6
2005	27,9	92,7	120,5	..	..	..	..	..	..
2006	47,5	70,9	118,5	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	597,5	274,1	871,6	481,6	106,4	588,0	1 079,1	380,5	1 459,6
2005	625,8	253,4	879,2	..	..	..	..	..	..
2006	701,7	220,9	922,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	387,9	323,1	711,0	77,6	81,4	159,0	465,5	404,5	870,0
2005	340,3	297,5	637,8	..	..	..	..	..	..
2006	422,0	275,2	697,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	72,3	144,2	216,6	11,0	32,2	43,2	83,3	176,4	259,8
2005	111,9	150,0	261,8	..	..	..	..	..	..
2006	151,3	129,8	281,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	289,0	178,7	467,7	22,9	62,0	84,9	311,9	240,7	552,6
2005	178,0	204,7	382,7	..	..	..	..	..	..
2006	184,1	228,4	412,5	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	47,6	159,8	207,4	28,3	35,5	63,8	75,9	195,3	271,2
2005	47,6	156,0	203,7	..	..	..	..	..	..
2006	39,9	109,7	149,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	1 880,1	506,7	2 386,8	371,2	258,8	629,9	2 251,3	765,5	3 016,7
2005	2 327,4	587,6	2 914,9	..	..	..	..	..	..
2006	2 500,4	647,5	3 147,9	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	226,9	132,1	359,0	49,5	42,0	91,5	276,4	174,1	450,6
2005	228,6	120,6	349,2	..	..	..	..	..	..
2006	267,8	105,2	373,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	436,7	216,6	653,3	218,8	190,1	409,0	655,5	406,7	1 062,2
2005	670,8	311,9	982,6	..	..	..	..	..	..
2006	651,1	371,0	1 022,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	1 216,5	158,0	1 374,5	102,8	26,6	129,4	1 319,3	184,6	1 503,9
2005	1 428,0	155,1	1 583,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 581,5	171,3	1 752,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	10 040,4	0,0	10 040,4	1 082,0	0,0	1 082,0	11 122,4	0,0	11 122,4
2005	11 231,7	0,0	11 231,7	..	..	..	..	..	..
2006	11 795,6	0,0	11 795,6	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>20 741,9</b>	<b>8 922,8</b>	<b>29 664,7</b>	<b>3 336,8</b>	<b>4 423,4</b>	<b>7 760,2</b>	<b>24 078,7</b>	<b>13 346,2</b>	<b>37 424,9</b>
<b>2005</b>	<b>22 551,7</b>	<b>9 705,1</b>	<b>32 256,7</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>24 194,9</b>	<b>10 149,2</b>	<b>34 344,1</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-11

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	33,1	0,4	33,6	0,0	0,7	0,7	33,1	1,1	34,2
2005	82,2	2,7	84,9	..	..	..	..	..	..
2006	70,8	6,4	77,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	6,6	3,9	10,5	2,3	1,8	4,2	8,9	5,7	14,6
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	10,5	x	x	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	0,3	3,8	4,1	0,5	6,6	7,1	0,8	10,4	11,2
2005	0,3	3,5	3,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	3,5	3,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	x	x	0,4	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	1,1	1,9	3,0	0,1	0,6	0,7	1,2	2,5	3,7
2005	2,0	2,9	4,8	..	..	..	..	..	..
2006	5,6	4,7	10,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	17,9	14,9	32,8	1,8	1,8	3,6	19,7	16,7	36,4
2005	4,4	5,7	10,1	..	..	..	..	..	..
2006	5,6	7,0	12,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	0,5	5,5	6,0	0,1	3,3	3,4	0,6	8,8	9,5
2005	0,6	5,1	5,6	..	..	..	..	..	..
2006	0,7	6,1	6,7	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	x	x	27,2	x	x	x	x	x	x
2005	x	22,6	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	5,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	0,2	5,0	5,1	x	x	0,1	x	x	5,2
2005	1,8	5,7	7,5	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	6,3	6,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	1,3	7,5	8,8	0,1	x	x	1,4	x	x
2005	1,1	10,1	11,3	..	..	..	..	..	..
2006	1,1	9,5	10,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	x	x	2,6	x	x	0,3	x	x	2,8
2005	0,1	2,7	2,7	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	2,1	2,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
2005	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	0,1	0,6	0,7	0,1	0,4	0,5	0,2	1,0	1,2
2005	0,2	0,8	1,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	0,7	1,1	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	6,5	1,3	7,8	1,8	1,4	3,2	8,3	2,7	11,0
2005	13,7	1,4	15,1	..	..	..	..	..	..
2006	16,2	1,3	17,5	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	1,0	3,2	4,3	0,1	1,2	1,3	1,1	4,4	5,5
2005	20,8	1,2	22,0	..	..	..	..	..	..
2006	21,0	1,1	22,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	0,1	0,7	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,8	1,0
2005	0,3	0,8	1,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	0,7	0,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	3,5	3,4	6,9	0,5	1,9	2,4	4,0	5,3	9,2
2005	5,6	3,2	8,8	..	..	..	..	..	..
2006	3,2	3,8	7,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	0,2	1,0	1,2	0,0	0,1	0,2	0,2	1,1	1,4
2005	1,9	3,5	5,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	0,7	0,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	109,3	40,7	150,0	27,3	5,8	33,2	136,6	46,5	183,2
2005	127,7	40,9	168,6	..	..	..	..	..	..
2006	124,8	43,9	168,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	8,8	1,8	10,6	2,1	0,9	3,0	10,9	2,7	13,6
2005	8,9	1,8	10,7	..	..	..	..	..	..
2006	9,0	1,9	10,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	96,7	37,6	134,3	24,4	4,5	28,9	121,1	42,1	163,2
2005	98,1	36,4	134,5	..	..	..	..	..	..
2006	98,9	36,9	135,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	3,9	1,2	5,1	0,8	0,5	1,3	4,7	1,7	6,4
2005	20,7	2,6	23,3	..	..	..	..	..	..
2006	16,9	5,1	22,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	113,4	0,0	113,4	5,0	0,0	5,0	118,4	0,0	118,4
2005	122,3	0,0	122,3	..	..	..	..	..	..
2006	128,9	0,0	128,9	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>304,8</b>	<b>114,4</b>	<b>419,2</b>	<b>40,8</b>	<b>28,1</b>	<b>68,9</b>	<b>345,6</b>	<b>142,5</b>	<b>488,2</b>
<b>2005</b>	<b>395,9</b>	<b>118,1</b>	<b>514,0</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>391,1</b>	<b>108,7</b>	<b>499,8</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-12

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	0,1	0,5	0,6	0,7	0,0	0,7	0,8	0,5	1,4
2005	0,1	0,5	0,7	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	0,6	0,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
2005	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,1	0,3	0,4	0,7	0,0	0,7	0,8	0,3	1,1
2005	0,1	0,3	0,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	0,3	0,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
2005	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	631,2	161,9	793,1	30,0	102,9	132,9	661,2	264,8	926,0
2005	916,0	144,1	1 060,1	..	..	..	..	..	..
2006	1 111,1	104,6	1 215,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	10,5	7,3	17,8	1,2	0,8	2,0	11,7	8,1	19,8
2005	8,0	2,6	10,6	..	..	..	..	..	..
2006	6,0	2,3	8,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	0,3	2,9	3,2	0,3	4,1	4,4	0,6	7,0	7,6
2005	0,4	3,7	4,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	5,6	6,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	0,1	1,5	1,6	0,0	0,9	0,9	0,1	2,4	2,5
2005	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	1,3	1,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	1,5	1,6	3,1	0,1	0,3	0,4	1,6	1,9	3,5
2005	0,3	1,8	2,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,6	1,8	2,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	16,4	10,9	27,3	0,7	2,1	2,9	17,1	13,0	30,2
2005	6,1	8,5	14,5	..	..	..	..	..	..
2006	6,9	10,0	16,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	6,0	65,1	71,1	4,4	71,9	76,4	10,4	137,0	147,5
2005	12,5	91,1	103,6	..	..	..	..	..	..
2006	8,8	94,3	103,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	1,7	23,6	25,2	..	..	..	..	..	..
2006	1,1	21,1	22,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	0,1	4,9	4,9	x	x	0,5	x	x	5,4
2005	0,1	6,7	6,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	7,1	7,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	2,4	25,8	28,2	1,2	2,7	3,9	3,6	28,5	32,1
2005	4,9	24,7	29,7	..	..	..	..	..	..
2006	5,0	25,0	30,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	3,4	3,0	6,4	0,2	0,4	0,6	3,6	3,4	7,0
2005	0,3	3,5	3,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	3,0	3,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	0,5	1,8	2,3	0,3	1,0	1,2	0,8	2,8	3,5
2005	0,5	3,3	3,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	4,1	4,5	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	7,4	1,1	8,5	0,1	1,8	1,9	7,5	2,9	10,4
2005	18,6	2,2	20,8	..	..	..	..	..	..
2006	26,5	1,8	28,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	5,3	7,3	12,6	1,7	3,2	4,9	7,0	10,5	17,4
2005	x	x	10,9	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	11,8	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	1,3
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	7,7	2,5	10,2	0,6	1,5	2,1	8,3	4,0	12,3
2005	8,2	2,0	10,2	..	..	..	..	..	..
2006	16,0	4,5	20,5	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	0,2	1,1	1,3	0,4	0,4	0,8	0,6	1,5	2,1
2005	0,1	1,3	1,4	..	..	..	..	..	..
2006	2,0	2,1	4,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	101,6	18,0	119,6	16,2	4,7	20,8	117,8	22,7	140,4
2005	118,2	24,5	142,8	..	..	..	..	..	..
2006	98,2	25,0	123,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	15,8	7,0	22,8	1,4	1,4	2,7	17,2	8,4	25,5
2005	21,0	6,7	27,7	..	..	..	..	..	..
2006	13,7	7,2	20,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	68,2	8,8	77,1	12,6	2,4	15,0	80,8	11,2	92,1
2005	82,2	11,0	93,2	..	..	..	..	..	..
2006	74,0	11,9	85,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	17,6	2,1	19,7	2,2	0,9	3,1	19,8	3,0	22,8
2005	15,0	6,8	21,8	..	..	..	..	..	..
2006	10,5	6,0	16,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	105,1	0,0	105,1	6,0	0,0	6,0	111,1	0,0	111,1
2005	80,7	0,0	80,7	..	..	..	..	..	..
2006	89,3	0,0	89,3	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>918,3</b>	<b>330,0</b>	<b>1 248,2</b>	<b>65,1</b>	<b>200,3</b>	<b>265,4</b>	<b>983,4</b>	<b>530,3</b>	<b>1 513,6</b>
<b>2005</b>	<b>1 184,1</b>	<b>350,5</b>	<b>1 534,5</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>1 379,8</b>	<b>321,9</b>	<b>1 701,7</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-13

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	0,4	0,7	1,1	1,8	0,1	1,8	2,2	0,8	2,9
2005	0,4	0,7	1,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	0,7	1,1	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2004	0,4	0,7	1,1	1,8	0,1	1,8	2,2	0,8	2,9
2005	0,4	0,7	1,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,4	0,7	1,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	203,5	6,5	210,0	0,0	0,0	0,0	203,5	6,5	210,0
2005	x	x	257,2	..	..	..	..	..	..
2006	187,5	5,6	193,1	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	2,3	13,8	16,1	0,6	0,7	1,3	2,9	14,5	17,5
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	2,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	0,2	1,7	1,8	0,2	2,4	2,6	0,4	4,1	4,4
2005	0,2	1,7	1,8	..	..	..	..	..	..
2006	0,2	1,6	1,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	x	x	0,0	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
2005	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	4,7	4,4	9,1	0,4	0,8	1,3	5,1	5,2	10,4
2005	2,9	3,5	6,4	..	..	..	..	..	..
2006	8,1	7,3	15,4	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	0,2	12,8	13,0	0,3	2,4	2,7	0,5	15,2	15,7
2005	2,5	13,9	16,4	..	..	..	..	..	..
2006	0,7	14,4	15,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 4-13 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2004	0,0	3,2	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	3,3
2005	0,0	8,1	8,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	9,0	9,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	1,0	1,0	2,0	2,4	x	x	3,4	x	x
2005	1,8	1,0	2,8	..	..	..	..	..	..
2006	2,4	1,1	3,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	x	x	1,7	x	x	0,1	x	x	1,9
2005	0,2	2,9	3,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,1	2,9	3,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,0	x	x	0,0	x	x	0,0	x	x
2005	x	x	0,2	..	..	..	..	..	..
2006	x	0,0	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2004	20,0	0,2	20,2	0,0	0,0	0,0	20,0	0,2	20,3
2005	16,0	0,2	16,2	..	..	..	..	..	..
2006	14,9	0,2	15,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	48,0	5,4	53,4	2,6	3,6	6,2	50,6	9,0	59,6
2005	32,9	2,6	35,5	..	..	..	..	..	..
2006	16,2	0,8	17,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
2005	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	1,4	0,7	2,1	0,2	0,6	0,8	1,6	1,3	2,9
2005	0,9	0,7	1,6	..	..	..	..	..	..
2006	0,8	0,8	1,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	0,2	0,6	0,8	0,2	0,2	0,3	0,4	0,8	1,1
2005	0,3	0,7	1,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,3	0,4	0,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	45,4	10,9	56,3	5,4	3,6	9,0	50,8	14,5	65,3
2005	36,7	10,1	46,8	..	..	..	..	..	..
2006	25,5	14,2	39,6	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2004	4,6	3,0	7,6	3,6	0,4	4,0	8,2	3,4	11,5
2005	5,1	3,6	8,7	..	..	..	..	..	..
2006	3,7	3,7	7,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2004	38,4	3,5	42,0	0,1	0,1	0,2	38,5	3,6	42,1
2005	29,1	3,5	32,7	..	..	..	..	..	..
2006	19,3	6,0	25,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2004	2,4	4,4	6,8	1,7	3,2	4,8	4,1	7,6	11,6
2005	2,4	3,0	5,4	..	..	..	..	..	..
2006	2,4	4,5	6,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

## Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	53,0	0,0	53,0	3,0	0,0	3,0	56,0	0,0	56,0
2005	41,7	0,0	41,7	..	..	..	..	..	..
2006	54,6	0,0	54,6	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>393,7</b>	<b>68,7</b>	<b>462,4</b>	<b>17,3</b>	<b>16,1</b>	<b>33,4</b>	<b>411,0</b>	<b>84,8</b>	<b>495,8</b>
<b>2005</b>	<b>388,8</b>	<b>80,6</b>	<b>469,3</b>	..	..	..	..	..	..
<b>2006</b>	<b>316,7</b>	<b>84,4</b>	<b>401,1</b>	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 5-1

## Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériels	
en millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2004	7 016,3	2 522,6	9 538,9	857,9	1 076,0	1 933,9	7 874,2	3 598,6	11 472,8
2005	7 667,8	2 553,5	10 221,3	..	..	..	..	..	..
2006	9 180,7	3 103,9	12 284,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2004	55,2	56,2	111,4	19,9	13,3	33,2	75,1	69,5	144,5
2005	64,1	64,0	128,1	..	..	..	..	..	..
2006	69,3	60,8	130,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2004	685,8	920,8	1 606,6	355,4	709,7	1 065,1	1 041,2	1 630,5	2 671,7
2005	1 018,0	1 227,9	2 245,9	..	..	..	..	..	..
2006	1 725,0	1 488,1	3 213,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2004	35,9	232,6	268,5	6,8	10,3	17,1	42,7	242,9	285,6
2005	27,5	245,8	273,4	..	..	..	..	..	..
2006	30,4	356,0	386,4	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2004	23,7	95,1	118,8	28,5	22,9	51,4	52,2	118,0	170,2
2005	40,2	117,0	157,2	..	..	..	..	..	..
2006	40,3	156,3	196,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2004	x	8,5	x	0,2	0,1	0,3	x	8,6	x
2005	2,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	2,1	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2004	5,2	20,6	25,8	3,4	3,9	7,3	8,6	24,5	33,0
2005	13,1	15,2	28,4	..	..	..	..	..	..
2006	15,3	26,3	41,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5-1 – suite

## Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
en millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2004	4 121,1	1 851,4	5 972,5	1 219,6	260,4	1 480,0	5 340,7	2 111,8	7 452,5
2005	4 493,5	1 791,4	6 284,9	..	..	..	..	..	..
2006	4 640,0	1 802,4	6 442,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	2 339,1	2 068,0	4 407,1	681,0	951,5	1 632,4	3 020,1	3 019,5	6 039,5
2005	2 381,2	2 210,9	4 592,1	..	..	..	..	..	..
2006	2 803,8	2 089,2	4 893,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	466,6	326,2	792,8	63,9	48,7	112,6	530,5	374,9	905,4
2005	376,1	604,1	980,2	..	..	..	..	..	..
2006	137,2	814,2	951,4	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	15 316,1	4 934,0	20 250,1	2 762,0	983,9	3 745,9	18 078,1	5 917,9	23 996,1
2005	17 439,2	5 325,6	22 764,8	..	..	..	..	..	..
2006	18 440,1	5 661,0	24 101,1	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
<b>2004</b>	<b>30 523,4</b>	<b>13 111,8</b>	<b>43 635,2</b>	<b>6 071,3</b>	<b>4 107,7</b>	<b>10 179,0</b>	<b>36 594,7</b>	<b>17 219,5</b>	<b>53 814,2</b>
<b>2005</b>	<b>33 905,5</b>	<b>14 310,4</b>	<b>48 215,9</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>2006</b>	<b>37 495,1</b>	<b>15 747,7</b>	<b>53 242,8</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 032-0001.

Tableau 5-2

## Investissements publics, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations <sup>1</sup>		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	
en millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2004	290,6	109,3	399,9	84,4	66,0	150,4	375,0	175,3	550,3
2005	356,7	123,1	479,8	..	..	..	..	..	..
2006	403,5	132,8	536,4	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2004	72,4	37,4	109,9	18,9	15,5	34,4	91,3	52,9	144,3
2005	104,9	40,6	145,6	..	..	..	..	..	..
2006	138,6	49,3	187,9	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2004	659,9	238,0	897,9	213,6	31,7	245,3	873,5	269,7	1 143,2
2005	684,2	253,2	937,4	..	..	..	..	..	..
2006	701,7	262,4	964,2	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2004	711,0	453,8	1 164,8	87,2	74,4	161,5	798,2	528,2	1 326,3
2005	744,4	367,1	1 111,5	..	..	..	..	..	..
2006	761,5	347,0	1 108,5	..	..	..	..	..	..
Québec									
2004	8 252,3	2 961,5	11 213,9	1 508,9	980,7	2 489,6	9 761,2	3 942,2	13 703,4
2005	9 024,4	3 421,1	12 445,6	..	..	..	..	..	..
2006	9 595,0	3 492,3	13 087,3	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2004	11 179,7	5 453,6	16 633,2	1 693,7	1 712,2	3 405,9	12 873,4	7 165,8	20 039,1
2005	11 664,5	5 856,4	17 520,9	..	..	..	..	..	..
2006	12 899,2	6 451,2	19 350,4	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2004	1 011,5	605,3	1 616,9	359,0	176,9	535,9	1 370,5	782,2	2 152,8
2005	1 193,9	576,4	1 770,3	..	..	..	..	..	..
2006	1 629,9	619,4	2 249,3	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2004	974,4	464,1	1 438,5	236,4	188,3	424,7	1 210,8	652,4	1 863,2
2005	1 259,3	481,1	1 740,4	..	..	..	..	..	..
2006	1 061,7	643,7	1 705,4	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2004	3 154,6	1 185,8	4 340,4	527,5	199,0	726,5	3 682,1	1 384,8	5 066,9
2005	3 954,7	1 385,2	5 339,9	..	..	..	..	..	..
2006	4 523,3	1 635,6	6 158,9	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2004	3 859,1	1 493,1	5 352,2	1 285,8	636,3	1 922,1	5 144,9	2 129,4	7 274,4
2005	4 518,8	1 700,6	6 219,4	..	..	..	..	..	..
2006	5 420,4	2 000,9	7 421,2	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2004	120,0	47,6	167,6	29,9	9,0	38,9	149,9	56,6	206,6
2005	165,6	47,8	213,4	..	..	..	..	..	..
2006	168,3	51,7	220,0	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2004	122,3	32,1	154,4	17,8	9,7	27,5	140,1	41,8	181,9
2005	146,4	34,3	180,7	..	..	..	..	..	..
2006	133,2	35,5	168,8	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2004	115,4	30,0	145,4	8,4	8,0	16,4	123,8	38,0	161,8
2005	87,6	23,4	111,0	..	..	..	..	..	..
2006	58,6	25,8	84,4	..	..	..	..	..	..
Canada									
2004	30 523,4	13 111,8	43 635,2	6 071,3	4 107,7	10 179,0	36 594,7	17 219,5	53 814,2
2005	33 905,5	14 310,4	48 215,9	..	..	..	..	..	..
2006	37 495,1	15 747,7	53 242,8	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM 032-0002.

Tableau 6-1

## Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]</b>									
2004	1 476,2	3 203,6	4 679,8	849,1	2 813,5	3 662,6	2 325,3	6 017,1	8 342,3
2005	1 449,4	3 234,4	4 683,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 464,0	3 220,8	4 684,8	..	..	..	..	..	..
<b>Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Services publics [22]</b>									
2004	1 827,2	1 463,1	3 290,3	465,9	337,1	803,0	2 293,1	1 800,2	4 093,3
2005	2 022,5	1 442,7	3 465,1	..	..	..	..	..	..
2006	2 906,3	2 295,6	5 201,9	..	..	..	..	..	..
<b>Construction [23]</b>									
2004	500,5	3 555,6	4 056,1	95,6	1 576,8	1 672,4	596,1	5 132,4	5 728,5
2005	533,3	3 759,6	4 293,0	..	..	..	..	..	..
2006	598,6	4 168,3	4 766,8	..	..	..	..	..	..
<b>Fabrication [31-33]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de gros [41]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Commerce de détail [44-45]</b>									
2004	4 008,3	4 052,1	8 060,4	363,1	591,3	954,4	4 371,4	4 643,4	9 014,8
2005	3 402,1	3 668,0	7 070,1	..	..	..	..	..	..
2006	4 223,1	3 830,7	8 053,8	..	..	..	..	..	..
<b>Transport et entreposage [48-49]</b>									
2004	2 824,9	5 589,0	8 413,9	1 188,0	3 698,4	4 886,4	4 012,9	9 287,4	13 300,3
2005	2 799,0	6 582,7	9 381,8	..	..	..	..	..	..
2006	4 117,7	7 047,9	11 165,6	..	..	..	..	..	..
<b>Industrie de l'information et industrie culturelle [51]</b>									
2004	2 375,2	6 383,1	8 758,3	268,1	899,7	1 167,8	2 643,3	7 282,8	9 926,1
2005	2 660,0	6 380,3	9 040,3	..	..	..	..	..	..
2006	2 379,5	6 938,7	9 318,2	..	..	..	..	..	..
<b>Finance et assurances [52]</b>									
2004	502,2	14 250,2	14 752,4	341,5	419,5	761,0	843,7	14 669,7	15 513,4
2005	657,6	14 305,4	14 962,9	..	..	..	..	..	..
2006	756,7	15 481,3	16 238,1	..	..	..	..	..	..
<b>Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]</b>									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques [54]</b>									
2004	x	2 958,5	x	107,3	339,2	446,5	x	3 297,7	x
2005	402,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	341,3	x	x	..	..	..	..	..	..
<b>Gestion de sociétés et d'entreprises [55]</b>									
2004	43,4	161,1	204,4	13,4	44,8	58,2	56,8	205,9	262,7
2005	41,4	151,7	193,1	..	..	..	..	..	..
2006	23,8	142,2	166,0	..	..	..	..	..	..
<b>Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]</b>									
2004	209,0	874,6	1 083,6	51,6	422,2	473,8	260,6	1 296,8	1 557,4
2005	231,7	824,5	1 056,2	..	..	..	..	..	..
2006	276,8	792,8	1 069,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6-1 – suite

## Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2004	234,0	128,7	362,6	47,6	32,1	79,7	281,6	160,8	442,4
2005	168,8	126,4	295,2	..	..	..	..	..	..
2006	154,3	103,9	258,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2004	721,9	377,3	1 099,2	127,4	154,8	282,2	849,3	532,1	1 381,4
2005	733,6	411,7	1 145,3	..	..	..	..	..	..
2006	722,1	385,1	1 107,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2004	435,1	422,1	857,2	108,1	155,5	263,6	543,2	577,6	1 120,8
2005	343,9	385,4	729,3	..	..	..	..	..	..
2006	383,2	328,0	711,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2004	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2005	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2006	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2004	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2005	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2006	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2004	70 060,2	0,0	70 060,2	9 565,0	0,0	9 565,0	79 625,2	0,0	79 625,2
2005	74 186,1	0,0	74 186,1	..	..	..	..	..	..
2006	74 600,4	0,0	74 600,4	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>									
2004	123 601,9	80 644,7	204 246,6	17 048,8	26 252,9	43 301,8	140 650,7	106 897,6	247 548,3
2005	133 933,0	83 362,8	217 295,8	..	..	..	..	..	..
2006	142 095,4	86 295,1	228 390,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.  
**Source :** Numéro de tableau CANSIM032-0001.

Tableau 6-2

## Investissements privés, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, machines matériel	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, machines matériel	Total partiel	Construction	Machines matériel	Total
en millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2004	2 581,4	1 261,9	3 843,3	259,4	369,3	628,7	2 840,8	1 631,2	4 472,0
2005	2 807,4	1 030,6	3 838,1	..	..	..	..	..	..
2006	2 520,2	961,7	3 482,0	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2004	364,0	249,7	613,7	59,4	96,6	156,0	423,4	346,3	769,6
2005	356,7	266,1	622,7	..	..	..	..	..	..
2006	347,1	253,5	600,7	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2004	3 002,1	1 796,8	4 798,9	477,7	744,2	1 221,9	3 479,8	2 541,0	6 020,8
2005	3 015,3	1 969,9	4 985,2	..	..	..	..	..	..
2006	3 475,1	2 085,4	5 560,5	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2004	1 860,6	1 379,3	3 239,9	377,3	652,4	1 029,7	2 237,9	2 031,7	4 269,6
2005	1 971,0	1 565,6	3 536,6	..	..	..	..	..	..
2006	2 173,5	1 461,9	3 635,4	..	..	..	..	..	..
Québec									
2004	22 569,6	15 983,8	38 553,3	3 794,4	5 208,5	9 002,9	26 364,0	21 192,3	47 556,3
2005	22 375,0	15 454,4	37 829,4	..	..	..	..	..	..
2006	21 833,4	15 807,7	37 641,1	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2004	37 812,5	31 832,5	69 645,0	6 406,0	8 628,2	15 034,1	44 218,5	40 460,7	84 679,1
2005	39 219,7	32 977,6	72 197,3	..	..	..	..	..	..
2006	40 619,2	35 574,5	76 193,7	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2004	2 618,3	2 463,7	5 082,0	550,1	986,1	1 536,3	3 168,4	3 449,8	6 618,3
2005	2 630,1	2 562,4	5 192,5	..	..	..	..	..	..
2006	3 116,9	2 615,3	5 732,3	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2004	3 814,5	2 213,9	6 028,4	697,8	1 284,1	1 982,0	4 512,3	3 498,0	8 010,3
2005	3 748,9	2 318,0	6 066,9	..	..	..	..	..	..
2006	4 151,3	2 476,6	6 627,9	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2004	30 837,0	15 630,2	46 467,3	2 308,6	4 278,6	6 587,2	33 145,6	19 908,8	53 054,5
2005	38 206,9	16 770,0	54 977,0	..	..	..	..	..	..
2006	43 356,6	16 508,1	59 864,7	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2004	16 882,8	7 429,6	24 312,4	2 051,0	3 787,1	5 838,1	18 933,8	11 216,7	30 150,5
2005	18 032,8	8 004,4	26 037,3	..	..	..	..	..	..
2006	18 774,6	8 148,3	26 922,9	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2004	184,8	66,8	251,6	10,9	19,1	30,0	195,7	85,9	281,6
2005	230,3	70,3	300,6	..	..	..	..	..	..
2006	222,8	57,0	279,8	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2004	795,9	297,9	1 093,8	47,3	190,5	237,8	843,2	488,4	1 331,7
2005	1 037,6	316,2	1 353,8	..	..	..	..	..	..
2006	1 246,6	286,4	1 533,0	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2004	278,4	38,6	317,0	8,9	8,2	17,1	287,3	46,8	334,0
2005	301,2	57,1	358,3	..	..	..	..	..	..
2006	258,0	58,6	316,6	..	..	..	..	..	..
Canada									
2004	123 601,9	80 644,7	204 246,6	17 048,8	26 252,9	43 301,8	140 650,7	106 897,6	247 548,3
2005	133 933,0	83 362,8	217 295,8	..	..	..	..	..	..
2006	142 095,4	86 295,1	228 390,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source : Numéro de tableau CANSIM032-0002.



## Introduction

---

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des indications utiles quant à l'état du marché dans l'économie en général et dans ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses nationales brutes, l'envergure et la teneur des programmes d'investissements donnent une bonne idée de la demande que les producteurs canadiens ont eu à satisfaire au cours de la période en cause. De plus, l'importance relative des immobilisations projetées, au total et dans chaque secteur, permet de savoir ce que prévoient les dirigeants d'entreprise en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

On trouve dans la section « Sources et méthodes » les renseignements nécessaires pour tirer le maximum des tableaux statistiques. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Concepts » présente les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données, les unités d'enquête visées et la classification des secteurs d'activité et des zones géographiques. Cette dernière section aborde en outre la question de la comparabilité de la série des dépenses en immobilisations avec les autres sources de données.

À la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources », on peut prendre connaissance des différents types de questionnaires employés pour recenser les données, des sources des données non recensées et des modes de recueil de données. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données pendant et après la collecte.

La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie » expose les actions entreprises et les sources utilisées pour définir la base de sondage et la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié. On trouvera dans la même section les procédés d'imputation et d'estimation concernant les non-répondants compris dans l'échantillon et l'inflation concernant la partie non recensée de la base de sondage. Les deux dernières sections, « Qualité des données, concepts et méthodologie — Utilisateurs et utilisations » et « Qualité des données, concepts et méthodologie — Chronologie de la série des dépenses en immobilisations », fournissent respectivement des renseignements sur l'utilité des données et sur les données historiques qui existent en matière de dépenses en immobilisations.

# Concepts

---

## Définitions

### Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises) ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations ministérielles fédérales concernent les frais acquittés par le ministère, peu importe le ministère ayant octroyé le contrat. Les dépenses ministérielles provinciales comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisées au Canada, financées par un fonds renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt, par le Trésor ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des usines, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipements dont l'achat est imputé aux comptes courants.

### Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction, qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent en outre les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou d'« autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme ouvrage de génie civil.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire destiné à rester à un endroit donné pour une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires pour leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant par exemple à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou

aux ascenseurs. Par exemple, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble à bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Un **ouvrage de génie civil** sert directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Il peut aussi s'agir de structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport comme tel. Les structures autoportantes érigées pour la transmission de signaux électriques peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais d'ouvrage de génie civil. Sont des ouvrages de génie civil entre autres les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent des considérations spéciales. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activités sur le terrain et des frais généraux qui rentrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises gazières et pétrolières au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel rentrent aussi dans cette catégorie. Pour les entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** ne rentre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il a été inclus en l'occurrence car il occupe une place importante dans les dépenses en construction et présente des fluctuations similaires à celles qui caractérisent les dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

### Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement et emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations rentrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels qu'automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

De plus, les dépenses en matériel et en outillage comprennent le coût de tout autre matériel ou outillage qui ne sont pas déjà déclarés comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie comptabilisés dans l'année en cause sont aussi incluses. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente des actifs immobilisés ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

### Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'Institut canadien des comptables agréés

recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

### Immobilisations usagées

Les immobilisations usagées sont définies comme étant des bâtiments, des constructions, du matériel ou de l'outillage ayant déjà servi à un autre organisme. Les dépenses liées à des immobilisations canadiennes usagées sont exclues puisqu'elles représentent un transfert de biens à l'intérieur du Canada et n'ont aucun effet sur le total national. Par contre, les dépenses liées à des biens importés au Canada augmentent le stock national et sont donc incluses dans la série des dépenses en immobilisations.

### Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

### Dépenses en entretien et réparations

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage sont indiquées séparément. **Ces dépenses ne sont pas considérées comme des immobilisations.**

Les dépenses en entretien et réparations sont constituées par la partie des frais courants qui sont portés en diminution des revenus de l'année où ils ont été engagés et qui sont consentis afin de maintenir le stock des immobilisations ou leur capacité productive (prévention) tout au long de la durée d'utilisation prévue. L'entretien et les réparations permettent de maintenir la productivité des immobilisations jusqu'à la fin de leur période de service sans temps d'arrêt indus. Ils ont aussi pour but de remettre une partie quelconque des immobilisations en bon état de marche après une défaillance ou une réduction de l'efficacité, ou de prolonger sensiblement la durée d'utilisation ou la productivité des biens. Ces sorties de fonds donnent une meilleure idée de la demande portant sur la main-d'oeuvre et le matériel.

### Réparation des constructions

Les dépenses d'entretien et de réparations liées aux constructions comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue de la structure et qui n'en augmentent pas la capacité. Les dépenses d'entretien des bâtiments et des autres structures peuvent comprendre le soin courant des biens comme les services de conciergerie, l'enlèvement de la neige ou l'épandage de sel ou de sable par le personnel de l'entreprise ou par d'autres personnes engagées par elle.

### Réparation du matériel et de l'outillage

Les dépenses d'entretien et de réparations liées au matériel et à l'outillage comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue du bien et n'en augmentent pas la capacité. Elles peuvent comprendre les vidanges d'huile et le graissage des véhicules et outillage.

### Amortissement cumulé

L'amortissement cumulé est la somme des annuités imputées à la dépréciation du bien depuis son achat.

### Utilisation de la capacité

On calcule l'utilisation de la capacité en divisant le niveau de production effectif d'une entreprise (en dollars ou en unités), par son niveau de production normal.

### Impartition ou exécution autonome

L'impartition est l'action de confier des travaux à un entrepreneur en construction. L'exécution autonome consiste à faire effectuer les travaux par le personnel de l'entreprise.

### Aliénation, vente et réduction des immobilisations

Il s'agit ici de la valeur comptable brute des immobilisations qui ont été aliénées, vendues, mises hors service, détruites ou sorties de quelque autre façon (y compris les réductions) ou qui ont été échangées à l'occasion de l'achat de nouvelles immobilisations. Le coût en capital cumulé représente le total des dépenses en immobilisations engagées pour un bien au moment de la construction ou de l'achat et après.

### Durée d'utilisation prévue

La durée d'utilisation prévue d'un bien n'a pas de rapport avec la durée d'utilisation déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'une mine, la durée d'utilisation prévue est la période pendant laquelle la mine est censée être productive. Il s'agit ici des dépenses amorties (ou passées en charges dans certain cas) liées à l'exploration et à la mise en valeur du site minier. La durée prévue est basée sur le nombre d'années pour lequel l'entreprise s'engage dans la production au départ (exemple : méthode de l'amortissement proportionnel au rendement) en supposant qu'aucune diminution (ou augmentation) du prix des minéraux ne vienne réduire (ou prolonger) cette durée. La durée d'exploitation ou de productivité peut ne pas correspondre à la durée déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu ni à la teneur mesurée des gisements.

### Durée d'utilisation restante prévue des immobilisations

La durée d'utilisation restante prévue des immobilisations représente le nombre d'années qui restent dans la durée d'utilisation d'un bien usagé au moment de l'acquisition.

### Valeur comptable brute

La valeur comptable brute est le prix d'achat du bien à l'origine.

### Classification

Dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, l'établissement sert d'unité statistique principale dans la mesure des dépenses en immobilisations et en réparations. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production ainsi que le coût des matériaux utilisés et le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires pour calculer la valeur ajoutée.

Le terme **établissement** fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on utilise le **Système de classification des industries de l'Amérique du Nord** (SCIAN, n° 12-501-X au catalogue), qui établit une distinction entre les activités principales, secondaires et auxiliaires et qui, en définitive, regroupe les établissements selon leur activité principale. Dans cette version, les établissements sont regroupés en industries, en grands groupes et en divisions selon la production

de biens ou de services homogènes ou selon leur participation à une activité économique similaire. Ce mode de regroupement s'applique à tous les établissements privés ou publics ainsi qu'aux entreprises gouvernementales. Toutes les autres activités gouvernementales sont classées comme fédérales, provinciales ou municipales dans la division des services gouvernementaux. Les notions et définitions employées dans la série des dépenses en immobilisations sont celles qui sont décrites dans les **Concepts and Definitions of Capital Stock and Capital Formation Series F No. 3** de 1953 des Nations-Unies.

Puisqu'un établissement peut être fixé dans plusieurs provinces, la **Classification géographique type** (CGT, n° 12-571-X au catalogue) a été employée dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations. La CGT a été conçue pour diviser le Canada en régions en fonction des provinces, des divisions et subdivisions de recensement et des régions métropolitaines de recensement. Pour l'enquête sur les dépenses en immobilisations, on a retenu la classification géographique au niveau provincial comme base pour l'échantillonnage stratifié des établissements. Pour descendre au niveau des divisions et des subdivisions de recensement, il aurait fallu accroître l'échantillon pour de nombreuses industries.

## Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements enquêtés par la Division de l'investissement et du stock de capital (DISC) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la comptabilité nationale des revenus et dépenses à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent des déductions pour les constructions servant à la défense, les ventes nettes de véhicules automobiles usagés et le matériel mis au rebut ou à récupérer et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la présente publication de la DISC diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCan) et par la Division de l'industrie de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée par le fait que la Division de l'industrie de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et locations de terres. Dans le secteur non traditionnel, la Division de l'industrie inclut également les acquisitions de logements. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division de l'industrie incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital » au sens de la comptabilité nationale et ne sont pas comptées dans la présente publication. Ensuite, RNCan et la Division de l'industrie recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » au niveau national, tandis que la DISC le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division de l'industrie recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCan et à la DISC. Cette dernière différence ne devrait cependant pas causer des écarts considérables.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations respecte autant que possible les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA); cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont déclarés par le bailleur dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, alors que l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

# Sources

---

## Données enquêtées

La majorité des secteurs couverts par les séries sur les investissements sont enquêtés. Tous les établissements sélectionnés durant les trois périodes d'enquête (voir « Périodes d'enquête ») reçoivent soit le questionnaire ordinaire (long ou abrégé), soit un questionnaire spécialisé (long ou abrégé) soit le questionnaire de nouveau projet. Le genre de questionnaire reçu par un établissement dépend de son secteur d'activité, du niveau de dépenses anticipé, de l'enquête en cause et du fait que l'établissement fait partie ou non des nouveaux projets (hors de la base de sondage ou cas aberrant).

Le questionnaire ordinaire abrégé est le plus utilisé pour les trois périodes d'enquête. Ce questionnaire vise à recueillir des renseignements de base portant sur les constructions, le matériel et l'outillage immobilisés, les réparations apportées aux constructions ainsi qu'au matériel et à l'outillage, la valeur comptable brute, l'utilisation de la capacité dans les secteurs manufacturier et minier, les motifs des changements de dépenses, les travaux en cours et les contrats de location à bail. Soulignons que l'établissement est tenu de revoir ses dépenses en réparations durant l'enquête sur les données réelles seulement. L'établissement reçoit l'un des autres types de questionnaire si on l'on croit qu'il consacre des sommes importantes aux immobilisations, s'il est engagé dans un secteur spécialisé ou s'il fait partie des nouveaux projets.

Le questionnaire ordinaire long ne sert que pour l'enquête sur les données réelles et vise les établissements ayant déjà déclaré des dépenses importantes. Il vise à rassembler des renseignements plus approfondis que le questionnaire abrégé et touche le détail des dépenses par type d'actif, la valeur brute des actifs, les motifs d'aliénation, les frais d'intérêt capitalisés, le nombre de robots et les contrats de location selon le genre de bien (voir l'enquête 2803).

Les questionnaires spécialisés concernent le secteur minier et celui du pétrole et du gaz naturel. Les questionnaires de projets nouveaux sont destinés aux nouveaux établissements qui ne font pas encore partie de la base de sondage parce qu'ils ne produisent pas ou sont classés comme des cas aberrants.

Outre le sondage des établissements, la série des dépenses en immobilisations repose aussi sur des modes de cueillette particuliers. En effet, certains répondants opérant au Canada sont dans l'impossibilité de fournir une ventilation provinciale de leurs dépenses pour les périodes en cause. On utilise alors un rapport consolidé. La répartition entre les provinces est calculée à partir de ce rapport selon les caractéristiques pertinentes. Il peut aussi arriver que le nombre de sites administrés par l'établissement soit trop élevé pour un sondage classique. Dans ce cas, pour simplifier la déclaration, on fait appel, pour la collecte des données, à une entité appelée établissement provincial. Cependant, les sites représentés par l'établissement provincial doivent tous faire partie de la même industrie.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses pour l'exercice financier de douze mois dont le dernier jour se situe entre le 1<sup>er</sup> avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

## Données non enquêtées

Bien que la série des dépenses en immobilisations fournisse une estimation des dépenses attribuables à chaque division de la SCIAN, toutes ne sont pas enquêtées. Lorsqu'elles ne le sont pas, l'estimation des dépenses est fondée sur les indices de production, de consommation et de coûts associés au secteur en cause.

La valeur des dépenses en immobilisations du secteur de la **pêche** (division B), pour toutes les périodes d'enquête, est fondée sur la modélisation statistique des données obtenues du ministère des Pêches et Océans du Canada



et de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada. Toutefois, les groupes industriels 032 et 033, soit les services relatifs à la pêche et le piégeage respectivement, ne sont pas couverts par ces sources et ne font pas l'objet d'estimations dans la série des dépenses en immobilisations.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations dans le secteur de la **construction** (division F), pour toutes les périodes d'enquête, se base sur la tendance observée dans le domaine du bâtiment pour l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur des mises en chantier, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans les secteurs non résidentiels, constitue un indice fiable de la demande dans le domaine du bâtiment, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Cependant, le grand groupe 44, soit les services relatifs à la construction, n'est pas visé par l'enquête sur les dépenses en immobilisations et ne fait pas partie des estimations de la série.

Finalement, les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures qui seront remises aux municipalités une fois achevées est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

## Mode de collecte des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la collecte des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement et du stock de capital. La Division de l'agriculture recueille des données sur les dépenses réelles et réelles préliminaires en immobilisations à l'aide de l'Enquête financière sur les fermes et de l'Enquête sur les cultures. La Division des institutions publiques accélère le processus en fournissant les données de son Enquête sur les dépenses en immobilisations des administrations locales, tandis que la Division de l'industrie apporte des données sur les petites entreprises en se fondant sur son Enquête sur les dépenses nettes de l'industrie pétrolière et gazière. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement et du stock de capital).

De plus, la série des dépenses en immobilisations comprend des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, les données rassemblées par chaque coordonnateur statistique provincial ou territorial dans le domaine de l'enseignement (écoles provinciales et territoriales), de la santé et de l'administration publique sont incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis à l'échelle provinciale par les ministères provinciaux de l'énergie, des mines et des richesses naturelles de Terre-Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Québec et du Manitoba.

## Périodes d'enquête

Les deux périodes d'enquête sont organisées de telle sorte qu'on recueille trois ensembles de données annuelles ayant trait aux perspectives, aux données réelles préliminaires et aux données réelles relativement aux dépenses en immobilisations et en réparations pour toutes les branches de l'économie (voir tableau explicatif 1).



## Tableau explicatif 1

## Collecte des données pour la série des dépenses en immobilisations

Données	Période de collecte	Date de publication
Perspectives (A 1)	Novembre (A-1) à février (A) <sup>11</sup>	Février
Réelles préliminaires (A 1-1)	Novembre (A-1) à février (A) <sup>11</sup>	Février
Réelles (A 1-2)	Mars (A-1) à octobre (A-1) <sup>11</sup>	Février

1. A = année civile courante.

# Assurance de la qualité

---

## Suivi des questionnaires non retournés

Les mesures de suivi sont le plus souvent motivées par un faible taux de réponse dans un secteur ou dans une province ou un territoire en particulier. Pour commencer, on envoie un rappel général par la poste à toutes les unités n'ayant pas encore répondu. Si la situation ne se règle pas, on téléphone aux établissements faisant partie des secteurs les plus lacunaires pour les inciter à retourner le questionnaire rempli. Le fait d'intervenir activement auprès des établissements enquêtés qui ne répondent pas accroît le taux de réponse et permet ainsi d'obtenir des résultats plus précis pour l'estimation de la partie non enquêtée de la base de sondage (voir « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie »).

## Vérification

Lorsque les questionnaires remplis sont reçus, le processus d'assurance de la qualité se poursuit par la vérification statistique des données, qui consiste à scruter les données pour détecter les incohérences internes et les anomalies par rapport aux autres enquêtes ou aux autres années.

La vérification des additions sert à repérer les chiffres indiqués en unités plutôt qu'en milliers, les pourcentages dont la somme n'arrive pas à 100% et les totaux inexacts. La vérification des différences consiste à évaluer la vraisemblance des dépenses déclarées en les comparant avec les dépenses indiquées lors des enquêtes antérieures de la même année et d'une autre année. Pour l'enquête sur les données réelles auprès des répondants qui reçoivent le questionnaire long, la vérification du détail des biens permet de découvrir les établissements qui présentent des renseignements sur les biens d'une manière qui ne concorde pas avec les déclarations des questionnaires antérieurs ou avec les réalités communes dans l'industrie. Ces vérifications permettent d'identifier les données pour confirmation selon des seuils fixés après évaluation de la portion couverte par l'enquête par rapport à l'industrie et selon l'emplacement géographique. De plus, des données sur les grands projets et sur les projets nouveaux sont recueillies dans les journaux, dans les revues spécialisées et dans les rapports d'industrie. Ces renseignements sont confrontés aux données déclarées et toute incohérence est identifiée pour confirmation.

Lorsque les données d'un établissement ont été identifiées à l'étape de la vérification, on consulte les autres données du questionnaire pour éclaircir le cas. Par exemple, une section du questionnaire demande au répondant d'indiquer les motifs des changements dans ses dépenses en immobilisations. Toutefois, si l'incohérence ne peut être expliquée à partir du questionnaire ni par d'autres renseignements portant sur l'industrie, on appelle directement l'établissement pour demander une confirmation. Les données sont alors mises à jour, soit par une correction, soit par une explication.

D'autres vérifications des microdonnées peuvent être effectuées pour les valeurs comptables brutes ou l'utilisation de la capacité. On fait une vérification des valeurs comptables brutes lorsque la valeur déclarée des immobilisations d'un établissement n'égale pas la valeur comptable brute déclarée antérieurement plus les investissements courants en immobilisations nouvelles déduction faite des aliénations. Dans un cas de ce genre, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les données. La vérification de l'utilisation de la capacité consiste à repérer tous les établissements manufacturiers et miniers qui fonctionnent à une capacité inférieure aux perspectives. Si les déclarations antérieures présentent des différences considérables par rapport aux données du questionnaire examiné, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les chiffres.

## Évaluation des macrodonnées

L'exercice d'estimation (voir « Estimation ») permet d'obtenir un ensemble complet de données pour les parties enquêtées et non enquêtées de l'univers (base de sondage), donc il est possible de commencer l'analyse des tendances des divers secteurs. On commence par une évaluation des changements annuels (ou en pourcentage) dans chaque industrie pour repérer les provinces et territoires comportant des industries ou des sous-industries qui présentent une activité inhabituelle. Ce genre d'analyse met aussi en relief les industries qui ont le plus de poids dans les totaux canadiens.

La macroanalyse se poursuit par l'ajout des facteurs pouvant avoir un effet sur les dépenses dans une province ou dans une industrie en particulier. Ces renseignements supplémentaires peuvent prendre la forme d'indices économiques comme le PIB, la productivité, l'utilisation de la capacité, les bénéfices ou l'innovation technologique. D'autres facteurs peuvent influencer sur les dépenses, par exemple les politiques gouvernementales (politique fiscale, politique monétaire, subventions) ou les données propres à une industrie comme le nombre de mètres forés, l'import-export et les permis de construction. Sans établir un lien de cause à effet, cette analyse vise à mettre en rapport les informations ayant directement et indirectement trait à l'industrie avec les tendances récentes en matière de dépenses d'immobilisations. À la suite de cet exercice, les industries qui présentent une activité exceptionnelle sont soumises à des évaluations de microdonnées plus poussées en vue d'expliquer les différences importantes entre les années.

# Méthodologie

## Introduction

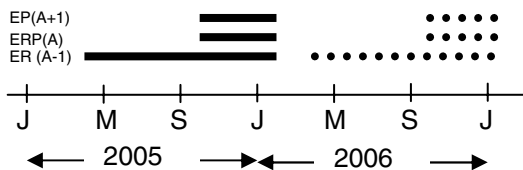
L'enquête sur les dépenses en immobilisations (EDI) produit des données sur les investissements qui se font au Canada et dans tous les types d'industries canadiennes. Ces données sont recueillies deux fois par année, à deux moments bien précis. Ceci permet d'avoir un suivi sur les perspectives et les réalisations en termes d'investissements et ce, sur une base annuelle. On a, par exemple, pour l'année financière A, trois sources de données : l'enquête sur les perspectives (EP) dont le questionnaire est envoyé au mois d'octobre de l'année A-1 et l'enquête sur les données réelles provisoires (ERP) dont le questionnaire est envoyé au mois d'octobre de l'année A et finalement, l'enquête sur les données réelles (ER) dont le questionnaire est envoyé au mois de mars de l'année A+1. Si les données des trois enquêtes sont recueillies à deux moments précis, c'est tout simplement parce que les questionnaires de l'EP et de l'ERP sont combinés dans un même questionnaire et du fait même, les données récoltées en même temps.

La Division des investissements et stocks de capitaux (DISC) produit annuellement une publication qui regroupe les résultats des enquêtes susmentionnées. En février de l'année A, on publie les résultats des enquêtes EP(année A), ERP(A-1) et ER(A-2).

L'échantillon pour l'année de référence A est tiré au mois de novembre de l'année A-1 et couvre les enquêtes : EP(A+1), ERP(A) et ER(A-1). On note ici qu'un même échantillon couvre trois années financières et, vice versa, qu'une même année financière est couverte par trois échantillons distincts. Voici un schéma mettant en lumière les différentes relations entre le tirage de l'échantillon, les enquêtes couvertes par celui-ci ainsi que la période entre l'envoi postal et la publication des estimations.

Figure 1

### Description des activités de l'enquête



Dans le schéma 1, les lignes pleines correspondent aux données reliées à l'échantillon 2005 et les lignes pointillées à celles de l'échantillon de l'année 2006. Les mois représentés sont janvier (J), mai (M) et septembre (S). Les envois postaux se font à la fin de mars ou à la mi-octobre alors que la publication sort en février.

Lors des enquêtes EP et ERP, les variables d'intérêt sont les capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction (CC) ainsi que les capitaux immobilisés pour de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement (CM). Lors de l'enquête ER, on ajoute les capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction (RC) et les capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la machinerie et à l'équipement (RM). De plus, lors de l'enquête ER, on produit des estimations plus détaillées pour les nouveaux capitaux. En effet, des estimations par type d'actifs sont également disponibles dans la publication **Dépenses en immobilisations par type d'actif**, n° 61-223-X au catalogue.

## Méthodologie par secteur industriel

Comme dans toute enquête qui couvre plusieurs secteurs industriels, la méthodologie de l'EDI diffère d'un secteur à un autre et devient par conséquent très fastidieuse à expliquer à l'intérieur d'une même section. Voici comment se scinde la méthodologie pour les différents secteurs industriels selon le Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Secteur 11, sous-secteurs 111 et 112 (Industrie de la production animale et agricole):

- L'enquête est menée par la Division de l'agriculture (DA) qui ajoute les questions d'investissements à certaines de leurs enquêtes auprès des fermiers. Les données sont traitées par la DA et les estimations sont rapatriées dans la publication bi-annuelle. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteurs 11, sous-secteur 114 (Industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage) et secteur 23 (Industrie de la construction):

- Il n'y a pas d'enquête. Les données publiées sont basées sur des indicateurs économiques. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 91, sous-secteur 913 (Administrations locales):

- L'enquête est menée par la Division des institutions publiques (DIP) qui en profite pour demander la distribution des dépenses en investissements par fonction qui servira pour leur propre publication "Finance du secteur public". Les données sont cependant traitées par la DISC et sont habituellement dans le même format que la plupart des données recueillies par la DISC. Pour plus de détails quant à la méthodologie d'échantillonnage, consultez Pandher (1995). Notons que dans le cas du Québec, un arrangement spécial permet d'obtenir les valeurs d'investissements pour la province.

Secteurs 21, sous-secteurs 211 (Pétrole brut et gaz naturel) et 212 (Mines) et secteur 91, sous-secteurs 911, 912 et 914 (Gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et autochtones) :

- Un échantillon suivant une méthodologie complètement basée sur un modèle a été préservé. Le traitement est le même que pour le reste de l'échantillon à quelques exceptions près. Pour plus de détails, consultez Lacroix (1991).

Secteur 21, industrie canadienne 213119 (Services reliés aux mines), secteur 55, industrie canadienne 551114 (Bureaux-chefs) et secteur 81 sous-secteur 814 (Ménages privés):

- Il n'y a pas d'enquête ni aucune estimation pour cet échantillon.

Autres secteurs industriels:

- On utilise la méthodologie décrite dans cette section, en particulier une méthode d'estimation assistée d'un modèle.

Les sections suivantes discutent donc principalement de la méthodologie utilisée pour l'échantillonnage du point 6 (autres secteurs), ainsi que pour la calendrialisation, l'imputation et l'estimation des points 4 (secteurs 21 et 91) et 6. L'information concernant la méthodologie des secteurs industriels autres que ceux décrits au point 6, est disponible dans les documents de référence cités.

## Base de sondage

La base de sondage est principalement formée du Registre des entreprises (RE) développé à Statistique Canada. La Division du registre des entreprises (DRE) est chargée d'en faire l'entretien et la mise à jour. Le registre est utilisé

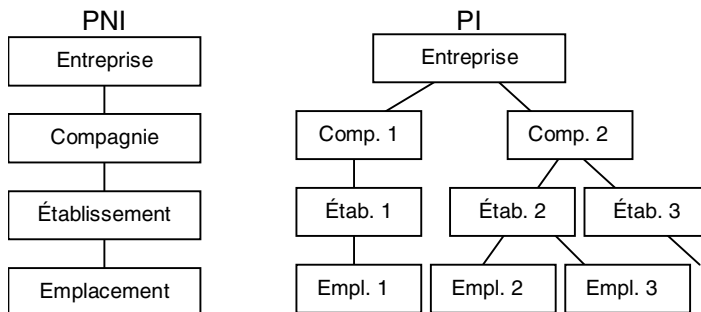
par un grand nombre d'enquêtes qui ne manquent pas de lui retourner de la rétroaction pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises soient incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On retrouve sur le RE les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : Entreprise - Compagnie - Établissement - Emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune avoir plusieurs établissements qui peuvent à leur tour avoir plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible pour chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, on doit pouvoir fournir au RE les salaires et taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Dans le cas des unités formant la portion non-intégrée (PNI) du RE, la structure statistique est linéaire : une entreprise est reliée à une seule compagnie, à un seul établissement et à un seul emplacement. Dans la portion intégrée (PI), la structure peut être linéaire mais est généralement plus complexe. Le schéma 2 illustre les deux structures.

Figure 2

### Structures statistiques



Dans le cadre de l'EDI, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, celle-ci correspondant le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données d'investissements. Pour plus de détails concernant le RE, consultez Cuthill (1996).

Lorsque l'on tire l'échantillon au mois de novembre, on prend une nouvelle « image » du RE. Avec l'avènement de l'enquête unifiée sur les entreprises, le RE a amélioré sa couverture et cette « image » s'en trouve d'autant plus complète et à jour. L'enquête sur les dépenses en immobilisations fait partie de l'enquête unifiée et se sert de cette nouvelle image pour procéder à l'échantillonnage.

Puisque les questionnaires sont envoyés au mois de mars et au mois d'octobre suivants, et étant donné la nature dynamique des entreprises, il est certain que de nouveaux projets se mettront en branle après la sélection originale de l'échantillon. Pour être certain que d'importants investissements ne soient pas « oubliés », on ajoute des unités à l'échantillon, même après le premier envoi postal, lorsque le projet est jugé assez important. Ces « nouveaux projets » comme nous les appelons, sont trouvés grâce à la lecture de journaux, de rapports de compagnie ou encore grâce aux listes de permis de construction. Ils sont échantillonnés avec certitude et nous permettent d'éviter de sous-estimer grossièrement la valeur des investissements des industries où on les retrouve.

Il est à noter que certaines unités qu'on tient à mettre dans l'échantillon, tels que les nouveaux projets, ont une information incomplète. Le revenu, qui est connu pour toutes les unités de la base, peut être inconnu pour ces unités. Comme le revenu est utilisé au cours de différents processus (imputation, estimation, etc.), ces unités sont regroupées afin de les traiter séparément lors de l'exécution.

## Regroupement

Avant de procéder à l'échantillonnage, toutes les unités dans le secteur privé qui ne faisaient pas partie des industries minières et manufacturières ont été regroupées selon la méthode suivante. Tous les établissements opérant dans la même province, dans le même secteur industriel codé à six chiffres et sous la même entreprise ont été regroupés en un seul super-établissement. Le revenu du super-établissement est la somme de tous les revenus des établissements qui le composent et le reste de l'information est tiré de la tête du regroupement, soit le bureau-chef si c'est possible ou, sinon, l'établissement avec le plus grand revenu. Pour le secteur public, toutes les unités font partie de l'échantillon.

Une fois le nouvel univers construit avec les nouveaux super-établissements, toutes les unités qui ont un revenu inférieur à une certaine limite sont éliminées de la base à moins qu'elles ne correspondent à des bureaux-chefs ou à des laboratoires, dans quels cas, les unités sont choisies avec certitude. Cette procédure est mise en place pour éviter de "perdre" ces unités qui ne génèrent pratiquement aucun revenu, mais qui pourraient être l'objet d'investissements substantiels.

La limite inférieure déterminant les unités non-observées est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000\$ à 850 000\$ dépendamment de la taille des unités qui composent l'industrie et la province. En gros, la limite est calculée de telle sorte qu'un maximum de 10% du revenu total du secteur industriel et provincial est exclu de l'échantillonnage. Ceci permet d'alléger le fardeau des répondants de petite taille et répond ainsi aux lignes directrices du bureau. La portion non couverte est estimée en utilisant des données administratives lorsque disponibles (se référer la la section « Estimation » pour plus de détails).

Lorsque tous les regroupements ont été effectués et que les petites unités ont été éliminées, la population observée est prête à être stratifiée.

## Échantillonnage

L'échantillonnage se divise selon les trois parties traditionnelles : la stratification, la répartition et la sélection. Celles-ci sont décrites dans le texte qui suit.

### Stratification

On a tout d'abord stratifié selon le lieu géographique, la classification industrielle et également en fonction du pays d'origine du contrôle afin de tenir compte de nouveaux besoins. La division géographique se fait selon les 13 provinces et territoires, sans autre raffinement (aucune stratification infra-provinciale). Neuf pays d'origine du contrôle ont été considérés dans la stratification cette année : Canada, Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Suède, Italie, et Pays-Bas. Les autres pays ont été regroupés. Pour ce qui est de la stratification industrielle, le SCIAN de 1997 est utilisé selon le niveau requis pour les estimations. Si par exemple, pour une certaine industrie, le niveau le plus désagrégé publié correspond au SCIAN à 3 chiffres, ce sera le niveau de stratification. Notons que pour le reste de la section, le SCIAN à 6 chiffres sera abrégé par SCIAN-6, le SCIAN à 5 chiffres par SCIAN-5, etc...

Le tableau explicatif 1 indique, par industrie, quels sont les niveaux de publication possibles les plus désagrégés pour les estimations provinciales et canadiennes.

## Tableau explicatif 1

## Niveaux de publication les plus désagrégés

Code de SCIAN	Secteu industriel	Niveau de publication SCIAN
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3
21	Extraction minière, de pétrole et gaz	3 à 6
22	Services publics	4
31-33	Fabrication (SCIAN -3 316 et 323)	3 à 5
41	Commerce de gros	3 à 5
44-45	Commerce de détail	3
48-49	Transport et entreposage	3
51	Information et culture	3 à 4
52	Finance et assurances	3
53	Services immobiliers, de location et de location à bail	4 à 5
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	4
55	Gestion de sociétés et d'entreprises	2
56	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	3
61	Services d'enseignement	4
62	Soins de santé et assistance sociale	3
71	Arts, spectacles et loisirs	3
72	Hébergement et services de restauration	3
81	Autres services	3 à 4
91	Administrations publiques	3

Les niveaux de publication provinciaux correspondent aux secteurs industriels à l'exception de l'industrie de la fabrication où on publie au niveau SCIAN-3 pour quatre provinces : Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique.

## Répartition

Une fois la stratification initiale mise en place, on calcule le coefficient de variation (CV) (voir « Estimation » pour plus d'information sur les CV) à viser en utilisant la variable revenu de façon à atteindre le CV fixé pour le niveau de publication le plus désagrégé, dans notre cas, par province et différents niveaux industriels SCIAN tel que définis précédemment. Un exemple aide à mieux comprendre la situation.

Supposons qu'on veuille publier des estimations pour le secteur industriel 72 (Hébergement et services de restauration) pour lequel on publie au niveau SCIAN-3 pour le Canada et au niveau de l'industrie complète par province / territoire. On construit alors le tableau 2, où le nombre de provinces a été simplifié à 3 et le nombre de sous-secteurs (SS) SCIAN-3 pour l'industrie au complet est 2 (721 et 722).

## Tableau explicatif 2

## Croisements de publication pour le secteur 72

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	15%
SS722	...	...	...	15%
CV	15%	15%	15%	...

La stratification initiale correspond à chacune des cellules du tableau 2 et les marginales correspondent aux estimations qu'on désire publier. Si on désire, par exemple, publier des estimations avec un CV cible de 15%, on doit d'abord calculer le CV à viser pour chacune des cellules de telle sorte que les CV des marginales soient respectés.



Avant de pouvoir calculer le CV nécessaire au niveau des cellules pour atteindre le CV fixé au niveau des marginales, on doit d'abord ajuster ces CV marginaux. En effet, on ne peut obtenir des CV de 15% dans les deux directions, car lorsque l'on fixe la variance dans une direction pour obtenir le CV visé, on fixe automatiquement la variance (donc le CV) pour l'autre direction et on « subit » le CV résultant. Sachant que les CV des deux directions ne peuvent être simultanément égaux au CV visé (à moins d'un hasard), nous avons choisi de minimiser la distance des CV des marginales au CV cible. On obtient donc, dans une direction, un CV résultant supérieur au CV cible et dans l'autre, un CV inférieur à ce même CV. Ceci est fait en minimisant la distance entre les CV résultants et le CV cible sous la contrainte d'avoir des variances égales dans les deux directions. D'une façon mathématique :

$$\text{Minimiser } (CV^C - CV^A)^2 + (CV^C - CV^B)^2$$

sous la contrainte  $V^A = V^B$

où  $CV^A$  et  $CV^B$  représentent les CV atteignables dans les deux directions,  $CV^C$  représente le CV cible et  $V^A$  et  $V^B$  représentent les variances dans les deux directions.

Appelons le CV résultant le nouveau CV cible. Dans l'exemple précédent, on pourrait se retrouver avec de nouveaux CV cibles comme dans le tableau 3.

**Tableau explicatif 3**

**Nouveau CV cibles (les plus près du CV visé)**

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	11%
SS722	...	...	...	11%
CV	18%	18%	18%	...

Pour atteindre le nouveau CV cible, on doit calculer ce que devraient être les CV visés pour chacune des strates initiales en utilisant l'algorithme itératif du quotient tel que décrit dans Latouche (1988).

En utilisant à nouveau les lettres A et B pour désigner les deux directions (A la direction géographique et B la direction industrielle par exemple), on recalcule les CV des cellules jusqu'à ce que la combinaison des CV sur une même ligne ou une même colonne soit assez près du CV cible de la marginale correspondante.

$$CV_r^B(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{.j})\hat{Y}_{.j}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

$$CV_r^A(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{i.})\hat{Y}_{i.}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

où

- r désigne l'itération courante,
- r-1 désigne l'itération précédente,
- i. désigne la marginale dans la direction A,
- .j désigne la marginale dans la direction B,
- ij désigne un croisement des directions A et B et
- Y correspond au total de la variable revenu pour un groupement donné.

L'algorithme s'arrête lorsque le critère de convergence (0,1%) est rencontré ou après un maximum de 10 itérations. Notons ici que l'algorithme converge très rapidement et on atteint presque à coup sûr le CV visé au niveau des marginales. Le tableau 4 illustre le résultat du procédé itératif.

## Tableau explicatif 4

## CV des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20%	23%	24%	11%
SS722	17%	20%	21%	11%
CV	18%	18%	18%	...

Maintenant que le CV est fixé pour chacune des strates initiales (celles-ci correspondent aux cellules du tableau précédent), on peut les stratifier en deux strates de taille : grande taille où l'échantillonnage se fait avec certitude et petite taille où l'échantillonnage se fait selon une probabilité de sélection permettant d'atteindre le nouveau CV cible. La méthode préconisée pour séparer les cellules en deux est celle d'Hidiroglou (1986) qui a le mérite de minimiser la taille échantillonnale tout en atteignant le CV cible. La technique est simple : on part de l'équation qui donne le CV de la strate initiale

$$CV(\hat{Y})^2 = \frac{(N-t) * (N-n(t))}{(n(t)-t)} \frac{S_{(N-t)}^2}{\hat{Y}^2}$$

- où
- N désigne la taille de la population,
  - n(t) désigne le nombre total d'unités à échantillonner,
  - t désigne le nombre total d'unités dans la strate à tirage complet,
  - $S^2(n-t)$  désigne la variance dans la strate à tirage partiel et
  - Y correspond au total de la variable revenu pour la strate.

On peut la réécrire de façon à isoler n(t), le nombre total d'unités à échantillonner en fonction de t, le nombre d'unités échantillonnées avec certitude:

$$n(t) = t + \frac{(N-t)^2 S_{(N-t)}^2}{CV^2 \hat{Y}^2 + (N-t) S_{(N-t)}^2}$$

Il s'agit alors de bien comprendre la fonction pour trouver son point minimum. Celui-ci peut être atteint selon un processus itératif qui calcule, après avoir convergé, les deux paramètres suivants : la borne qui sépare la strate initiale en deux strates finales ainsi que la taille échantillonnale de chacune des strates. On aura t unités dans la strate à tirage complet et n(t) - t unités à tirer dans la strate à tirage partiel. On aura ainsi tiré le nombre minimal d'unités pour atteindre le CV cible fixé.

Il est fort probable qu'on n'obtienne pas exactement le CV cible au niveau des cellules. Le CV atteint est habituellement près, mais peut être pour certaines cellules jusqu'à 2% au-dessus du CV cible. Ceci a pour effet de changer légèrement les CV visés au niveau des marginales. Le tableau 5 reprend les résultats du tableau 4 après l'application de l'algorithme d'Hidiroglou.

**Tableau explicatif 5****CV final des cellules après itérations**

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20,1%	22,8%	24%	10,8%
SS722	17,2%	21,5%	20,4%	11,7%
CV	18,1%	18,9%	17,8%	...

Lorsque cette étape est complétée, on peut alors procéder à la sélection proprement dite de l'échantillon.

**Sélection**

Pour les strates à tirage partiel, la sélection se fait selon un processus aléatoire simple sous les contraintes d'un chevauchement minimum avec l'échantillon de l'enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) (Pour plus de détails sur cette enquête, se référer à Simard et al (2001)), d'une fraction de sondage minimale de 1% et d'un minimum de 3 unités échantillonnées par strate. Dans les strates à tirage complet, toutes les unités sont échantillonnées avec certitude.

**Vérification des données**

Une fois l'échantillon tiré, un questionnaire est envoyé par la poste invitant le répondant à le retourner dûment rempli. Les unités n'ayant pas répondu font l'objet d'un suivi postal et téléphonique pour s'assurer d'obtenir leurs investissements. Un effort spécial est fait pour les unités faisant partie de strates à tirage complet.

Une fois les données saisies, certaines vérifications sont faites pour chaque établissement. Entre autres, plusieurs règles de cohérence sont en place permettant de s'assurer que si certains champs sont codés, tous ceux qui y sont reliés sont également codés. On peut par exemple, vérifier que la somme des parties égale le tout, que certaines cellules sont bien remplies, etc...

Certaines vérifications ont trait directement aux données d'investissement. Par exemple, si des données historiques sont disponibles, certaines règles de tolérance sont appliquées.

Lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible, tous les répondants présentant des investissements de 10 000 000\$ et plus font l'objet de vérifications approfondies. Notons que ces règles sont sujettes à changements.

Finalement, un grand nombre de règles de vérification de nature qualitative (et non quantitative) sont aussi en place. Pour plus de détails sur les règles de vérification, consulter Corneau (1995).

**Calendrialisation**

Une fois la collecte effectuée et les données vérifiées, on procède à la calendrialisation des données. Ce processus permet d'obtenir des données pour la période de janvier à décembre de l'année de référence dans les cas où le répondant fournit ses données sur une autre base. En effet, pour diminuer le fardeau de réponse du répondant, on accepte qu'il fournisse ses données sur la base de sa période fiscale. Pour une année donnée, sa période fiscale doit se terminer entre le 1er janvier de l'année visée et le 31 mars suivant l'année visée.

Pour éviter de produire des estimations se rapportant à plusieurs périodes fiscales différentes, on a recours à la calendrialisation. Le principe directeur est assez simple : tout d'abord "briser" les données annuelles en données mensuelles, extrapoler si nécessaire puis sommer les mois qui composent l'année d'intérêt pour ainsi obtenir les données calendrialisées du répondant.

La méthode développée par Cholette (1984) est utilisée pour "briser" les données de façon mensuelle et faire l'interpolation. La méthode s'apparente à la technique d'annualisation de données ("Benchmarking"). En gros, on peut résumer l'algorithme comme suit:

On cherche à minimiser la fonction

$$O(x) = \sum_{m=2}^T ((x_m - x_{m-1}) - (z_m - z_{m-1}))^2$$

de telle sorte que la somme des valeurs mensuelles ( $x_m$ ) sur la période fiscale soit égale à la valeur rapportée par le répondant.

La série des  $z_m$  correspond à l'information auxiliaire connue pour le répondant comme possiblement son cycle ou sa tendance. Pour l'enquête, on n'utilise pas cette option et la série est tout simplement mise égale à une constante ce qui correspond tout simplement à minimiser le changement d'un mois à l'autre (tout en s'assurant de respecter le total fiscal).

Le nombre de mois disponibles (T) sur lequel on calcule la fonction à minimiser dépend de l'information historique que l'on détient sur le répondant. Cependant, étant donné qu'habituellement un répondant reçoit au moins deux questionnaires correspondant à deux années civiles distinctes, T devrait être au minimum égal à 24. Les périodes qui ne sont pas couvertes par les données fiscales (au début ou à la fin de la série) sont extrapolées par la dernière (ou la première) valeur mensuelle calculée. Le reste du traitement décrit peut donc être appliqué sur les données calendrialisées ou sur les données civiles des répondants.

## Détection de données aberrantes

Une fois les données transformées sur une base calendrier, on procède à la détection de données aberrantes. La détection peut se faire à quatre niveaux. On commence la détection au niveau le plus désagrégé. S'il n'y a pas au moins 25 unités à ce niveau, on passe au niveau suivant. Dans la définition de ces niveaux, jusqu'à trois variables peuvent être impliquées : le niveau industriel, la taille et la région géographique.

En ce qui a trait à la taille, il y a trois catégories : la strate à tirage complet avec revenu connu, la strate à tirage complet avec revenu inconnu et la strate à tirage partiel.

Quant à la région géographique, l'unité se retrouve soit dans les grosses provinces (Qc, Ont., Alb. et C.-B.), dans les provinces moyennes (N.-É., N.-B., Man. et Sask.) ou dans les petites provinces (I.-P.-É., Yn, T.N.-O., Nt et T.-N.-L.).

Les quatre niveaux de détection sont :

- Niveau 1 : SCIAN-3 \* Taille \* Qc, Ont., Alb., C.-B., petites et moyennes provinces (séparées)
- Niveau 2 : SCIAN-3 \* Taille \* grosses provinces et petites et moyennes provinces (ensemble)
- Niveau 3 : SCIAN-3 \* Taille \* Canada
- Niveau 4 : Secteur \* Canada

Lorsque dans une industrie, on publie au niveau du secteur, on commence la détection au niveau le plus agrégé, soit le niveau 4.

De plus, la détection des valeurs aberrantes se fait avant et après imputation. La détection suite à l'imputation se fait avec les données imputées et permet ainsi de détecter les données imputées aberrantes.

La méthode d'Hidiroglou-Berthelot (1986) est utilisée pour les détecter. L'établissement "i" est considéré aberrant si une des deux relations est vérifiée:

$$Y_i < M - C \cdot DQ_1$$

$$Y_i > M + C \cdot DQ_3$$

où  $DQ_1 = \text{Max}(M - Q_1, |A \cdot M|)$ ,

$DQ_3 = \text{Max}(Q_3 - M, |A \cdot M|)$ ,

M est la médiane (c'est à dire le point où exactement 50% des établissements se trouvent de part et d'autres),

$Q_1$  est le premier quartile (25% des établissements sont plus petits et 75% sont plus grands),

$Q_3$  est le troisième quartile (75% des établissements sont plus petits et 25% sont plus grands),

A et C prennent respectivement les valeurs : 0,5 et 20.

Les données aberrantes sont détectées selon quatre valeurs de  $y_i$  (huit dans le cas de l'ER). La première correspond au ratio de CC calendrialisé sur le revenu (invest. prend la valeur de CC dans l'équation de y) alors que la deuxième correspond au ratio de CM calendrialisé sur le revenu. Les troisième et quatrième valeurs utilisées sont simplement les mêmes ratios, en utilisant les valeurs fiscales (et non pas calendrialisées). Si un établissement est trouvé aberrant selon une ou l'autre de ces règles, il est automatiquement considéré aberrant (pour les deux variables d'investissement, calendrialisées et fiscales).

## Imputation

Les enregistrements trouvés aberrants ne sont pas imputés puisque les règles de cohérence ont été appliquées et que l'on considère valide l'investissement déclaré par le répondant. On ne fait qu'exclure ces enregistrements du calcul de moyenne lors de l'imputation des non-répondants. De plus, si certains des établissements trouvés aberrants font partie de strates à tirage partiel, alors ils sont promus dans la strate à tirage complet avec revenu connu et la probabilité de sélection des unités résiduelles est recalculée.

Pour les enregistrements à imputer, trois méthodes d'imputation sont utilisées pour procéder à l'évaluation des données manquantes. Il n'existe pas d'imputation partielle : les deux variables d'intérêts, CC et CM (on ajoute RC et RM dans le cas de l'ER) sont disponibles ou manquantes pour chacun des établissements. Les trois méthodes permettent donc d'imputer parallèlement toutes les variables. La première méthode est tout simplement la substitution par valeur historique. Pour les enquêtes suivantes : données réelles provisoires (ERP) et données réelles (ER), on utilise la valeur historique, en autant que celle-ci couvre la même année de référence :

$$Y_{its} = Y_{it(s-1)}$$

où t correspond à l'année de référence, s correspond à l'enquête courante, s-1 à l'enquête la plus récente pour laquelle des données ont été rapportées et y à une des variables d'investissements (CC ou CM).

Dans le cas de l'enquête sur les perspectives (EP), comme il s'agit de la première enquête pour une année de référence et donc qu'aucune donnée historique n'est disponible pour cette même année, on utilisera l'information historique de l'année précédente :

$$Y_{its} = Y_{i(t-1)(s-1)}$$

Où t-1 correspond à l'année de référence précédente.

Notons que cette dernière imputation est aussi utilisée pour les variables RC et RM puisque celles-ci sont requises seulement pour l'enquête sur les données réelles et donc, aucune valeur historique n'est disponible pour la même année de référence.

Dans les deux cas, l'imputation est faite (là où elle est possible) avant de procéder à la calendrialisation. Ainsi les données imputées historiquement à partir de données pouvant provenir d'une période autre que l'année calendrier sont également calendrialisées.

Si aucune donnée historique n'est disponible pour une unité, on impute en utilisant la méthode du quotient des valeurs courantes :

$$y_{it} = \frac{\bar{y}_t}{\bar{x}_t} x_{it}$$

où x correspond au revenu.

Finalement, pour les unités sans valeur historique et dont le revenu n'est pas connu, on utilise l'imputation par la moyenne des valeurs courantes :

$$y_{it} = \bar{y}_t$$

Un facteur important lors du calcul de la valeur imputée est le niveau auquel se fait l'imputation. En effet, l'imputation a lieu si le groupe d'imputation comprend au moins 10 établissements dont le questionnaire est complet et que ceux-ci représentent au moins 25% des unités du groupe.

### Groupes d'imputation

Le groupe d'imputation initial correspond à la strate utilisée pour l'échantillonnage une fois mise à jour avec les nouvelles données recueillies. Si l'une ou l'autre des contraintes précédentes (10 unités, 25% des unités) n'est pas satisfaite, on passe à un groupe d'imputation plus agrégé se situant dans le même groupe industriel et dans le même groupe de taille mais où toutes les provinces sont combinées. Comme dans la détection des valeurs aberrantes, les tailles possibles sont strate à tirage complet avec revenu connu, strate à tirage complet avec revenu inconnu et strate à tirage partiel.

Si encore une fois les contraintes ne sont pas satisfaites, on regroupe les industries. On combine par exemple tous les SCIAN-6 d'un même SCIAN-5. On demeure au niveau canadien et à l'intérieur du même groupe de taille. Le niveau le plus agrégé qu'on peut atteindre correspond aux groupements de tous les SCIAN-3 d'un même secteur, au niveau canadien, pour un groupe de taille où au dernier niveau les tailles strate à tirage complet « avec revenu connu » et « inconnu » sont regroupées. Deux exemples permettront de mieux comprendre.

Si un établissement de l'industrie minière canadienne 212114 en Ontario faisant partie du groupe à tirage partiel est à imputer, on a la séquence suivante:

212114 - Ontario - strate à tirage partiel

212114 - Canada - strate à tirage partiel

21211 - Canada - strate à tirage partiel

2121 - Canada - strate à tirage partiel

212 - Canada - strate à tirage partiel

Secteur de l'extraction minière, de pétrole et gaz - Canada - strate à tirage partiel

Si un établissement du secteur 55 (Gestion de sociétés et d'entreprises) au Québec faisant partie du groupe à tirage complet avec revenu inconnu est à imputer, on a la séquence suivante :

Sector 55-Québec - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Sector 55-Canada - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Sector 55-Canada - strate à tirage complet (revenu connu et inconnu)

Notons aussi qu'un enregistrement imputé à un niveau désagrégé peut servir dans le calcul des moyennes lors de l'imputation d'un autre enregistrement à un niveau plus agrégé. Par exemple, si on réussit à imputer tous les enregistrements de l'Alberta au premier niveau d'imputation et qu'on doit passer au niveau suivant pour les enregistrements du Nouveau-Brunswick, ceux-ci seront imputés au niveau canadien et les enregistrements imputés de l'Alberta seront utilisés dans le calcul des moyennes au niveau canadien.

Une fois les valeurs manquantes des établissements imputées, on peut passer à l'étape d'estimation.

## Estimation

L'estimation se fait par la méthode du quotient avec le revenu comme variable de contrôle. Cette méthode assure que le poids final multiplié par le revenu de chaque unité de l'échantillon, respectera le total connu de la variable revenu pour la population complète du groupe. Les groupes utilisés correspondent cette fois-ci au plus bas niveau industriel publié, à l'intérieur d'un même groupe de taille, au niveau canadien. La différence avec la strate originale est le groupement au niveau canadien. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Pour un établissement dont la strate correspond au SCIAN-3 323 du secteur de la fabrication dans la Nouvelle-Écosse pour le groupe de strate à tirage partiel, on utilise le groupe d'estimation

323 - Canada - strate à tirage partiel

Lors de l'enquête, il est possible qu'un établissement soit reclassifié dans une nouvelle industrie ou dans une nouvelle province. On utilise cette nouvelle classification pour définir les domaines de publication et c'est cette classification qui déterminera où les investissements seront présents dans les tableaux finaux. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Si un établissement, échantillonné au Québec selon le SCIAN-3 411, est retrouvé en Ontario selon le SCIAN-3 444, il aura les caractéristiques suivantes :

strate : 411 - Québec

groupe pour calcul de données aberrantes : 444-Ontario

groupe d'imputation initial : 444 - Ontario

groupe d'estimation : 411 - Canada

domaine de publication : 444 - Ontario

Voici la formule de l'estimateur par le quotient utilisé

$$\hat{Y}_d = \sum_h \sum_{i \in s_h} \frac{N_h}{n_h} G_i y_i(d)$$

où pour chaque unité  $i$  d'un groupe  $g$ ,

$$G_i = \frac{\sum_{j \in P_g} x_j}{\sum_{j \in S_g} \frac{x_j}{p_j}} \text{ et } y_i(d) = \begin{cases} y_i & \text{si } i \in d \\ 0 & \text{si non} \end{cases}$$

où

- y est la variable d'intérêt (l'investissement),
- x est la variable auxiliaire (le revenu),
- h désigne la strate,
- g désigne le groupe d'estimation,
- d désigne le domaine de publication,
- n désigne la taille échantillonnale,
- N désigne la taille de la population
- s désigne l'échantillon,
- P désigne la population,
- G désigne le poids de contrôle ("G-weight") et
- p désigne la probabilité de sélection.

Notons que le calcul du poids-G est de telle sorte que le poids final est borné inférieurement à 1. Ainsi on évite que pour des raisons mathématiques les valeurs de certains répondants valent moins que les valeurs rapportées une fois pondérées.

### Estimation de la variance et calcul de CV

La variance est estimée à l'aide de la formule de linéarisation de Taylor dans le cas de l'estimateur par le quotient. Celle-ci est disponible dans Estevao (1991). En suivant la même notation que précédemment :



$$\hat{V}(\hat{Y}(d)) = \sum_h \frac{N_h - n_h}{n_h - 1} \frac{n_h}{N_h} \sum_{i \in \mathcal{S}_h} (u_{hi} - \bar{u}_h)^2$$

$$\text{où } u_{hi} = \frac{N_h}{n_h} G_i \left( y_i(d) - x_i * \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} y_i / p_i}{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} x_i / p_i} \right)$$

$$\text{et } \bar{u}_h = \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_h} u_{hi}}{n_h}$$

Le coefficient de variation (CV) est calculé à l'aide du quotient:

$$CV(\hat{Y}(d)) = \frac{\sqrt{\hat{V}(\hat{Y}(d))}}{\hat{Y}(d)}$$

### Ajustement de l'estimation pour la portion non observée

Lorsque disponibles, on se sert de données administratives pour la portion non observée par l'enquête.

Pour l'enquête sur les données réelles, des données administratives sont disponibles pour la même période de référence. Un modèle est utilisé afin de dériver les dépenses en immobilisations à partir des données administratives disponibles.

Pour les enquêtes sur les perspectives et les données réelles provisoires, aucune donnée administrative ne couvre les périodes de référence de ces enquêtes. La portion non enquêtée est alors estimée en utilisant la tendance de la portion enquêtée entre les données réelles et les perspectives et données provisoires qu'on applique à l'estimation de la portion non observée calculée pour l'enquête sur les données réelles.

L'estimation de la portion non observée contribue en moyenne à 2 % de l'estimation totale.

### Indicateur de qualité

Lors de la publication des estimations, une échelle permet de distinguer entre les différentes qualités de précision. Celle-ci combinent l'effet dû à l'échantillonnage (puisqu'on n'a pas effectuée de recensement) et le taux d'imputation (chaque imputation (autre qu'historique) ajoute à l'incertitude des résultats). L'échelle est reproduite au tableau 6.

## Tableau explicatif 6

## Interprétation de la cote de qualité

CV	Taux d'imputation			
	0,00 à 0,10	0,10 à 0,33	0,33 à 0,60	0,60 et plus
0,00 à 0,05	A	B	C	F
0,05 à 0,10	B	C	D	F
0,10 à 0,15	C	D	E	F
0,15 à 0,25	D	E	F	F
0,25 à 0,50	E	F	F	F
0,50 et plus	F	F	F	F

**Nota :** A Excellent; B Très bon; C Bon; D Acceptable; E À utiliser avec prudence; F Trop peu fiable pour être publié.

**À cause de considérations techniques, la cote de qualité ne sera pas disponible pour cette publication.**

## Confidentialité

Certaines règles de confidentialité sont évidemment utilisées pour supprimer toute information qui pourrait mener à la divulgation des données fournies par un répondant. Ces règles permettent à Statistique Canada de respecter son mandat de non-divulgence d'information fournie par les répondants. Les règles elles-mêmes sont confidentielles et ne sont pas disponibles pour consultation.

## Erreur d'échantillonnage et non-due à l'échantillonnage

La différence entre l'estimation produite à partir de données échantillonnées et de données recensées est appelée erreur d'échantillonnage. Cette différence varie plus ou moins selon la taille de l'échantillon, la variabilité des dépenses, le plan de sondage et la méthode d'estimation. En général, un échantillon plus grand produit une erreur d'échantillonnage plus petite. Si la population est très hétérogène, une taille d'échantillon plus grande est requise pour produire une estimation fiable. L'erreur d'échantillonnage est mesurée par une quantité appelée écart-type. Cette quantité mesure la variabilité anticipée de l'estimation produite si on fait un échantillonnage répété des dépenses. La vraie valeur de l'écart-type est inconnue mais peut être estimée à partir de l'échantillon.

Une deuxième mesure de précision est le coefficient de variation (CV). Ce coefficient est simplement l'écart-type exprimé en pourcentage de la valeur de l'estimation. Il donne donc une mesure de précision relative et comparable entre différentes industries ou provinces. Notons qu'un plus petit CV indique une plus grande fiabilité de l'estimation. (Voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Mesures de la qualité »).

En plus de l'erreur d'échantillonnage, il existe des erreurs non-dues à l'échantillonnage sur lesquelles on tente de conserver un contrôle des plus stricts (voir la section « Erreur d'échantillonnage et non-due à l'échantillonnage »). Néanmoins, celles-ci existent toujours et ne sont pas comptabilisées lorsque l'on calcule le coefficient de variation et ne sont pas incluses dans cette mesure de précision. Certaines mesures telles que les taux de réponses, de couverture et d'imputation peuvent être utilisées comme indicateurs du niveau potentiel des erreurs non-liées à l'échantillonnage.

## Utilisateurs et utilisations

---

À Statistique Canada, la Division des comptes nationaux et de l'environnement de la Direction du système de comptabilité nationale se sert des données recueillies lors des enquêtes sur les dépenses en immobilisations pour appuyer les projections de formation brute de capital fixe au gouvernement et dans l'entreprise. Pour sa part, la Section de la richesse nationale et des stocks de capital de la Division de l'investissement et du stock de capital emploie la série sur les investissements pour estimer le stock de capital brut et net ainsi que l'amortissement pour dépréciation. Ces estimations de stock de capital sont ensuite utilisées dans les estimations de productivité. D'autres divisions de Statistique Canada emploient la série des investissements pour produire diverses statistiques, notamment la Division des mesures et de l'analyse des industries et la Division des entrées-sorties.

Dans le secteur public, l'ensemble des données sur les investissements sont utilisées par le ministère des Finances dans l'élaboration de la politique fiscale et dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces. La Banque du Canada se sert de la série des dépenses en immobilisations dans la formulation de sa politique monétaire tandis qu'Industrie, Sciences et Technologie Canada en fait usage pour élaborer sa politique industrielle régionale.

Dans le secteur privé, l'ensemble des données sur les investissements permettent à des établissements comme les banques à charte et les sociétés d'experts-conseils d'établir leurs politiques économiques. Les données sur les dépenses en immobilisations servent aussi à analyser la demande sur le marché, tandis que les perspectives d'investissements peuvent servir à prévoir la demande portant sur la main-d'oeuvre et les matériaux. En consolidant des totalisations, les fournisseurs de matériel et d'outillage peuvent connaître les parts de marché en évaluant les dépenses en immobilisations consacrées aux différents types de matériel et d'outillage dans chaque secteur.

Les ministères et organismes chargés des statistiques provinciales et territoriales emploient aussi la série des dépenses sous forme de microdonnées dans l'exécution de leur mandat. Conformément à l'article 11 de la *Loi sur la statistique*, les renseignements se rapportant aux diverses provinces sont communiqués respectivement à la Newfoundland and Labrador Statistics Agency, à l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick, au Bureau de la statistique du Québec, à l'Unité de la statistique du ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, au Bureau de la statistique du Manitoba, au Saskatchewan Bureau of Statistics, au British Columbia Central Statistics Bureau et au Nunavut Bureau of Statistics. Des données sont aussi transmises conformément à l'article 12 de la *Loi sur la statistique* au Department of Finance de l'Île-du-Prince-Édouard, à la Statistics and Research Services Branch du Department of Development de la Nouvelle-Écosse, à la Budget Planning and Economics Division de la Treasury Branch de l'Alberta, au Bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest et au Bureau de la statistique du Yukon.

Toujours dans le cadre d'ententes conclues en vertu de l'article 12, les ministères provinciaux suivants ont accès aux microdonnées portant sur les mines : le Department of Mines and Energy de Terre-Neuve et Labrador, le Department of Natural Resources de Nouvelle-Écosse, le ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, le ministère du Développement du Nord et des Mines de l'Ontario, le ministère de l'Énergie et des Mines du Manitoba et le Ministry of Energy, Mines and Petroleum Resources de la Colombie-Britannique. Les secteurs de la Politique minérale et de la Politique énergétique de Ressources naturelles Canada ont accès respectivement aux microdonnées portant sur l'industrie minière.

## Chronologie de la série des dépenses en immobilisations

---

En 1941, le Bureau fédéral de la statistique donne le coup d'envoi à la première véritable série sur les dépenses en immobilisations en recueillant, entre autres, des données sur les dépenses en immobilisations provenant de certains secteurs. Les premières perspectives d'investissements sont publiées à l'automne 1946 sous le titre **Dépenses d'immobilisation, de réparation et d'entretien des entreprises commerciales au Canada : perspectives 1946**.

En 1947, le champ de la série des dépenses en immobilisations s'élargit avec l'inclusion des biens d'investissement imputés aux dépenses d'exploitation. Cette nouveauté accroît la précision des données en permettant l'estimation des biens qui comptent dans le stock de capital du pays sans être immobilisés par les entreprises répondantes.

Depuis 1946, la portée de l'enquête sur les dépenses en immobilisations s'est accrue pour englober de nouvelles branches de l'économie. Les dépenses en immobilisations des sous-industries minières et manufacturières sont publiées dans **Statistique des investissements - Bulletin de service** (n° 61-007-X au catalogue) depuis 1975; pour les données sur l'énergie, la première parution remonte à 1976. Les données sur l'énergie publiées dans le numéro 2 du volume 2 de **Statistique des investissements - Bulletin de service** portaient sur l'année en cours et présentaient des estimations remontant à 1955.

En 1978 paraît le premier numéro de **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue), avec des estimations pour 1976 et 1977.

*Le Quotidien* (n° 11-001-X au catalogue), en 1980, remplace le *Bulletin de service* à titre de principal organe de diffusion des données sur les dépenses en immobilisations des secteurs des mines et de l'énergie. Les dépenses du secteur minier paraissent dans cette publication de 1980 à 1982.

Les données sur l'énergie sont greffées à **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue) en 1981. La publication des données portant sur les sous-industries manufacturières connaît un nouveau tournant en 1982 avec la parution de la série historique portant sur les années 1960 à 1967, pour 20 grands groupes et sous-industries, dans **Statistique des investissements - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-518-X au catalogue).

La définition de **dépenses en immobilisations**, en rapport avec l'exploration et la mise en valeur dans le secteur minier, est élargie en 1982 pour comprendre les frais de travaux physiques et de levés exécutés sur le terrain ainsi que les frais connexes tels que les frais de location à bail, les frais généraux et les frais d'administration passés en charges. **Statistique des investissements - Dépenses d'exploration, de mise en valeur, d'immobilisations et de réparations par les compagnies minières et d'exploration** (n° 61-216-X au catalogue), paraît pour la première fois en 1983.

En 1986, l'enquête sur les données réelles de 1985 s'élargit pour comprendre des renseignements détaillés sur les biens nouveaux, les biens usagés, les rénovations et les réfections des constructions, du matériel et de l'outillage. Cette nouvelle formule vise aussi d'autres objets, notamment les motifs d'aliénation, de vente ou de réduction des immobilisations, l'âge des biens, la durée de vie des biens, les motifs des dépenses et la valeur comptable brute. De plus, le matériel ou l'outillage non militaires sont maintenant imputés au ministère de la Défense.

La portée de la publication n° 61-216-X au catalogue commence en 1987 à englober des données détaillées provenant des secteurs du pétrole et du gaz naturel (remontant à 1985) ainsi que de l'énergie, qui étaient auparavant comprises dans la publication n° 61-214-X au catalogue.

Conformément aux exigences de la comptabilité nationale en matière de dépenses en immobilisations et à la tendance en faveur d'une simplification des opérations, Statistique Canada cesse en 1990 de recueillir et de publier des données sur les compagnies d'exploration non productrices. Ces données sont maintenant recensées par Ressources naturelles Canada.

En 1993, l'enquête adopta la Classification type des industries de 1980 et fusionna les publications nos 61-214-X et 61-216-X au catalogue dans **Investissements privés et publics au Canada**, (nos 61-205-X et 61-205-X au catalogue).

Les derniers changements commencent avec l'enquête les Perspectives révisées pour 1995 dont l'échantillon aléatoire fut presque entièrement sélectionné de la Base de données du registre central de la Division du Registre des entreprises.

En 1999, d'importants changements ont été apportés à l'enquête, et les données chronologiques ont été recalculées sur la même base depuis 1991, dans un souci de continuité. Il faut savoir que les données ont été recueillies et totalisées en fonction du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), ce qui accroît la comparabilité internationale des données économiques et présente des différences marquées par rapport à la Classification type des industries (CTI 1980) utilisée auparavant. De même, les données ont été établies en fonction de l'année civile et sont conformes au concept du Système de comptabilité nationale pour le capital.

Les données antérieures à 1956 existent sur papier seulement, mais les données historiques ultérieures peuvent être obtenues sur CANSIM ou à la Division de l'investissement et du stock de capital de Statistique Canada.

Depuis 2002, tous les chiffres du communiqué reflètent les changements apportés récemment à la série sur les machines et le matériel pour inclure dans les immobilisations toutes les dépenses en logiciels. Ce changement au concept utilisé pour les immobilisations est requis par le Système de comptabilité nationale.

Deux importantes améliorations ont été apportées aux données depuis 2003 dans le numéro d'**Investissements privés et publics au Canada**. Des estimations sont maintenant incluses pour tenir compte des éléments du capital imputés aux dépenses d'exploitation (ECIDE) et des estimations sont fournies, fondées sur des données administratives, des dépenses en immobilisations effectuées par les entreprises qui se situent au-dessous des actuels seuils d'inclusion dans l'enquête.

# Mesures de la qualité

Tableau explicatif 1

## Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles en 2004

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient <sup>1</sup> de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	96,8	1,3	1,9	36 944,3	0,5
Services publics	22	97,1	2,5	0,4	12 829,3	0,2
Fabrication	31-33	55,9	18,0	26,1	18 694,1	1,7
Commerce de gros	41	36,3	12,6	51,1	4 223,0	6,1
Commerce de détail	44-45	65,3	12,4	22,3	8 171,8	1,7
Transport et entreposage	48-49	69,0	9,9	21,1	10 020,5	2,8
Industries de l'information et culturelle	51	81,3	11,7	7,0	9 026,8	1,2
Finance et assurances	52	97,3	1,1	1,6	14 871,1	0,4
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	73,3	9,1	17,6	11 985,3	0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	26,1	30,7	43,2	3 325,2	3,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	0,3	-2,4	102,1	204,4	21,3
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	22,9	21,0	56,1	1 109,4	5,2
Services d'enseignement	61	94,7	2,7	2,6	6 335,2	1,1
Soins de santé et assistance sociale	62	79,6	12,0	8,4	5 506,3	1,8
Arts, spectacles et loisirs	71	68,9	10,4	20,7	1 650,0	1,5
Hébergement et services de restauration	72	8,1	3,8	88,1	2 359,7	7,6
Autres services, sauf les administrations publiques	81	23,2	1,6	75,2	1 579,0	6,3
Administrations publiques	91	69,2	16,6	14,2	20 250,1	1,0
<b>Enquêtées</b>	...	<b>78,7</b>	<b>8,3</b>	<b>13,0</b>	<b>168 871,6</b>	...
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	...	...	...	4 679,8	...
Construction	23	...	...	...	4 056,1	...
Logement	...	...	...	...	70 060,2	...
<b>Non enquêtées</b>	...	...	...	...	<b>78 796,1</b>	...
<b>Grand total</b>	...	...	...	...	<b>247 667,7</b>	<b>0,4</b>

1. Voir « Glossaire » à l'appendice I.

## Tableau explicatif 2

## Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles provisoires 2005

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient <sup>1</sup> de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	90,1	8,2	1,7	43 372,7	0,4
Services publics	22	94,4	5,4	0,2	13 686,5	0,1
Fabrication	31-33	54,6	15,3	30,1	19 949,2	2,3
Commerce de gros	41	45,4	14,1	40,5	4 391,6	3,6
Commerce de détail	44-45	58,6	14,1	27,3	7 198,2	2,7
Transport et entreposage	48-49	68,4	14,8	16,8	11 627,7	2,1
Industries de l'information et culturelle	51	73,3	20,7	6,0	9 313,7	0,6
Finance et assurances	52	97,4	0,9	1,7	15 120,1	0,4
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	67,0	11,5	21,5	12 486,3	2,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	28,4	24,8	46,8	3 445,0	4,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	-148,9	7,1	241,8	203,1	62,3
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	15,0	26,1	58,9	1 084,6	7,6
Services d'enseignement	61	94,4	3,4	2,2	6 580,1	0,4
Soins de santé et assistance sociale	62	75,6	16,8	7,6	5 737,4	0,7
Arts, spectacles et loisirs	71	74,3	10,0	15,7	1 709,5	2,2
Hébergement et services de restauration	72	22,4	10,9	66,7	2 245,3	5,5
Autres services, sauf les administrations publiques	81	27,0	7,3	65,7	1 442,3	8,6
Administrations publiques	91	71,9	16,2	11,9	22 764,8	0,5
<b>Enquêtées</b>	...	<b>76,6</b>	<b>11,0</b>	<b>12,4</b>	<b>182 357,9</b>	...
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	...	...	...	4 683,8	...
Construction	23	...	...	...	4 293,0	...
Logement	...	...	...	...	74 186,1	...
<b>Non enquêtées</b>	...	...	...	...	<b>83 162,8</b>	...
<b>Grand total</b>	...	...	...	...	<b>265 520,7</b>	<b>0,4</b>

1. Voir « Glossaire » à l'appendice I.

## Tableau explicatif 3

## Couverture de l'enquête sur les perspectives 2006

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient <sup>1</sup> de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	89,1	9,5	1,4	45 954,7	0,3
Services publics	22	93,6	6,2	0,2	17 486,4	0,1
Fabrication	31-33	50,1	17,7	32,2	20 636,4	5,8
Commerce de gros	41	52,9	15,1	32,0	4 763,9	2,7
Commerce de détail	44-45	65,9	12,8	21,3	8 183,9	1,6
Transport et entreposage	48-49	74,1	13,7	12,2	14 378,7	1,4
Industries de l'information et culturelle	51	70,4	23,9	5,7	9 704,6	0,7
Finance et assurances	52	97,9	1,3	0,8	16 434,7	0,2
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	67,5	16,3	16,2	13 032,5	0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	33,3	25,4	41,3	3 474,5	2,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	24,5	9,2	66,3	166,0	27,5
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	27,1	28,9	44,0	1 111,3	4,0
Services d'enseignement	61	94,4	4,1	1,5	6 700,7	0,3
Soins de santé et assistance sociale	62	74,7	18,9	6,4	6 000,2	0,8
Arts, spectacles et loisirs	71	61,8	26,9	11,3	1 662,7	1,1
Hébergement et services de restauration	72	27,0	17,2	55,8	2 340,4	5,3
Autres services, sauf les administrations publiques	81	36,0	11,1	52,9	1 441,2	4,9
Administrations publiques	91	64,7	22,8	12,5	24 101,1	0,7
<b>Enquêtées</b>	...	<b>76,0</b>	<b>13,2</b>	<b>10,8</b>	<b>197 390,9</b>	...
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	...	...	...	446,2	...
Construction	23	...	...	...	4 766,8	...
Logement	...	...	...	...	74 600,4	...
<b>Non enquêtées</b>	...	...	...	...	<b>79 813,5</b>	...
<b>Grand total</b>	...	...	...	...	<b>277 204,4</b>	<b>0,7</b>

1. Voir « Glossaire » à l'appendice I.



# Appendice I

---

## Glossaire

CC	Capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction
CM	Capitaux immobilisés pour de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement
CTI	Classification type des industries
CV	Coefficient de variation
DA	Division de l'agriculture
DIP	Division des institutions publiques
DISC	Division des investissements et stocks de capitaux
DRE	Division du registre des entreprises
EDI	Enquête sur les dépenses en immobilisations
EP	Enquête sur les perspectives
ER	Enquête sur les données réelles
ERP	Enquête sur les données réelles provisoires
PI	Portion intégrée
PNI	Portion non-intégrée
RC	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction
RE	Registre des entreprises
RM	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la machinerie et à l'équipement
SCIAN	Système de classification ind. de l'Amérique du Nord
SS	Sous-secteur

**Coefficient de variation (c.v).** Il est rattaché à chacune des variables et est inclus dans le but d'aider les utilisateurs à juger de la qualité des estimations. En utilisant l'estimation et l'écart-type (dérivés du coefficient de variation), il est possible de construire un intervalle de confiance pour cerner la valeur inconnue qu'un recensement aurait produite. Par exemple, dans un cas où l'estimation du nombre de salariés est 1 000 et le coefficient de variation est 2.0%, l'écart-type est de 20 (2.05 de 1 000); nous pouvons dire que 95 fois sur 100 un recensement aurait produit une valeur entre 960 et 1 040 (deux fois l'écart-type en-dessous et au-dessus de l'estimation).

Les utilisateurs devraient être prudents lorsque l'écart-type est élevé ou lorsque le coefficient de variation varie beaucoup d'une enquête à l'autre. C'est la principale indication que l'échantillon est instable et que les variations annuelles des estimations doivent être interprétées avec réserve.

Lettre et signification	Coefficient de variation
A Excellent	0.00% à 0.05%
B Très bon	0.05% à 0.10%
C Bon	0.10% à 0.15%
D Acceptable	0.15% à 0.25%
E à utiliser avec prudence	0.25% à 0.50%
F trop peu fiable pour être publié	0.50% et plus

**Activités d'amont.** Les dépenses liées aux activités d'amont comprennent les coûts associés à la mise en valeur, à la production, à l'extraction et à la récupération de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de gaz naturel et de soufre, ainsi qu'à la production de pétrole synthétique.

**Activités d'aval.** Opérations pétrochimiques et raffinage, mise en marché et transport des produits pétrochimiques.

**Cas aberrant.** Établissement ayant déclaré des dépenses qui jurent dans l'ensemble de la cellule (strate provinciale de la classe de SCIAN) à laquelle il appartient. Les établissements déclarés aberrants ne sont représentatifs d'aucun autre établissement de la cellule ou du secteur et n'entrent donc pas dans le calcul des estimations.

**Dépenses d'administration et frais généraux à la mine.** Dépenses visant, par exemple, la location de bureaux et les frais auxiliaires connexes, les frais de secrétariat, les frais divers de transport et de logement, les fournitures et équipements généraux, les dépenses liées aux véhicules (entretien et réparation), l'entreposage, les communications par radio et télévision, les cuisiniers, les gardiens, les concierges et la surveillance générale.

**Dépenses d'exploration de nature générale.** Dépenses consacrées à toutes les activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation des gisements miniers d'une propriété lorsqu'il n'y a aucune production en cours. Comprend les dépenses consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

**Dépenses du siège social.** Fraction des dépenses totales du siège social attribuable aux travaux d'exploration ou d'exploitation dans la province en cause. Comprend la rémunération et les avantages sociaux des travailleurs, les frais généraux de bureau, les honoraires d'avocat et tous les autres frais non déclarés comme dépenses liées aux terrains, comme frais de location à bail et dépenses foncières ou comme frais d'administration.

**Dépenses en travaux de géologie et de géophysique.** Frais liés aux équipes sismiques mises sur pied par l'entreprise ou par un sous-traitant. Comprend les dépenses liées au campement, au terrassement, au déblaiement, aux équipes volantes, à la sismographie, aux sismo-sondages, à la gravimétrie, à la magnétométrie, au carottage, au traitement numérique photogéologique, au rejeu (playback) magnétique, aux contributions des fonds de puits, aux études de répercussions environnementales et aux autres activités similaires précédant l'exploration. Toutes les dépenses de travaux de sismographie, de géologie ou de géophysique rentrent dans cette catégorie, qu'elles soient considérées par la compagnie comme des dépenses d'exploration ou d'exploitation.

**Dépenses liées aux terrains.** Dépenses d'exploration aérienne et souterraine ou d'exploration en surface, notamment les frais liés au jalonnement, aux levés aériens, à l'évaluation et au forage au diamant ainsi qu'aux travaux de géologie, de géophysique et de géochimie, aux tranchées, aux autres travaux de surface, aux puits d'exploration et aux autres travaux d'exploration souterraine.

**Exploration à l'emplacement de la mine.** Ensemble des activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation d'un gisement minier supplémentaire (mine distincte) sur une propriété en cours de production ou destinée à la production. Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain (remontées, ventilation), les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Pour les travaux de mise en valeur comme pour l'exploration à l'emplacement de la mine, les dépenses liées aux terrains qui sont présentées sont celles qui sont uniquement attribuables aux travaux physiques et aux levés. Les autres dépenses connexes liées aux terrains, comme les frais d'administration, les frais généraux et les loyers imputés, peuvent être dérivées par élimination.

**Forage d'exploitation ou forage de développement.** Les dépenses en forage d'exploitation sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage dans un secteur reconnu comme contenant des gisements de pétrole ou de gaz, jusqu'à la profondeur d'un horizon stratigraphique reconnu comme pouvant permettre l'extraction des réserves de pétrole ou de gaz. Le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice sont aussi inclus. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

**Forage d'exploration.** Les dépenses en forage d'exploration sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage hors d'un secteur reconnu, ou à l'intérieur d'un secteur reconnu mais à un horizon n'ayant pas encore fait l'objet d'un essai, afin de vérifier la présence de gisements de pétrole ou de

gaz plutôt que pour exploiter des réserves reconnues découvertes lors de forages antérieurs. Cela inclus le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

**Frais de location à bail et autres dépenses foncières.** Frais de jalonnement et d'enregistrement, loyers et frais de demande et de renouvellement de licence et de bail, coût des permis, frais juridiques liés aux terrains ou aux titres, coût des travaux d'évaluation et frais liés aux obligations environnementales.

**Immobilisations assistées par ordinateur.** Appareils pouvant être programmés pour des fonctions très diverses et aptes, jusqu'à un certain point, à régler leurs actions sur des changements se produisant dans leur environnement physique. Cela comprend les robots, les machines-outils à commande numérique et les machines informatisées individuelles.

**Installations connexes.** Équipements d'automobile, d'avion, de communication, d'entrepôt, de quai, de bureau et autres non déclarés ailleurs.

**Installations de production.** Puits corporels et équipement loué, notamment le tubage, la colonne de production, les têtes de puits, les pompes, les conduites d'écoulement, les réseaux de collecte du pétrole et du gaz, les séparateurs, les purificateurs, les déshydrateurs et les batteries de citerne louées et centralisées. Comprend aussi les pipelines de collecte, les batteries et les installations connexes utilisées avant la livraison aux terminaux des pipelines principaux, et d'autres installations de production. Les frais liés aux installations de production comprennent aussi les coûts associés aux biens incorporels, tels que les coûts d'études de pré-production et les dépenses considérées comme préalables à la mise en valeur.

**Mise en valeur à l'emplacement de la mine.** Ensemble des travaux effectués pour délimiter et découper un gisement de minerai, pour aménager un accès et pour le préparer à la production sur une propriété en cours de production ou destinée à la production (forage et excavations destinées à accroître le gisement reconnu d'une mine en production). Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social. Les dépenses pour travaux physiques sont les frais liés au décapage, au coupage de lignes, aux puits, aux travers bancs, aux galeries, aux rampes, au forage au diamant et à divers services comme les remontées et la ventilation.

**Ouvrages.** Les frais liés aux ouvrages comprennent les dépenses visant la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface ainsi que des ouvrages souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Cela comprend la construction de bâtiments et les travaux de génie tels que la construction de routes, les systèmes d'élimination et les constructions maritimes. Les frais immobilisés tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce poste. Le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont exclus.

**Projets de récupération assistée.** Les dépenses consacrées aux projets de récupération assistée comprennent uniquement les frais liés à des installations faisant partie de projets tertiaires et faisant appel à l'injection de vapeur et à l'injection de fluides miscibles. Comprend les coûts du forage et de l'équipement des puits d'injection et des puits de service.

**Propriété en cours de production ou destinée à la production.** Propriété répondant essentiellement aux critères suivants : i) l'entreprise a effectué une étude de faisabilité et a décidé officiellement d'entreprendre la production; ii) l'entreprise dispose des fonds nécessaires ou a pris des arrangements à cet égard, iii) la province ou le territoire a donné son autorisation (s'il y a lieu) et iv) des pièces majeures de matériel de production ont été achetées.

**Secteur non classique.** Ensemble des activités menées dans les régions de Cold Lake, Peace River, Athabasca, Wabasca et Lindbergh. Les produits dérivés de ces opérations sont soit du bitume brut, soit du bitume transformé en pétrole synthétique dans des usines de pétrole synthétique.

**Travaux physiques et levés.** Exploration aérienne et souterraine et exploration de surface. Comprend le forage au diamant, les travaux de géologie, de géochimie et de géophysique, les tranchées, le décapage, le coupage de lignes et les autres travaux de surface, les puits d'exploration et les autres travaux souterrains, ainsi que le salaire du personnel sur le terrain et le coût des travaux impartis à des sous-traitants.

**Usines de traitement du gaz naturel.** Ce poste comprend la valeur immobilisée des usines, y compris les ouvrages et le matériel de mesure et de régulation et les équipements connexes.

## Appendice II

---

### Références

- Cholette, P.A. (1984). L'ajustement des séries infra-annuelles aux repères annuels. **Technique d'enquête**, vol 10. No. 1, 39-53.
- Corneau, L. (1995). Spécifications des règles de vérification dans le cadre de l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Document interne de Statistique Canada, décembre 1995.
- Cuthill, I. (1996). The Statistics Canada Business Register. Document interne de Statistique Canada, 1996.
- Estevao, V. (1991). Generalized Estimation System, Methodology Review. Document interne de Statistique Canada, septembre 1991.
- Hidiroglou, M.A. (1986). The Construction of a Self-representing Stratum of Large Units in Survey Design. *The American Statistician*, 40, 27-31.
- Hidiroglou, M.A. et Berthelot, J.-M. (1986). Contrôle statistique et imputation dans les enquêtes-entreprises périodiques. *Techniques d'enquêtes* 12, 79-89.
- Lacroix, J. (1991). Capital and Repair Expenditures - Surveys Overview. Document interne de Statistique Canada, janvier 1991.
- Latouche, M. (1988). Détermination, allocation et sélection de l'échantillon. Cahier de travail BSMD-88-021 de Statistique Canada, mai 1988.
- Pandher G.H. (1995). Population asymétrique : construction optimale de groupes "à tirage complet" et "échantillons", avec application au remaniement de l'enquête sur les finances des administrations locales. Cahier de travail SSMD-95-001 de Statistique Canada, mars 1995.
- Simard, Girard, Parent, Smith (2001). Sampling Designs for the Unified Enterprise Surveys – The Early Years. Document interne de Statistique Canada, Mars 2001